

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

RÉSILIENCE DES QUARTIERS PRÉCAIRES DE PORT-AU-PRINCE :
UNE ÉTUDE COMPARATIVE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES URBAINES

PAR
JÉRÉMIE WATTERS

JUIN 2012

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

À l'origine de ce mémoire, il y a la découverte d'un univers particulier qui se décline en une multitude de formes, tant physiques que sociales, dans la vaste majorité des pays en développement : le quartier précaire. Tout au long de mes voyages, particulièrement en Afrique de l'Ouest, la vie dans les quartiers précaires n'a cessé de m'intéresser. Mais ma vraie initiation à ces derniers, je la dois à Jean Goulet qui a su transmettre son amour de ces milieux souvent ostracisés. Merci.

Cette recherche n'aurait pu se faire sans l'aide et le soutien de nombreuses personnes et organismes. Dans le cadre de ce mémoire, j'ai bénéficié de deux bourses importantes : la bourse Vanier du CRSH et la bourse FARE du département d'études urbaines et touristiques. Aussi, j'ai pu profiter du support financier et logistique du projet *Quartiers précaires et développement urbain durable* sans quoi le travail de collecte de données aurait été beaucoup plus difficile.

La réalisation du travail de terrain à Port-au-Prince fut l'occasion de rencontres riches en échanges. Armand, ce chauffeur rapidement devenu un ami, toujours prêt à rendre service et à faire découvrir son coin de pays, merci. À tous les habitants de Baillergeau et Morne Lazarre, merci de vous être livrés à moi avec autant de gentillesse. En ces temps difficiles, je tiens à souligner votre courage et votre force de caractère face à l'adversité. C'est d'ailleurs à vous que je dédis ce mémoire.

Finalement, le support de ma famille et de mes amis, en particulier de ma sœur Mélina et de ma conjointe Myriam, fut une source intarissable de motivation. Encore une fois, merci.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	viii
RÉSUMÉ.....	ix
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
MISE EN CONTEXTE; VULNÉRABILITÉ, SÉISME ET RECONSTRUCTION..	5
1.1 Port-au-Prince, une ville vulnérable.....	5
1.2 Le séisme.....	9
1.3 Qui reconstruit la ville?	10
CHAPITRE II	
LES QUARTIERS PRÉCAIRES, LA RÉSILIENCE, LES RÉSEAUX SOCIAUX ET LE CAPITAL SOCIAL : DÉFINITIONS ET CONCEPTS.....	14
2.1 Le bidonville ou le quartier précaire.....	14
2.2 La résilience.....	17
2.2.1 Rendre opérationnel le concept de résilience.....	20
2.2.2 Les éléments propices à la résilience.....	21
2.3 Le capital social.....	25
2.3.1 Le capital social et les désastres : une revue de la littérature..	27
2.3.2 Le capital social en Haïti.....	31
2.3.3 Les réseaux sociaux.....	32
2.3.3a Les types de réseaux sociaux dans les quartiers précaires de Port-au-Prince.....	34

2.3.3b	Les réseaux sociaux et les catastrophes.....	36
CHAPITRE III		
	QUESTIONS DE RECHERCHE, HYPOTHÈSES ET MÉTHODOLOGIE.....	37
3.1	Questions de recherche.....	37
3.2	Hypothèses.....	37
3.3	Méthodologie.....	38
3.3.1	La méthodologie qualitative.....	38
3.3.2	Le territoire couvert par l'étude.....	39
3.3.3	L'entrevue semi-dirigée et l'échantillon.....	44
3.3.4	Les dimensions explorées dans les guides d'entretien.....	47
3.3.5	L'outil d'analyse.	47
CHAPITRE IV		
	L'HISTOIRE DES DEUX QUARTIERS DEPUIS LE JANVIER 2010.....	49
4.1	L'histoire des quartiers à l'étude.....	49
4.1.1	Le 12 janvier 2010 : les impacts et la réaction.....	49
4.1.1a	Baillergeau.....	49
4.1.1b	Morne Lazarre.....	53
4.1.2	Période d'aide d'urgence et de stabilisation.....	57
4.1.2a	Baillergeau.....	58
4.1.2b	Morne Lazarre.....	68
CHAPITRE V		
	L'ANALYSE.....	73
5.1	L'importance des réseaux dans chacun des quartiers.....	73
5.1.1	Le réseau familial.....	74
5.1.2	Le réseau de voisinage.....	75
5.1.3	Le réseau associatif.....	77
5.1.4	Le réseau religieux.....	81

5.1.5	Le réseau politique.....	81
5.2	L'impact du capital social.....	81
5.3	La résilience.....	86
5.3.1	Le maintien d'un niveau acceptable de fonctionnement et de structure.....	86
5.3.2	La capacité d'auto-organisation de la communauté touchée...	89
5.3.3	La capacité d'apprentissage des expériences passées.....	90
5.4	Retour sur l'hypothèse.....	94
	CONCLUSION.....	98
	APPENDICE A.....	101
	LES GUIDES D'ENTRETIEN.....	
A.1	Guide d'entretien destiné aux résidents des quartiers (version française)	102
A.2	Guide d'entretien destiné aux résidents des quartiers (version créole).	104
A.3	Guide d'entretien destiné aux observateurs externes.....	107
	BIBLIOGRAPHIE.....	109

LISTE DES FIGURES

Figure		Page
1.1	Évolution de la population de l'agglomération urbaine de Port-au-Prince de 1950 à 2005.	6
3.1	Carte de localisation des quartiers à l'étude.	43
4.1	Vue des abris temporaires à Sainte-Thérèse depuis Morne Lazarre	55
4.2	Opération de déblaiement à Baillergeau	61
4.3	« Tout le monde doit quitter. Merci beaucoup » écrit sur la porte d'entrée du terrain privé sur lequel un des camps était installé	63
4.4	Abri temporaire à Baillergeau	64
4.5	Construction d'une petite maison de bois	65
4.6	Reprise des cours à l'école Jérusalem	66
4.7	Exemple d'un minicamp à Morne Lazarre	69
4.8	Une des nombreuses ruines de Morne Lazarre	72
5.1	Article de USAID sur les succès de l'aide américaine à Baillergeau	84

LISTE DES TABLEAUX

Tableau		Page
3.1	Les quartiers à l'étude en résumé.	42
3.2	Répartition des répondants par sexe selon le quartier.	46
3.3	Répartition des répondants par classe d'âge selon le quartier.	46
3.4	Répartition des répondants selon le statut foncier.	46
5.1	Comparaison des quartiers à l'étude par rapport aux trois critères de résilience.	93

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ACF	Action contre la faim (ONG)
AFD	Agence française de développement
CAMEP	Centrale autonome métropolitaine d'eau potable
CASCH	Centre d'action socio-communautaire haïtien
CRS	Catholic Relief Services (ONG)
ECLAC	Economic Commission for Latin America and the Caribbean
EDH	Électricité d'Haïti
GOAL	Organisation humanitaire internationale (ONG)
GRET	Groupe de recherche et d'échanges technologiques (ONG)
OCI	Organisation de coopération islamique
OFAMOLA	Organisation des femmes de Morne Lazarre
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisme non-gouvernemental
OXFAM	Oxford Committee for Famine Relief (ONG)
PARDH	Plan d'action pour le relèvement et le développement d'Haïti
PCI	Project Concern International (ONG)
PDNA	Post Disaster Needs Assessment / Rapport d'évaluation des besoins après désastre
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNISDR	United Nations International Strategy for Disaster Reduction
UQÀM	Université du Québec à Montréal
USAID	United States Agency for International Development

RÉSUMÉ

La vulnérabilité des quartiers précaires face aux catastrophes naturelles et anthropiques est en constante augmentation à travers le monde. Les énormes dégâts et les nombreux drames humains causés par le tremblement de terre du 12 janvier 2010 à Port-au-Prince sont en soi un exemple des impacts négatifs de cette vulnérabilité. Dans leur grande diversité, les différents quartiers précaires présentent aussi une vie sociale variant d'une communauté à l'autre. Souvent très intense, cette vie sociale permet en temps normal l'amélioration des conditions de vie dans ces quartiers souvent laissés à eux-mêmes. Mais qu'en est-il lors de situation post catastrophe?

Cette recherche se propose de vérifier si l'intensité du capital social, qui englobe différents types de réseaux sociaux préalablement existants avant la catastrophe du 12 janvier 2010, explique la résilience ou non des quartiers précaires de l'agglomération urbaine de Port-au-Prince et si le capital social a également joué un rôle dans la rétention des habitants de ces quartiers à l'intérieur de ceux-ci après le séisme. Une comparaison de deux quartiers précaires (Baillergeau et Morne Lazarre), effectuée sur la base de l'intensité du capital social préexistant et de trois critères de résilience, permet effectivement d'atteindre l'objectif fixé.

D'un côté, Baillergeau, avec un capital social fort, a réussi à trouver des aides de toutes sortes et à conserver sa population dans le quartier. Les solidarités locales s'expriment de différentes manières et les ONG y financent de nombreux projets auxquels participent les résidents de ce quartier. La communauté de Baillergeau se mobilise facilement grâce, entre autres, à des leaders locaux expérimentés et légitimes. De l'autre, Morne Lazarre avec un capital social faible, a été déserté par la majorité de sa population après le séisme. Les habitants y demeurant toujours n'arrivent pas à nouer des partenariats durables avec des ONG et mener des projets ayant pour but de réhabiliter le quartier. Bref, à destruction égale, le capital social est le facteur expliquant le mieux le pourquoi de la résilience ou non dans les quartiers précaires après une catastrophe.

Mots clés : résilience urbaine, capital social, quartiers précaires, Port-au-Prince, catastrophes.

INTRODUCTION

La ville de Port-au-Prince est la capitale de l'État indépendant le plus ancien de l'Amérique après les États-Unis, la République d'Haïti. Situé sur l'île d'Hispaniola, Haïti fait partie de l'archipel des Antilles dans la mer des Caraïbes et Port-au-Prince, la capitale, se trouve dans la plaine du Cul-de-Sac au cœur du golfe de la Gonave. Considéré comme le pays le plus pauvre des Amériques (Théodat, 2009), Haïti est particulièrement vulnérable en cas de catastrophes naturelles, car la pauvreté est reconnue comme un facteur qui contribue de façon significative à l'augmentation des impacts négatifs possibles produits par les aléas tant naturels qu'anthropiques.

L'envergure des dégâts causés par le tremblement de terre du 12 janvier 2010 à Port-au-Prince a révélé la fragilité des structures physiques de la capitale haïtienne au point que la destruction, dans certains quartiers précaires, est digne d'un bombardement. Face à cette catastrophe, la communauté internationale a vite réagi par l'envoi d'aides s'évaluant en milliards de dollars. Pendant ce temps, les habitants de la capitale cherchent à survivre par le biais de stratégies qui diffèrent d'un quartier à l'autre. Par ailleurs, plus d'un an après le séisme, des différences notables s'observent entre les quartiers quant à leur capacité à s'en sortir. En regard de cette

situation, comment expliquer les disparités existantes dans la résilience¹ de quartiers précaires qui sont semblables à bien des égards?

Des facteurs tels les revenus ou l'éducation ne répondent pas à cette question, car dans les quartiers précaires, la vaste majorité de la population vit dans une économie au jour le jour et possède un niveau d'éducation très bas. La grande différence se situe surtout sur le plan social. En effet, au fil des ans, certains quartiers ont développé ou non des liens sociaux très forts à l'intérieur de leur communauté. Nous estimons donc que les différents types de réseaux sociaux, compris sous la forme du capital social de chacune des communautés, seraient le facteur qui explique les disparités existantes dans la résilience de chacun des quartiers précaires de la capitale haïtienne.

Comme l'ont démontré de nombreux chercheurs, les sinistrés ne sont pas passifs en cas de catastrophe (Denis, 2002) puisqu'ils ne se contentent pas d'en subir les contrecoups sans réagir. Par exemple, certains sinistrés se prennent en charge et s'auto-organisent alors que d'autres fuient leur quartier pour trouver refuge dans des camps temporaires. Ainsi, la résilience face à la crise engendrée par le tremblement de terre ne s'opère pas à la même vitesse et de la même façon dans chacun des quartiers précaires de Port-au-Prince.

¹ La résilience est la capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société susceptible d'être exposé à des aléas à s'adapter, en résistant ou en changeant, afin d'atteindre et de maintenir un niveau acceptable de fonctionnement et de structure. Elle est déterminée par le degré avec lequel le système social est capable de s'organiser pour accroître sa capacité d'apprentissage des catastrophes passées afin d'être mieux protégé dans le futur et d'améliorer les mesures de réduction de risque. (UNISDR, 2005, p. 4)

En regard de la multiplicité des expériences vécues, l'objectif principal de cette recherche vise à comprendre pourquoi certains quartiers précaires de l'agglomération de Port-au-Prince sont plus résilients que d'autres qui ont subi un degré de destruction similaire provoqué par le séisme. On peut supposer qu'avant la catastrophe, certaines communautés ont appris des expériences d'aménagements collectifs et d'autonomie relative face à l'État. Ces apprentissages et l'intensité des liens de solidarité unissant les communautés touchées expliqueraient peut-être pourquoi certains quartiers connaissent une résilience relativement rapide. En effet, ces quartiers possèdent une communauté qui parvient à se mobiliser par l'entremise de différents réseaux sociaux. Ces derniers, ramenés sous la forme de capital social pourraient expliquer la disparité existante dans la résilience de chacun des quartiers précaires. Il s'agira donc de réaliser une étude comparative de deux quartiers ayant subi des conséquences dramatiques du séisme du 12 janvier 2010, et d'évaluer la résilience de l'un et de l'autre. Afin d'atteindre cet objectif, la démonstration du mémoire se base sur une triangulation composée d'une revue de la littérature sur le sujet, d'entretiens avec des habitants des deux quartiers précaires et des observateurs externes qui connaissent bien les quartiers à l'étude.

Cette recherche se divise en cinq chapitres. Le premier porte sur les différents facteurs qui rendaient Port-au-Prince vulnérable au séisme, sur les impacts physiques et humains de celui-ci, sur le projet de reconstruction « institutionnelle » et les actions des habitants des quartiers précaires. Le deuxième chapitre pose les bases théoriques de l'analyse avec les définitions et les origines des concepts de résilience, de capital social et des réseaux sociaux. Le troisième chapitre s'attarde principalement à la méthodologie employée afin de répondre aux questions de recherche et de vérifier la validité des hypothèses. Le chapitre quatre présente l'histoire de chacun des quartiers à l'étude à partir du 12 janvier 2010 jusqu'au moment de la collecte des données en mars 2011. Enfin, le chapitre cinq propose

une analyse structurée autour des concepts centraux présentés dans le deuxième chapitre.

CHAPITRE I

MISE EN CONTEXTE; VULNÉRABILITÉ, SÉISME ET RECONSTRUCTION

Ce chapitre se divise en trois parties et propose une mise en contexte de la situation de l'agglomération de Port-au-Prince avant et après le séisme. La première partie vise à expliquer la situation de vulnérabilité de Port-au-Prince avant le séisme et les facteurs qui ont contribué à créer cette conjoncture. La deuxième traite de l'impact du séisme sur la population et les infrastructures de l'agglomération. Elle relate comment la communauté internationale a répondu à cette crise. Enfin, la troisième partie pose la question de la reconstruction pour savoir qui reconstruit cette ville, ou plutôt qui reconstruit quoi, comment et par quel processus.

1.1 Port-au-Prince, une ville vulnérable

La vulnérabilité environnementale urbaine – le risque – est parfois calculée selon la formule suivante: *danger* (fréquence et magnitude des catastrophes naturelles) que multiplie *population* (nombre d'habitants et d'abris exposés au danger) que multiplie *fragilité* (caractéristiques physiques du bâti); autrement dit, $\text{risque} = \text{danger} * \text{population} * \text{fragilité}$. L'urbanisation informelle a partout multiplié – parfois par un facteur de dix ou plus – les risques inhérents à l'environnement urbain. (Davis, 2006, p. 129)

Dans le cas des tremblements de terre, « [u]n risque élevé a été associé aux pays connaissant de forts taux de croissance urbaine et une forte exposition physique. » (PNUD, 2004, p. 4) La situation de vulnérabilité dans laquelle se trouvait Haïti et Port-au-Prince à l'aube du tremblement de terre du 12 janvier 2010 peut aisément

être comprise en regard de la définition de Davis, de la conjoncture démographique et de l'exposition physique de ce pays.

Le nombre de quartiers précaires et de personnes vivant dans ces milieux ne cesse d'augmenter depuis la fin des années 1940. À cette époque, Port-au-Prince compte environ 7 000 taudis où s'entassaient entre 30 000 et 40 000 personnes dans des conditions d'extrême pauvreté (Lucien, 2008). Mais c'est à partir des années 1970 que Port-au-Prince connaît une forte croissance démographique (*voir figure 1.1*).

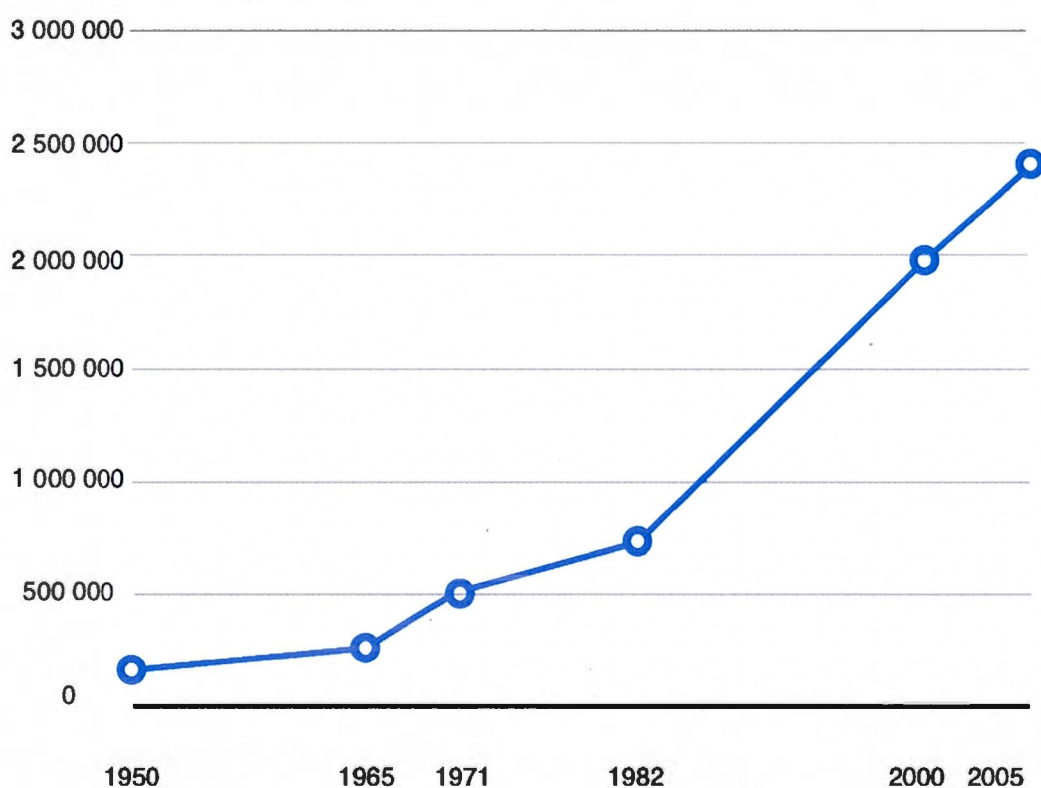


Figure 1.1 Évolution de la population de l'agglomération urbaine de Port-au-Prince de 1950 à 2005. (Données tirées de Giacottino (2010), de CEPAL (2008) et de l'IHSI (2003))

Au tournant du XXI^e siècle, les estimations de Lhérisson (1999) font état d'une superficie bidonvillisée représentant 22,15 % de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince où se concentrent 1 528 739 personnes, soit près de 70 % de la population totale de cette aire géographique. Cette bidonvillisation de Port-au-Prince s'explique en grande partie par une croissance démographique et une transition urbaine² accélérée. Aussi, la chute du régime Duvalier a entraîné avec elle la fin des barrières étatiques et du macoutisme, ce qui a créé un vide juridique et administratif propice à l'installation de nouveaux arrivants. « La bidonvillisation de Port-au-Prince s'est étendue dans tout l'espace urbanisé, centre-ville comme périphérie, ne laissant à peu près aucune zone indemne de ce processus accéléré de densification de l'habitat » (Goulet, 2006, p. 64.). Il en résulte une absence de planification dans de nombreux quartiers pour faire face aux catastrophes naturelles.

En ce qui concerne les constructions dans les quartiers précaires, il va sans dire qu'elles sont assez rudimentaires. Généralement, les bâtiments sont en blocs de béton avec un toit également en béton permettant l'ajout d'étages supplémentaires selon l'évolution des moyens financiers du ménage propriétaire. La popularité de ce

² La majorité de la population haïtienne vit toujours en milieu rural. Selon les estimations de *Economic Commission for Latin America and the Caribbean* (ECLAC), la population urbaine était seulement de 30,5 % en 1990, en 2010 elle représentait 45,3 % de la population totale du pays. Haïti devrait franchir le cap symbolique du 50 % de la population urbaine autour de 2020. Parallèlement, l'agglomération urbaine de Port-au-Prince ne cesse de grossir. Elle représentait 14,3 % de la population totale du pays en 1980. En 2000, c'était 22,9 % de l'ensemble des Haïtiens qui se concentraient dans l'agglomération urbaine de la capitale. Déjà en 1982, Georges Anglade parlait d'une « polarisation port-au-princienne » (p. 68), c'est-à-dire d'une concentration à outrance des activités économiques et politiques à Port-au-Prince. Ces deux facteurs ont incontestablement joué dans le choix de ruraux de migrer dans la capitale. Aujourd'hui, le monde urbain haïtien est caractérisé par une macrocéphalie urbaine : le surdéveloppement de Port-au-Prince au détriment des autres villes du pays.

matériau s'explique en grande partie par son faible coût et par sa facilité d'utilisation, le béton ne nécessitant pas le recours à une main d'œuvre spécialisée. Ainsi, les bâtiments des quartiers précaires sont rarement conçus pour résister à des chocs sismiques. C'est d'ailleurs le constat auquel arrive Bilham après le séisme :

Les bâtiments étaient déjà condamnés lors de leur construction. Toutes les erreurs possibles étaient évidentes : utilisation d'acier fragile, granulats utilisés dans la fabrication des angles des bâtiments, utilisation de ciment de qualité moindre mélangé avec un sable inapproprié ou salé et la généralisation de joints faibles entre les armatures d'aciers à l'intérieur des colonnes de béton et les planchers des bâtiments, là où le stress causé par le tremblement de terre est le plus fort. (Bilham, 2010, p. 878)

Sur le plan géologique, Port-au-Prince est située à proximité de la faille Enriquillo-Plaintain Garden. Des chercheurs en 2008 ont estimé la magnitude que pourrait avoir un séisme associé à cette faille s'il devait survenir. Selon eux, la déformation élastique accumulée sur cette faille depuis le dernier tremblement de terre majeur (datant du XVIII^e siècle) suggérait qu'il serait d'une magnitude de 7,2 sur l'échelle de Richter si la force accumulée devait se libérer d'un seul coup (Rajendran, 2010). Toutefois, les dernières études géologiques (Prentice et coll., 2010 ; Calais et coll., 2010) démontrent plutôt qu'une autre faille serait à l'origine du tremblement de terre du 12 janvier 2010 : celle de Léogane. Ainsi, très peu ou pas de tension du tout aurait été libérée de la faille Enriquillo-Plaintain Garden qui constitue toujours une menace sérieuse pour l'ensemble d'Haïti et de sa capitale.

Bref, comme le soulignait le Ministère haïtien de l'Environnement :

Haïti est [...] un pays en situation d'extrême vulnérabilité face aux aléas naturels, et en proie à de croissantes menaces complexes, fruit de l'interaction entre menaces naturelles aggravées par la dégradation de l'environnement, les taux élevés de pauvreté et de vulnérabilité sociale de sa population et des problèmes de gouvernance et de manque de maîtrise de l'espace rural et urbain. (Ministère haïtien de l'Environnement, 2007, p. 15)

La pauvreté et la vulnérabilité sociale rendent difficiles tant la prévention que la mitigation des risques. Conséquemment, le baril de poudre que représentent l'ensemble de ces facteurs n'attendait qu'une étincelle pour s'embraser.

1.2 Le séisme

Le 12 janvier 2010, en fin d'après-midi, un séisme d'une magnitude de 7,3 sur l'échelle de Richter a fait rage pendant 35 secondes. L'épicentre du tremblement de terre était situé à seulement 17 km au sud-ouest de Port-au-Prince. Selon le *Post Disaster Needs Assessment* (PDNA), l'impact humain est considérable : 1,5 million de personnes ont été touchées de manière directe et environ 230 000 Haïtiens ont perdu la vie et plus ou moins le même nombre de personnes ont été blessées. Toujours selon le PDNA, 600 000 personnes ont fui Port-au-Prince et ses environs les semaines suivant le séisme. Celles-ci y reviennent progressivement depuis le mois de mars 2010. Bref, « [...] le séisme a touché de façon aiguë les capacités humaines et institutionnelles des secteurs public et privé, ainsi que des partenaires techniques et financiers internationaux et de certaines organisations non gouvernementales (ONG) » (Gouvernement de la République d'Haïti, 2010, p. 7).

Sur le plan physique, plusieurs infrastructures ont été détruites ou endommagées. L'anéantissement du Palais présidentiel symbolise par ailleurs la gravité de la situation. De même, le port de Port-au-Prince, entrée névralgique de l'aide humanitaire, est resté inopérant pendant plusieurs semaines. Les infrastructures scolaires ont aussi été touché tout comme celles du domaine de la santé et des différents centres de services : 1 300 établissements scolaires et une cinquantaine d'hôpitaux se sont effondrés ou sont inutilisables (Gouvernement de la République d'Haïti, 2010, p.7). Les habitations privées n'ont pas été épargnées, car, selon les estimations actuelles, 105 000 habitations ont été détruites et 208 000

endommagées. Enfin, l'évaluation monétaire des dommages et des pertes s'élève à 7,9 milliards de dollars, soit plus de 120 % du produit intérieur brut d'Haïti en 2009.

1.3 Qui reconstruit la ville?

Depuis le séisme du 12 janvier 2010 à Port-au-Prince, les bailleurs de fonds internationaux ainsi que le gouvernement haïtien tentent de mettre en branle le Plan d'action pour le relèvement et la reconstruction d'Haïti (PARDH) : les grands chantiers pour l'avenir (Gouvernement de la république d'Haïti, 2010) visant à faire d'Haïti un pays émergent d'ici 2030. Ce plan ambitieux s'articule principalement autour de la création d'une économie dynamique, de la mise en place d'un État capable de faire face à ses responsabilités et de la création d'un système scolaire accessible et de qualité. Cette vision peut être qualifiée d'« institutionnelle » en regard des acteurs qui la soutiennent³.

Les directives et les actions proposées par ce plan proviennent des élites haïtiennes qui cherchent à satisfaire les bailleurs de fonds étrangers. En effet, le gouvernement haïtien (du moins ce qu'il en reste) établit ses priorités et son agenda, mais reste dépendant des bailleurs de fonds internationaux pour le financement et l'expertise de plusieurs champs d'action essentiels au bon fonctionnement du PARDH.

³ Les acteurs présents aux sommets de Montréal le 25 janvier 2010, de Saint-Domingue le 16 mars 2010, de New York le 31 mars 2010 et de Punta Cana le 2 juin 2010 sont principalement les États « amis » d'Haïti, en plus de différents types d'organisations. Ces organisations sont des ONG et des organes subsidiaires des Nations Unies. Lors de ces sommets, des engagements financiers importants furent pris. De plus, la mise sur pied d'organismes visant à gérer les fonds voués à la reconstruction et à planifier celle-ci de façon efficace furent constitués tels que le Fonds de Reconstruction d'Haïti et la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti.

Depuis le séisme, Haïti compte désormais des centaines d'ONG et d'agences gouvernementales sur son territoire. Elles se sont précipitées dans toutes sortes d'opérations d'aide d'urgence et, par la suite, de reconstruction. La coordination globale de toutes les opérations sur le terrain semble difficile à réaliser. On peut croire que cette situation rendra difficile l'application du PARDH, puisque le manque de coordination des efforts de reconstruction risque de limiter l'atteinte des objectifs fixés par l'État haïtien.

Quelques jours après le tremblement de terre, plusieurs observateurs du milieu haïtien insistaient sur l'importance d'impliquer la société civile dans le processus décisionnel de la réalisation de la reconstruction. D'ailleurs, quelques recherches (Blanc et Beaudin, 2002 ; Mangonèse, 2002) démontrent qu'en Haïti, en ville comme en campagne, la société civile sait se structurer par l'entremise d'une panoplie d'organisations et d'associations. La chute du régime des Duvalier et la difficulté de l'État haïtien à répondre aux nombreux besoins de base d'une frange importante de sa population font en sorte que celle-ci s'organise en associations de tous genres afin de parer l'adversité que génère inévitablement la pauvreté. Ainsi, l'implication de ces associations dans le processus de reconstruction devient un élément indispensable à une résilience urbaine durable à plus ou moins long terme.

En ce sens, l'aide internationale doit servir à des interventions ciblées (mettre sur pied un hôpital, par exemple) et surtout à soutenir les communautés des quartiers précaires qui connaissent leurs besoins réels. Et pour cause, ces communautés sont souvent à l'origine de l'existence même de leur quartier, ou du moins responsables des nombreuses améliorations qui y ont été apportées. Les quartiers précaires ou bidonvilles représentent une extension de la ville bâtie au fil du temps à l'extérieur des structures institutionnelles et politiques officielles. Suivant ce constat, il serait assez étonnant que ces quartiers se reconstruisent autrement que par un chemin déjà emprunté, soit celui d'une certaine autonomie communautaire.

Bien que le PARDH prévoie la construction de nouveaux quartiers et de l'aide pour la reconstruction de bâtiments (d'ailleurs, quelques opérations dans ce domaine ont déjà commencé), il serait fort étonnant qu'à court ou moyen terme toutes les habitations puissent être rebâties par ce programme. Dans ce contexte, les communautés des quartiers précaires n'attendent sans doute pas l'aide internationale pour reconstruire leur habitation et leur quartier. Aussi, chaque communauté de ces quartiers présente ses particularités en terme de capacité de résilience. En effet, les études réalisées sur le terrain avant la catastrophe (Mathon, 2004 ; Goulet, 2006) démontrent des différences entre les quartiers en ce qui a trait à l'organisation, à la solidarité et à la capacité de mobilisation de ses membres. Il est donc utopique de croire que la résilience des quartiers précaires s'opérera selon des procédés similaires et des interactions sociales et économiques de même intensité.

Les caractéristiques sociales des différentes communautés des quartiers précaires permettent de potentiellement les qualifier de « fragiles » ou de « résilientes » face à des catastrophes. Certaines communautés, où la vie sociale ne semble pas reposer sur des liens forts et des groupes de solidarité, sont fragiles comparativement à celles qui ont développé des organisations et tissé des liens sociaux solides de différents types (familiaux, religieux, de voisinage, politiques et associatifs). L'ensemble des quartiers précaires d'une même agglomération peut alors être compris comme un amalgame de processus sociaux à intensité variable. Ainsi, sur le plan social la ville ne peut faire l'objet de généralisations. Reprenant les mots d'Oscar Lewis⁴, l'anthropologue Michel Agier souligne, dans un de ses ouvrages portant sur l'univers des quartiers précaires, que :

⁴ Oscar Lewis (1914-1970) est un anthropologue urbain qui consacra la majorité de ses recherches aux milieux défavorisés. Que ce soit en Inde, au Mexique ou même aux États-Unis, les études de Lewis le menèrent à développer la notion de « culture de la pauvreté ».

[...] la vie sociale n'est pas un phénomène de masse. Elle se passe pour l'essentiel dans de petits groupes, à l'intérieur de la famille, du foyer, du quartier, à l'église, dans les groupes formels et informels, etc. Toute généralisation portant sur la nature de la vie sociale en milieu urbain doit être fondée sur l'étude minutieuse de ces univers réduits plutôt que sur des représentations *a priori* de la ville dans sa totalité. (Agier, 1999, p.12)

CHAPITRE II

LES QUARTIERS PRÉCAIRES, LA RÉSILIENCE, LES RÉSEAUX SOCIAUX ET LE CAPITAL SOCIAL : DÉFINITIONS ET CONCEPTS

S'interroger sur l'impact de la vie sociale des quartiers précaires pendant la période post catastrophe implique de définir avec soin les termes employés. La tâche n'est pas simple vu l'utilisation – et parfois même la surutilisation – dans la littérature des concepts sélectionnés dans le cadre théorique de cette recherche. L'objectif de ce chapitre vise à synthétiser l'origine et les définitions des concepts utilisés. Par la suite, une revue de la littérature permettra de saisir davantage les liens qui les unissent de manière à clarifier la nature de ce travail.

2.1 Le bidonville ou le quartier précaire

Le bidonville ou quartier précaire est difficile à définir. De l'origine du phénomène, avec les débuts de l'industrialisation en Angleterre à aujourd'hui, ce type d'habitat a évolué avec ses spécificités locales au même titre que sa définition s'est transformée dans le temps. Aussi, les transitions linguistiques, d'une langue à une autre, amènent tout un spectre de qualificatifs : *slum*, *shanty town*, *favellas*, *barrios populares*, etc. D'ailleurs, l'ONU-Habitat (2003) affirme que l'ensemble des bidonvilles représente un amalgame d'endroits si variés, qu'il s'avère impossible de donner une définition qui soit quelque peu contraignante. Josse et Pacaud résument bien cette situation :

Quartiers précaires ou dégradés, spontanés ou périphériques, sous-équipés ou non-structurés, mais aussi bidonvilles, taudis, *favelas* ou tout simplement « les quartiers »... autant de termes pour décrire des situations spécifiques, ancrées dans une histoire et une géographie particulière. Cette multiplicité sémantique va de pair avec une grande variété de quartiers défavorisés. L'éventail va des quartiers à peine urbanisés, occupés par des populations récemment installées dans des habitations de fortune, à des ensembles denses, composés d'immeubles et au fonctionnement très urbain. (Josse et Pacaud, 2006, p. 47)

Toute définition du terme bidonville se doit donc d'être inclusive sur le plan de la diversité de la population pouvant y vivre ; de la diversité des économies formelles et informelles s'y côtoyant ; de la diversité d'endroits où ce type d'habitat peut apparaître ; et de la diversité de modes de propriété foncière qui régissent chacun des quartiers. En ce sens, la définition de Goulet est satisfaisante parce qu'elle est principalement axée sur la nature du cadre bâti, ce qui laisse place à toutes les possibilités d'agencements économiques, fonciers et sociaux qui différencient chacun des quartiers précaires :

[Le] bidonville est d'abord un habitat humain prenant la forme d'un regroupement de logements qui se caractérise, en comparaison avec les villes modernes planifiées, par sa précarité, sa pauvreté en infrastructures et en équipements collectifs, son organisation spatiale apparemment anarchique, sa densité élevée de population et fréquemment mais non exclusivement, son implantation dans des secteurs considérés comme impropres à l'habitation : proximité de dépotoirs, zones marécageuses ou inondables, ravins, pentes prononcées, terrains contaminés, etc. (Goulet, 2006, p. 97)

En outre, les quartiers précaires ne sont pas des milieux statiques (UN-Habitat, 2003), ils doivent donc être considérés comme un processus, c'est-à-dire des milieux en constante évolution (Driant, 1991).

Beaucoup d'attention a été portée aux causes structurelles de la formation des quartiers précaires tant à l'échelle internationale que locale. L'urbanisation sans

croissance économique, l'impact de l'application des programmes d'ajustement structurel, la plus grande productivité des campagnes, l'attraction de la ville, la croissance démographique de nombreux pays en développement, la vitesse de la transition urbaine et l'incapacité des États à résoudre cette situation sont tous des éléments récurrents de la littérature. Aussi, tout un pan de la littérature s'attarde à démontrer le misérabilisme des quartiers précaires : promiscuité, insalubrité, pauvreté, maladies, analphabétisme, haute densité de population, informalité de l'économie, criminalité, manque de services, etc. Ces études représentent une source importante de documentations, de statistiques et d'autres données, mais elles écartent fréquemment l'importance de la vie sociale des communautés et les stratégies d'amélioration des conditions de vie qu'elle permet.

Ainsi, peu d'analyses portent sur les structures sociales des quartiers précaires. Ces études tendent toutefois à démontrer l'importance de la communauté dans l'aménagement, la gestion et le développement des quartiers. Certaines recherches sur les quartiers précaires de Port-au-Prince vont d'ailleurs dans ce sens, car elles notent que leur organisation sociale est à l'origine, dans plusieurs cas, d'une multitude de services de proximité (Mathon, 2004 ; Goulet, 2006) et d'une prise en charge locale pour pallier l'incapacité de l'État à répondre aux besoins criants de la population. D'ailleurs, Blanc et Beaudin notaient déjà au début des années 2000 :

[qu'] est clair qu'il existe à Port-au-Prince des structures communautaires et des systèmes d'alliances innovateurs qui peuvent servir de base pour mettre sur pied un système de planification par le bas qui répondrait aux aspirations profondes de la société civile et qui pourrait offrir une opportunité pour sortir de la crise actuelle. (Blanc et Beaudin, 2002, p. 269)

Notons qu'avec le séisme, la crise dont ils font état n'a fait que s'aggraver. Ainsi, la nature de l'aménagement du quartier précaire reflète souvent le degré de solidarité et d'organisation de ses habitants. Corollairement, la capacité de résilience d'un quartier précaire s'explique peut-être de la même manière.

2.2 La résilience

Le concept de résilience est de plus en plus utilisé dans les études urbaines et dans celles sur la gestion des catastrophes. Étymologiquement, le mot résilience vient du latin *resilient* (bondir) du verbe *resilire*. C'est vers la moitié du XVII^e siècle qu'il est adopté par la langue anglaise (Dictionary and Thesaurus, 2005) pour désigner initialement la capacité de rebondir après un choc puis, par la suite, la « capacité de mobiliser instantanément des défenses efficaces en cas de stress » (Tisseron, 2007, p. 9). Le verbe latin *resilire* a été adopté en langue française sous la forme du verbe « résilier » pour nommer la dissolution d'« [...] (un contrat) soit par l'accord des volontés des parties, soit, pour les contrats successifs, par la volonté d'un seul » (Le Nouveau Petit Robert de la langue française, 2007, p. 2215). C'est grâce à la traduction française de travaux américains que l'idée de résistance et/ou de rebond est maintenant exprimée par le terme « résilience » par les chercheurs de la francophonie (Jebrak, 2010).

Le concept de résilience est transdisciplinaire et polysémique. D'abord utilisé en mécanique pour désigner la résistance d'un matériau à un choc (Maret et Cadoul, 2008) (définition que la plupart des dictionnaires adoptent encore aujourd'hui), ce terme est ensuite récupéré en psychologie comportementaliste et développementaliste et en neuro-psychiatrie (Thomas, 2008). Dans ces domaines, il est convenu que la résilience représente « [...] la capacité de l'individu de se construire et de vivre de manière satisfaisante malgré les difficultés et les situations traumatiques auxquelles il peut être confronté au cours de son existence » (de Tychey, 2001, p. 50). Par la suite, le concept est adopté en écologie où il désigne généralement « [...] la capacité d'un écosystème ou d'une espèce à récupérer un fonctionnement et/ou un développement normal après avoir subi un traumatisme » (Maret et Cadoul, 2008, p. 114). Crawford Stanley Holling (1973), un écologue, a proposé une définition de la résilience reprise et adaptée dans les sciences sociales. Selon lui, la résilience représente la capacité d'un système à pouvoir intégrer dans

son fonctionnement une perturbation sans pour autant modifier sa structure qualitative, c'est-à-dire sans changer les interrelations qui existent indépendamment des quantités qui les mesurent. « La résilience écologique garde donc son sens physique primitif. Elle est fonction de l'intensité de la perturbation dans un système à plusieurs variables » (Dauphiné et Provitolo, 2007, p. 116).

La transposition de ce concept dans le champ des sciences sociales demeure assez récente. La science économique adopte sensiblement la même définition qu'en écologie puisqu'elle conserve la notion de réaction face à une perturbation, mais ajoute au concept les principes d'apprentissage et d'anticipation des sociétés humaines sur le futur. En d'autres mots, la résilience d'une société humaine n'est pas comparable, par exemple, à celle d'une espèce de poisson par le fait que les sociétés tirent des leçons de leurs expériences (particulièrement les plus traumatisantes). La notion d'apprentissage sera reprise quelques années plus tard dans les définitions de la résilience en études urbaines et dans celles portant sur les catastrophes.

La définition de la résilience, dans les études sur les catastrophes, s'est raffinée progressivement depuis son arrivée dans le domaine : d'abord axé sur les résultats, il est ensuite devenu un concept qui s'oriente sur le processus (Manyena, 2006). À titre d'exemple, Wildavsky (1988) définit la résilience comme une faculté à affronter des dangers imprévus une fois qu'ils sont devenus manifestes et à apprendre à rebondir. Plus tard, Comfort (1999) comprend la résilience comme la capacité à adapter les ressources et les compétences existantes à de nouveaux systèmes et conditions d'opération. Par la suite, Pelling caractérisera la résilience urbaine comme « [...] la capacité à s'adapter à un danger, à en gérer ou éviter les conséquences négatives. Elle peut se retrouver dans la construction de bâtiments résistants aux risques ou celle de systèmes sociaux préparés aux crises » (Pelling, 2003, p. 5). Cette définition est celle qui a fait école dans la littérature en études urbaines. Elle recoupe deux notions : la résistance physique et sociale aux perturbations, et le

recouvrement (*recovery*), terme souvent utilisé en gestion de crise. En d'autres mots, la résilience devient un « concept intégrateur bien adapté à la gestion de risques possédant une double dimension physique et sociale » (Van der Leeuw et Leygonie, 2000, p. 5). De plus, cette définition de la résilience implique que celle-ci se produit tant en amont qu'en aval d'une catastrophe. C'est entre autres pourquoi le concept de résilience est devenu un des éléments centraux du *Plan d'action de Hyogo*⁵ pour 2005-2015 de la Stratégie Internationale de Prévention des Catastrophes des Nations Unies (UNISDR). Pour UNISDR, la résilience est :

[...] la capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société susceptible d'être exposé à des aléas à s'adapter, en résistant ou en changeant, afin d'atteindre et de maintenir un niveau acceptable de fonctionnement et de structure. Elle est déterminée par le degré avec lequel le système social est capable de s'organiser pour accroître sa capacité d'apprentissage des catastrophes passées afin d'être mieux protégé dans le futur et d'améliorer les mesures de réduction de risque. (UNISDR, 2005, p. 4)

Dans le vaste champ des sciences sociales, la résilience prend un sens collectif : « [d]e même qu'un individu subit un traumatisme à la suite de crises, les sociétés humaines peuvent être éprouvées par des catastrophes: la résilience est alors la capacité ou l'acte de retrouver un fonctionnement normal après le désastre » (Maret et Cadoul, 2008, p. 114). La résilience existe seulement « [...] dans le contexte de transformations ou transitions potentiellement négatives et [...] elle est liée au risque et à la vulnérabilité » (Obrist et Wyss, 2006, p. 5). Il ne peut donc pas y avoir de résilience sans choc, traumatisme ou catastrophe, bien que des éléments de résilience soient présents en amont de désastres. Les liens entre la vulnérabilité et

⁵ Hyogo est le nom de la ville japonaise où le plan d'action fut adopté.

le risque résident dans le fait que plus une population est vulnérable et exposée aux risques de catastrophes, plus la résilience sera longue.

D'ailleurs, la plupart des études dans le domaine des catastrophes traitent principalement de la vulnérabilité et du risque. Ces deux concepts portent intrinsèquement des qualités négatives, alors que la résilience, de son côté, propose une vision plus positive d'une situation. D'ailleurs, Obrist et Wyss soulignent avec justesse que :

[l]'avantage d'attribuer un intérêt explicite aux concepts positifs est qu'il peut animer les chercheurs à avoir des pensées novatrices et de les amener à considérer les potentiels et les capacités au sein de groupes, organisations et états typiquement reflétés en matière de problèmes et déficiences. (Obrist et Wyss, 2006, p. 5)

L'analogie peut alors être faite avec les études sur les quartiers précaires qui s'attardent généralement plus au misérabilisme qu'au potentiel émanant de leur organisation sociale et communautaire.

2.2.1 Rendre opérationnel le concept de résilience

Le concept de résilience peut être opérationnel. Pour ce faire, il faut d'abord comprendre la nature de ses déterminants et, ensuite, établir comment ils peuvent être mesurés, maintenus et améliorés (Manyena, 2006). De là, l'importance d'adopter une définition de la résilience qui permet de l'évaluer selon des critères précis. C'est ce que permet de faire celle de l'UNISDR citée précédemment. Pour déterminer si une communauté est résiliente ou non, la définition de l'UNISDR se base sur trois critères principaux : (1) l'adaptation, la résistance ou le changement, en vue de maintenir un niveau acceptable de fonctionnement et de structure; (2) le degré de capacité d'organisation de la communauté touchée; (3) la capacité d'apprentissage des expériences passées afin d'être mieux préparé dans

l'éventualité d'une nouvelle catastrophe. À titre d'exemple, une étude de Schneider (1957) décrit comment les habitants d'une île du pacifique sud vivent sans être trop troublés par les cyclones qui frappent chaque année. En effet, ils se sont adaptés au retour annuel des cyclones : ils utilisent des matériaux locaux, facilement accessibles, et qui permettent à tous de rebâtir rapidement. De plus, la nourriture est partagée entre les familles. L'impact d'un cyclone se voit donc grandement réduit, ce qui démontre les apprentissages réalisés lors des catastrophes passées. Bien que le concept de résilience n'existait pas encore en science sociale en 1957, il s'avère possible de qualifier cette communauté de résiliente en regard de la description de Schneider et des critères énumérés précédemment.

2.2.2 Les éléments propices à la résilience

Après avoir dégagé les caractéristiques permettant de qualifier une communauté de résiliente, nous pouvons maintenant identifier les éléments qui favorisent la résilience. La plupart des études les regroupent d'ailleurs sous deux types : les facteurs sociaux et physiques. Toutefois, aucune théorie formalisée, pour expliquer la résilience, n'existe (Dauphiné et Provitolo, 2007).

Depuis de nombreuses années, la plupart des sociétés développées prévoient des mesures pour remédier aux catastrophes. Par exemple, des normes de construction sont mises en vigueur afin que tous les bâtiments résistent à un tremblement de terre de forte amplitude. Aussi,

[l]es ingénieurs proposent [...] une stratégie qui vise à améliorer la résistance des sociétés face à un aléa. Ils calculent les magnitudes prévisibles de plus en plus précises de l'aléa, puis ils persuadent les responsables d'édifier un équipement de défense pour protéger la société. (Dauphiné et Provitolo, 2007, p. 115)

Les éléments physiques découlant d'une telle organisation touchent les bâtiments, la planification urbaine (par exemple, s'assurer de l'absence de construction dans des zones à risque), les infrastructures, etc. Ces éléments physiques sont surtout l'apanage des pays développés qui en ont les moyens. Ce type de mesures représente une forme de préparation à un désastre naturel à l'échelle de l'État. De telles mesures de préparation existent également chez les ménages (entreposer de la nourriture et de l'eau, fixer au mur les fournitures pouvant causer des blessures, préparer un plan d'évacuation du ménage, etc.). En comparaison, Port-au-Prince représente le parfait exemple d'une ville où rien n'était prévu pour réduire les impacts d'un aléa naturel important. Selon les éléments physiques nommés précédemment, ce tremblement de terre n'aurait pas eu les mêmes répercussions dans un pays industrialisé ou en voie de l'être, comme le montre d'ailleurs le séisme au Chili quelques semaines plus tard⁶. Il importe de mentionner que bien que ces mesures soient belles et bien des facteurs de résilience, elles permettent surtout de résister et d'être moins vulnérable à une catastrophe. Bref, les éléments de nature physique propices à la résilience en milieu urbain touchent avant tout à des mesures de préparation, de mitigation, d'adaptation, voire de résistance⁷.

Sur le plan social, Dauphiné et Provitolo (2007) identifient l'auto-organisation, l'apprentissage et la diversité comme des facteurs de résilience d'un système. Selon ces auteurs, la résilience d'un système est directement proportionnelle à la capacité d'auto-organisation de celui-ci. En ce sens, Paton et Johnston affirment que :

⁶ Le tremblement de terre en question a eu lieu dans la nuit du 26 au 27 février 2010. Le séisme était d'une magnitude de 8,8 sur l'échelle de Richter, ce qui est bien supérieur à celui survenu en Haïti. Il a fait quelques centaines de morts.

⁷ À l'inverse du milieu urbain, les zones rurales offrent aux habitants plusieurs ressources naturelles (rivières, lacs, forêt, animaux, etc.). La présence de ces éléments peut rendre l'adaptation à une catastrophe plus facile, du moins sur cet aspect, qu'en ville.

[p]lus les gens sont impliqués dans des activités communautaires [avant la catastrophe] qui engendrent un sentiment de communauté, d'efficacité et qui permettent de résoudre des problèmes, plus grande sera leur capacité de résilience face à l'adversité. (Paton et Johnston, 2001, p. 274)

Sans explicitement les nommer, plusieurs études présentent des formes d'auto-organisation comme facteurs de résilience. Obrist et Wyss affirment, après avoir recensé des études sur l'accès aux soins de santé suite à une catastrophe d'après l'approche *Sustainable Livelihood Framework*⁸ dans des villes d'Afrique de l'Ouest, que « [l]'obtention de l'accès à des moyens et des capacités au niveau ménager et communautaire contribue à la résilience. En même temps, la constitution de la résilience demande de trouver accès à des ressources » (Obrist et Wyss, 2006, p. 5). Ils ajoutent que des :

[p]ersonnes significantes, des pairs et des réseaux d'entraide au niveau local peuvent jouer un rôle crucial pour améliorer l'accès et pour établir la résilience. Ils peuvent influencer le comportement de risque, fournir un support mutuel et de l'aide et favoriser des échanges informels. (Obrist et Wyss, 2006, p. 6)

Hernandez, dans une étude sur la reconstruction de la Nouvelle-Orléans après l'ouragan Katrina, souligne, quant à elle, l'importance des solidarités locales dans le processus de reconstruction. Elle remarque entre autres que les liens familiaux et/ou

⁸ L'approche *Sustainable Livelihood Framework* est utilisée par quelques agences de développement international et par les Nations Unies. Cet outil d'analyse est utile afin de comprendre les nombreux facteurs qui affectent le milieu de vie d'une personne et comment ces facteurs interagissent les uns avec les autres. « Un *livelihood* comprend les capacités, les actifs (y compris les ressources matérielles et sociales) et les activités nécessaires à un moyen d'existence [décent]. Un moyen d'existence est durable lorsqu'il permet d'affronter et de récupérer de stress et de chocs, tout en maintenant et en améliorant ses capacités et ses actifs à la fois dans le présent et dans l'avenir, sans compromettre la base des ressources naturelles » (Chambers et Conway, 1991, p. 6).

communautaires ont été une source importante de soutien matériel et psychologique. Elle ajoute que de « [...] petites communautés très ancrées dans leurs quartiers, ont permis le développement de stratégies de reconstruction basées sur les solidarités locales » (Hernandez, 2009, p. 134).

Selon Tompkins et Agder (2004), dans le contexte des changements climatiques et des catastrophes qui en découlent, les réseaux sociaux jouent un rôle primordial dans le processus de résilience. En effet, des réseaux sociaux bien établis peuvent s'assurer du support de différentes organisations (ONG, agences internationales, etc.) et influencer les décisions prises à l'échelle locale. Dans une réponse à Tompkins et Agder, Newman et Dale (2005) précisent que la diversité au sein d'une communauté s'avère un des éléments clés de la résilience sur le plan social : elle lui assure, en effet, des capacités et des compétences humaines plus nombreuses.

Bref, l'apprentissage, l'auto-organisation et la diversité de chaque communauté favorisent la résilience, mais demeurent des composantes qui reposent sur le capital social de celle-ci. C'est du moins ce que sous-entendent les résultats des études citées précédemment. Parallèlement, la situation sociale et économique ainsi que l'état des infrastructures de Port-au-Prince avant et après la catastrophe de janvier 2010 laissent présager que la résilience de plusieurs quartiers précaires se réalisera grâce au capital social des communautés. D'ailleurs, Aldrich (2010), en s'appuyant sur plusieurs études sur la résilience des communautés touchées par des catastrophes naturelles, affirme que la résilience ne dépend pas autant de l'aide reçue (bien que celle-ci demeure importante) ou de la quantité et de l'intensité des dommages causés par la catastrophe, que du capital social. Il précise que les « [...] communautés dans lesquelles les liens de confiance sont forts, où il y a beaucoup d'engagements civiques et des réseaux sociaux bien établis peuvent mieux rebondir après une crise qu'une communauté fragmentée et isolée » (Aldrich, 2010, p. 4).

2.3 Le capital social

Théoriquement, le concept de capital social a été abondamment utilisé en économie, en science politique, en développement international et en sociologie. D'ailleurs, c'est au sociologue Pierre Bourdieu que l'on doit une des premières définitions du concept de capital social. Pour lui, le capital social représente « [...] l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interconnaissance » (Bourdieu, 1980, p. 2). Ainsi, le capital social repose sur la connaissance d'individus par le biais de réseaux variés, permettant d'atteindre des ressources matérielles ou immatérielles s'échangeant sur la base d'un lien de confiance multidirectionnel. Autrement dit, appartenir à un ou des réseaux offre des possibilités de toutes sortes selon le degré de solidarité de ses membres. Les possibilités s'accumulent et constituent le capital social en tant que tel (Caillé, 2006).

Évidemment, les définitions du capital social demeurent nombreuses. Il suffit de penser à celle de Coleman pour qui le capital social est compris du point de vue de sa fonction :

[i]l ne s'agit pas d'une entité isolée, mais d'un éventail d'entités différentes ayant deux traits en commun : toutes constituent un aspect quelconque de la structure sociale et toutes facilitent certaines actions des individus inscrits dans cette structure. À l'instar d'autres formes de capital, le capital social est productif et permet la réalisation de certains objectifs qui sans lui seraient hors de portée. (Coleman, 1990, cité et traduit dans Lévesque et White, 1999, p. 24)

Ou encore à celle abondamment utilisée de Putnam : « [l]e capital social ici se réfère à ces traits de l'organisation sociale tels que la confiance, les normes et les réseaux qui peuvent améliorer l'efficacité de la société en facilitant les actions coordonnées » (Putnam, 1993, cité et traduit dans Houard et Jacquemain, 2006, p.8). La définition de Bourdieu permet toutefois une approche plus globale du sujet à l'étude, car elle insiste sur la possession de réseaux durables de relations. De plus, cette recherche

se base précisément sur des réseaux durables que le tremblement de terre n'a pas anéantis. C'est moins le cas de Coleman et Putnam : le premier axe davantage sa définition sur l'importance économique du capital social (Caillé, 2006) alors que le second insiste plutôt sur son rôle civique et institutionnel (Méda, 2002).

Le caractère collectif et individuel du capital social nécessite une précision :

[l]e capital social individuel repose sur les relations entre les individus. Le capital social est collectif dans la mesure où il apparaît comme un attribut de la structure sociale ou du groupe, la collectivité étant généralement définie par l'appartenance à un territoire, à une nation, à une ethnie, etc. (Lévesque et White, 1999, p. 30)

De son côté, Bourdieu conçoit le capital social comme « [...] une quasi-propriété de l'individu, ou du moins [qui] peut être rapporté à un individu donné » (Méda, 2002, p. 40). Dans le cadre de cette recherche, nous lui attribuons un sens collectif. Dans son sens collectif : le capital social devient alors un attribut d'une communauté dont l'intensité peut varier. Sur cette base, la comparaison entre différentes communautés s'avère possible.

Le concept de capital social permet en outre de comprendre comment les individus atteignent des ressources matérielles et immatérielles par le biais de réseaux sociaux. Aussi, de toutes les formes de capital (humain, naturel, économique, physique, culturel ou symbolique), le capital social, en cas de catastrophe, est :

[...] le moins endommagé et le moins affecté. Conséquemment, durant la période de réponse (période suivant immédiatement la catastrophe), c'est la forme de capital qui sert de base première pour la réaction de la communauté. En outre, le capital social est la seule forme de capital qui est renouvelée et améliorée au cours de cette période. (Dynes, 2005, p. 7)

C'est sans doute pourquoi il est généralement admis que le « [...] concept de capital social [...] a permis de mieux comprendre la manière dont les individus et les

communautés se mobilisent pour faire face aux catastrophes » (PNUD, 2004, p. 81). D'ailleurs, la Croix-Rouge reconnaît que « [l]e capital social [...] inclut des réseaux qui, en temps de crise, assurent des services vitaux de proximité et aident les sinistrés à obtenir des ressources essentielles après une catastrophe » (Croix-Rouge Croissant-Rouge, 2004, en ligne).

2.3.1 Le capital social et les désastres : une revue de la littérature

Bien que l'importance du capital social soit reconnue en cas de désastre, la littérature sur le sujet demeure assez succincte. La plupart des études concluent à l'importance du capital social dans le processus de résilience des communautés touchées. En ce sens, Aldrich (2009) suggère, à l'aide d'une étude quantitative basée sur les données issues du séisme de Tokyo (Japon, 1923), que le capital social reste le meilleur indicateur pour prédire la réhabilitation de la population à court et à long terme. En effet, les zones où les individus ont démontré une volonté de se mobiliser (pour voter aux élections municipales ou se rallier à une cause donnée) ont récupéré plus efficacement que la population moins active d'autres quartiers. Il arrive à cette conclusion après avoir testé cinq variables concernant la réhabilitation : le capital social, les dommages causés par le tremblement de terre, la densité de population, le capital humain et économique.

Dans le même ordre d'idées, Nakagawa et Shaw (2004) postulent que les communautés avec un capital social développé connaissent habituellement une phase de réhabilitation et une reconstruction plus rapide et réussie que celles où il est de faible intensité. Ils tirent leur conclusion en comparant la réhabilitation et les programmes de reconstruction après les séismes de Kobe (Japon, 1995) et de Gujarat (Inde, 2001). Cette étude qualitative, basée sur la littérature et des entrevues avec des résidents et des acteurs clés, met en évidence que les réseaux sociaux, rapportés sous la forme de capital social, jouent un rôle important après les séismes. Les communautés, où le capital social a été jugé faible (sur la base des critères fournis par la Banque mondiale), ont eu une réhabilitation plus longue et se disent

moins satisfaites des résultats de la reconstruction. Nakagawa et Shaw utilisent les indicateurs de la Banque mondiale en matière de capital social. Toutefois, ils gardent une distance face à cette institution. En ce sens, la présente recherche ne s'inscrit aucunement comme une prolongation du discours de la Banque mondiale pour qui la lutte à la pauvreté passe par « l'autonomie des pauvres » et du même coup par le renforcement du capital social de ceux-ci (Palier et Prévost, 2007). Cela a d'ailleurs valu de multiples critiques à cette institution pour la façon dont elle use du concept de capital social⁹.

Dans leur étude sur l'inondation provoquée par le débordement de la rivière Rouge au Manitoba (Canada, 1997), Buckland et Rahman (1999), affirment que les communautés au capital social développé étaient mieux préparées et que leur réponse fut plus efficace face à la catastrophe. Cette recherche qualitative et quantitative révèle également les effets potentiellement négatifs du capital social : des communautés éprouvaient des difficultés à prendre des décisions ; une cohésion très forte chez l'une d'elles a mené certains habitants à résister, à quelques occasions, aux ordres d'évacuation.

⁹ Le texte de Englebert, *La Banque mondiale et la théorie du capital social*, est particulièrement éclairant. En utilisant la définition de Putnam (qui rappelons le, est axée sur la vie civique et ses effets institutionnels) et en lui attribuant des indicateurs flous, la Banque mondiale prétend expliquer « [...] les variations institutionnelles parmi ses pays récipiendaires, tout en lui permettant d'éviter le politique. Les questions de faiblesses des États, de corruption, de conflits sociaux et même de génocide peuvent ainsi être expliquées en termes de confiance sociale ou de vie associative sans avoir à reconnaître les questions de pouvoir, de résistance et de politique. La société décrite par la théorie du capital social est sans classes. Le pouvoir n'y est pas l'objet de disputes et la légitimité des régimes et des institutions n'y est pas discutée. Pour louables que soient les efforts de la Banque mondiale de s'extriquer d'une vision trop économiste, il est cependant douteux que cette approche lui procure une fondation robuste pour comprendre l'économie du développement » (Englebert, 2003, p. 169).

Jalali (2002) insiste, quant à elle, sur le rôle important de la société civile suite au séisme de Gölcük (Turquie, 1999) : elle a répondu à de nombreux besoins de la population alors que le gouvernement restait inactif. Elle assimile les gestes de solidarité de différents acteurs de la société civile (les ONG, les médias, etc.) à la création de capital social (coopération et confiance). Cette recherche qualitative démontre, par ailleurs, que la société civile a réussi, d'une part, à forcer le gouvernement à agir et, d'autre part, à fournir de l'assistance d'urgence aux sinistrés.

Dans le même esprit, Brouwer et Nhassengo (2006) démontrent l'importance du capital social dans la résilience des ménages pauvres après les inondations du district rural de Mabalane (Mozambique, 2000). En effet, ces ménages reçurent de l'aide des réseaux sociaux de la communauté locale, parfois même au détriment des mieux nantis, qui ont éprouvé plus de difficulté à mobiliser des ressources par le biais de leurs réseaux. À l'inverse, le capital social des plus pauvres a permis de trouver les ressources de base (logement, nourriture, etc.).

Ganapati (2009) soutient, pour sa part, en se basant également sur le cas du tremblement de terre de Gölcük (Turquie, 1999), qu'un désastre parvient parfois à redéfinir l'attachement des victimes au lieu (quartier, ville, etc.) comme aux autres résidents (solidarité entre les victimes). Aussi, les *leaders* locaux peuvent jouer un rôle important dans la transformation d'éléments cognitifs¹⁰ en des composantes structurelles du capital social sous la forme de réseaux territorialement ancrés après le séisme. Parfois, ces *leaders* parviennent même à conjuguer l'utilisation de ces

¹⁰ Les éléments cognitifs font référence à tout ce qui implique une redéfinition de ce à quoi ou à qui les victimes d'une catastrophe s'identifient ou se rattachent.

réseaux à leur expérience politique pour formuler des demandes aux autorités, mobiliser leurs concitoyens afin de répondre aux besoins urgents et mener des actions propices à la résilience du milieu.

Aldrich (2010), de son côté, amène plusieurs éléments intéressants à partir d'une analyse reposant sur des études sur le capital social et la résilience. Il affirme que les variations d'intensité de la résilience entre les différents quartiers d'une même ville s'expliquent en grande partie par les différences respectives des caractéristiques de chaque communauté. Par conséquent, celles avec un capital social fort s'en sortent plus rapidement et mieux que celles où il est plus faible. Sur le plan des programmes d'aide d'urgence après les catastrophes, Aldrich reconnaît l'importance des hôpitaux de fortune, de l'approvisionnement en eau et en nourriture et de toutes les autres ressources essentielles pour sauver des vies. Toutefois, les programmes qui focalisent seulement sur les infrastructures physiques ne garantissent pas la résilience des milieux. Aldrich observe aussi que, pendant la période de reconstruction (qui peut s'étirer sur des mois et dans certains cas plusieurs années), les réseaux demeurent pour trois raisons une ressource incontournable pour les communautés. Premièrement, les liens sociaux servent d'assurance informelle en fournissant aux victimes des informations, de l'aide financière et de l'assistance physique. Deuxièmement, les communautés bien organisées se mobilisent et surmontent plus facilement les obstacles qui vont à l'encontre des actions collectives après une catastrophe. Sur ce point, Aldrich prend comme exemple certaines communautés de Port-au-Prince qui, après le séisme, créent des comités de surveillance afin d'éviter les pillages. Troisièmement, les liens sociaux forts augmentent la probabilité que les sinistrés participent à l'effort de reconstruction. En effet, après une catastrophe, les sinistrés sont confrontés à deux options : quitter leur quartier et leur communauté (option que les économistes nomment *exit*) ou y rester. Cette seconde possibilité a pour effet d'augmenter le nombre de personnes qui demandent de l'aide (ce que les économistes nomment *voice*) et qui ont un mot à dire sur la reconstruction de leur milieu. Bref, des liens

sociaux forts gonflent le coût d'*exit* pour les individus¹¹ et augmentent la probabilité que les résidants participent aux actions de reconstruction. Sur le plan individuel, les gens impliqués depuis longtemps dans une communauté vont se mobiliser plus facilement et seront davantage motivés à reconstruire que les individus socialement isolés.

Ces recherches insistent pour la plupart sur le caractère collectif du capital social. Seuls Brouwer et Nhassengo posent un regard double sur le capital social, soit collectif et individuel, ce qui confère à leur analyse des distinctions plus fines. Cette courte revue de la littérature met aussi en évidence la diversité des approches qu'offre l'utilisation de ce concept pour les recherches sur les désastres.

2.3.2 Le capital social en Haïti

Les études sur le capital social en Haïti ont été principalement réalisées par la Banque mondiale. Les indicateurs de capital social de cette institution suggèrent que la robuste cohésion sociale chez les communautés a été un élément crucial dans la prévention d'une crise institutionnelle et politique qui aurait facilement pu se détériorer au point de mener à une guerre civile dans le contexte du départ du président Aristide (Verner et Heinemann, 2006). Sans surprise, la Banque Mondiale identifie le capital social et la capacité de résilience sociale d'Haïti comme des éléments clés afin de briser le cercle vicieux de la pauvreté du pays.

¹¹ Le coût d'*exit*, dans le contexte d'une catastrophe, comprend la perte d'un territoire et d'une communauté d'attache. Pour un ménage, quitter une communauté avec un capital social fort, c'est-à-dire avec un grand potentiel d'atteinte de ressources matérielles et immatérielles par l'entremise de ses différents types de réseaux, implique de perdre tout ce qu'elle peut fournir en aides. De là, l'augmentation du coût d'*exit*. À l'inverse, dans une communauté au capital social faible, le coût d'*exit* est très bas.

Une autre étude plus ancienne de la même institution souligne la richesse du capital social dans les milieux ruraux. Il offre, entre autres, aux paysans un accès accru à du matériel agricole et à de l'aide pour les récoltes tout en consolidant la base de clients au marché local (White et Smucker, 1998).

2.3.3 Les réseaux sociaux

L'analyse des réseaux sociaux est une méthode qui permet de rendre opérationnel des concepts abstraits tels que le capital social. C'est du moins ce qui ressort de l'analyse de Lazega pour qui « [l']analyse de réseaux est une méthode de description et de modélisation inductive de la structure relationnelle de [l'ensemble des acteurs] » (Lazega, 1994, p. 293). Les interactions entre les acteurs mettent alors en évidence un système social ou un mode d'organisation qui peut être compris comme un réseau social. Celui-ci peut se définir comme étant un « [...] champ social fait de relations entre les personnes » (Barnes, 1954, p. 53).

À l'échelle d'une ville comme Port-au-Prince, les réseaux sociaux sont innombrables :

[...] mais peuvent être plus aisément identifiés et mesurés à une échelle plus locale. Une petite communauté aura un nombre limité de réseaux, traduisant les liens existants entre les unités de base de la communauté, normalement les ménages (composés d'un ou plusieurs individus occupant un même logement). (Goulet, 2006, p. 135)

Afin de simplifier leur compréhension, ils sont souvent classés selon une typologie permettant de traduire schématiquement « le réseau des réseaux » qui constitue la structure sociale de cette communauté.

Même si les réseaux sociaux haïtiens ont été très peu étudiés, ils sont néanmoins souvent considérés comme une force structurante importante. Luc Smarth a été l'un

des premiers à étudier le développement et le fonctionnement d'organisations populaires formelles et informelles en Haïti. Il constate que la chute du régime Duvalier en 1986 ouvre la porte à l'émergence d'une panoplie d'organisations populaires de tous acabits dont les associations de quartiers à Port-au-Prince. Ces organisations populaires ont permis, dans une certaine mesure, une appropriation de la démocratie par la base et d'outil de mobilisation politique (Smarth, 1997).

Plus récemment, Mangonès constate, en regard d'une étude des stratégies d'aide alimentaire et du renforcement des capacités locales en Haïti, que :

[I]es gens d'Haïti ont lutté pour développer leurs capacités aux niveaux familial, communautaire et organisationnel [...]. La myriade d'organisations de la société civile, d'associations traditionnelles [...], des groupes de jeunesse, des organisations de femmes, des organisations de quartier, des associations paysannes et des coopératives ont mis au point des stratégies et acquis de l'expérience en essayant de résoudre leurs problèmes¹². (Mangonès, 2002, p. 80)

En 2004, Mathon soutient, à la suite d'entrevues de groupe, que les habitants des quartiers précaires de Port-au-Prince développent des stratégies de survie reposant parfois sur certains réseaux. De manière plus poussée, Goulet (2006) associe cinq types de réseaux sociaux à la base de la production et du maintien des services urbains de proximité dans les quartiers précaires de Port-au-Prince : le réseau familial, de voisinage, associatif, religieux et politique. D'ailleurs, ces types de réseaux sociaux existant avant la catastrophe ont probablement favorisé la résilience dans certains quartiers après le séisme de 2010. Ces réseaux, règle

¹² À ce stade, il appert important de noter que : [I]es réseaux d'engagement civique tels que les syndicats, les clubs et les partis politiques, toutes les sortes d'association, de réseaux informels de voisinage, les clubs sportifs et les coopératives, sont des manifestations typiques du capital social. (Perret, 2002, p. 6)

générale, sont territorialement ancrés dans les quartiers précaires, mais ils trouvent néanmoins de nombreuses ramifications à l'extérieur de ces derniers. Afin d'explicitier ce que représentent ces types de réseaux, nous nous appuyerons sur les écrits de Goulet.

2.3.3a Les types de réseaux sociaux dans les quartiers précaires de Port-au-Prince

Le réseau familial ne se limite pas qu'au seul ménage. Au sein d'un quartier, il est très fréquent de retrouver plusieurs membres d'une même famille (les parents, les frères, les sœurs, etc.). Les ramifications externes sont constituées de membres de la famille en région ou à l'étranger. Les ramifications externes constituent souvent un moyen de subsistance important par le biais de transferts d'argent (comme c'est le cas avec la diaspora). D'un point de vue pratique, le réseau familial est particulièrement utilisé « [...] pour la construction de maison, pour l'approvisionnement, pour le partage de tâches » (Goulet, 2004, p. 4.).

Le réseau de voisinage, dans le contexte d'une forte proximité des habitants et de leur origine rurale souvent commune selon le quartier, a un rôle primordial dans les quartiers précaires. Il se retrouve au centre des décisions concernant l'aménagement d'espaces communs et le raccordement à des services telle l'électricité. Ce réseau est aussi le premier rempart en matière de sécurité comme le démontre l'exemple précédemment donné par Aldrich (2010) (sur la surveillance contre le pillage). Goulet note également que les voisins posent des gestes de solidarité lors de sinistres.

Le réseau associatif se compose de la myriade de groupes et d'associations plus ou moins formelles aux buts les plus divers (du club de soccer à l'association formée pour améliorer les conditions de vie). Souvent, ce sont ces associations qui administrent différents services urbains (électricité, clinique de santé, eau potable,

etc.). Ce type de réseau a la capacité de capter l'aide étrangère (provenant d'ONG ou d'organisations internationales) pour mener à bien des projets. D'ailleurs, certaines associations sont spécifiquement créées pour cette raison.

Les réseaux religieux, particulièrement dans les quartiers où des églises évangélistes et pentecôtistes ont pignon sur rue, sont très actifs. Bien que le nombre de fidèles varie grandement selon l'église et le quartier observé, l'importance de ce type de réseau est indéniable, car il réussit à mettre sur pied différents services (écoles, cliniques médicales, etc.). Les églises dégagent des fonds provenant tant des fidèles locaux que d'églises étrangères. À l'instar des associations, les églises sont aptes à capter l'aide internationale. Ce type de réseau comprend également les éléments structurants émanant du vaudou. En effet, le vaudou intervient aussi dans la vie sociale, mais d'une façon moins articulée que les églises chrétiennes. En plus de services, ce réseau fournit entre autres du support moral et affectif aux habitants des quartiers précaires.

Enfin, le réseau politique, difficilement identifiable, réfère au système de clientélisme. Par le biais de différentes relations, il est possible d'obtenir des avantages. Toutefois, l'importance de ce type de réseau demeure assez sommaire en ce qui concerne la production de services de proximité. L'État haïtien ne dispose pas de ressources assez grandes pour répondre aux besoins de la population des quartiers précaires¹³.

¹³ Cette typologie de réseaux sociaux a été développée en fonction d'une enquête menée auprès de ménages des quartiers précaires de Port-au-Prince. L'unité « ménage » dans cette enquête réfère aux personnes vivant sous le même toit. Il peut s'agir d'une famille, d'un groupe d'individus vivant ensemble ou d'une personne seule. L'ensemble de ces types de réseaux sociaux forme le capital social des quartiers précaires.

2.3.3b Les réseaux sociaux et les catastrophes

Comme nous l'avons vu plus tôt, les liens sociaux servent parfois, lors de catastrophe, d'assurance informelle permettant aux victimes de faire appel à des réseaux de soutien préexistants (Beggs, Haines et Hurlbert, 1996). C'est d'ailleurs ce qui a pu arriver dans les quartiers précaires de Port-au-Prince. La catastrophe peut venir modifier des composantes de ces réseaux. Dès lors, différents groupes ou associations peuvent subir des modifications et des nouveaux ont pu émerger.

En fait, la littérature sur les désastres a produit une typologie des groupes impliqués dans les catastrophes : les groupes établis (qui poursuivent leurs tâches régulières avec la même structure) ; les groupes en expansion (qui poursuivent leurs tâches régulières avec une nouvelle structure) ; les groupes en extension (qui poursuivent des tâches non régulières avec la même structure) ; et les groupes émergents (qui poursuivent des tâches non régulières avec une nouvelle structure) (Drabek et coll., 2003). La démonstration de ce mémoire tiendra compte de la constante évolution de ces groupes qui changent de priorités en fonction de l'urgence des besoins à combler.

Le quartier précaire, la résilience, le capital social et les réseaux sociaux qui s'y rattachent, servent de support conceptuel pour répondre aux objectifs de cette recherche. Ils forment un tout favorisant la formulation de questions de recherche pertinentes et pratiques sur le plan méthodologique. Ainsi, elles seront présentées au chapitre suivant avec les hypothèses et la méthodologie utilisée.

CHAPITRE III

QUESTIONS DE RECHERCHE, HYPOTHÈSES ET MÉTHODOLOGIE

Ce chapitre a pour but de présenter les questions de recherches, les hypothèses, la méthodologie et les outils employés.

3.1 Questions de recherche

Afin de répondre à l'objectif fixé précédemment, il appert pertinent de poser les questions de recherche suivantes (la première est la question principale et la seconde est celle secondaire).

- Y a-t-il eu un phénomène de résilience dans les quartiers précaires à l'étude à la suite du séisme du 12 janvier 2010 ?
- Si oui, comment le capital social l'a-t-il favorisé ? Explique-t-il pourquoi certains quartiers précaires, avec un degré de destruction similaire, sont plus résilients les uns par rapport aux autres?

3.2 Hypothèses

Dans le cadre de ce mémoire, nous supposons qu'il existe un phénomène de résilience dans certains quartiers. Nous supposons également que le capital social, compris sous la forme de réseaux sociaux préexistants, explique la disparité de la résilience entre les différents quartiers précaires de l'agglomération de Port-au-Prince. Autrement dit, les quartiers où le capital social était bien développé avant la

catastrophe sont plus résilients que ceux où il était d'une intensité plus faible. Le capital social a notamment favorisé la résilience en permettant aux communautés d'atteindre plus facilement des ressources matérielles et immatérielles (informations, aide financière, assistance physique, sécurité, aide internationale, etc.). De plus, la population des quartiers au capital social développé avant la catastrophe se caractériserait par une tendance à rester ou à revenir dans leur quartier, dans le cas de ceux qui l'ont momentanément quitté.

3.3 Méthodologie

3.3.1 La méthodologie qualitative

Afin de vérifier l'hypothèse, nous avons préconisé la méthodologie qualitative, car les éléments de la problématique demeurent difficilement quantifiables. Les méthodes qualitatives, plus flexibles que les méthodes quantitatives, permettront de comprendre la place du capital social dans les processus de résilience des quartiers précaires. Comme le souligne Goulet, lors de son enquête sur les types de réseaux sociaux à Port-au-Prince, « [...] être près des gens, de leur milieu et de leurs expériences, contribue ainsi à bien circonscrire les phénomènes que l'on cherche à comprendre » (Goulet, 2006, p. 15.). Ainsi, la vérification de l'hypothèse se basera tant sur la compréhension de l'action des ménages et des communautés que sur l'apport des différents types de réseaux sociaux préexistants dans le processus de résilience.

Comprendre l'importance et le degré de force du capital social dans le processus de résilience de quartiers différents demande une méthode permettant au chercheur de saisir l'intensité et la typicité de phénomènes, ce qui est précisément le cas avec les méthodes qualitatives (Pirès, 1997). La méthode utilisée ne cherche pas à mesurer le capital social à l'instar de celles développées par de nombreuses organisations internationales (Franke, 2005), mais à comprendre son importance et son rôle dans

le processus de résilience. Il est à noter que « [...] lorsqu'elles sont bien menées, [les recherches qualitatives] permettent une description en profondeur du cas, donnant lieu à une richesse de détails et à une mise en valeur de certains traits distinctifs » (Pirès, 1997, p. 59).

Le design de l'étude est flexible comme le type de méthodologie employée. C'est une recherche sociologique qui se construit sur la compréhension des expériences d'individus sélectionnés par rapport à une situation particulière. Pour réussir à obtenir ce type de témoignage, la méthode de collecte de données privilégiée dans le cadre du mémoire est l'entrevue semi-dirigée.

3.3.2 Le territoire couvert par l'étude

L'étude porte sur les communautés des quartiers précaires de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. Deux quartiers ont été sélectionnés en fonction des critères suivants : le degré similaire de destruction, et l'intensité du capital social de ces quartiers avant la catastrophe (un fort ; un faible)¹⁴.

Les deux quartiers sélectionnés sont Baillergeau et Morne Lazarre¹⁵. Tous les deux construits à flanc de colline sur des mornes, leur morphologie présente peu de différences : Baillergeau est situé près du morne de l'Hôpital (la montagne qui

¹⁴ Le degré de destruction varie d'un quartier à l'autre : certains ont été plus touchés que d'autres. La sélection des quartiers sur le critère de la destruction a été réalisée à partir d'une analyse sommaire de l'importance des dommages causés au cadre bâti et des données fournies par différents informateurs clés. Ceux-ci ont aussi facilité le choix des quartiers sur la base du capital social en nous renseignant sur les disparités existantes avant la catastrophe.

¹⁵ Morne Lazarre est écrit avec deux « r » tout au long du texte. Il ne s'agit pas d'une erreur, mais bien de la façon dont le nom du quartier s'écrit.

domine Port-au-Prince) et Morne Lazarre se trouve sur le morne du même nom, à côté du fameux hôtel Montana.

Baillergeau est situé dans la zone de Pacot (*voir* figure 3.1). C'est un quartier qui s'est urbanisé rapidement à partir des années 1960. À cette époque, le quartier comptait quelques maisons appartenant à trois ou quatre familles, le reste du territoire demeurait agricole. En l'espace d'une vingtaine d'années, cette zone s'est tant urbanisée que la population atteignait entre 25 000 et 28 000 personnes avant le tremblement de terre de 2010. À l'instar du reste du pays, la population y est très jeune. Néanmoins, l'absence d'un registre des résidants du quartier ne permet pas de donner des chiffres précis. La majorité des ménages sont des locataires, mais le nombre de petits propriétaires reste assez élevé. Au cours des 15 dernières années, ce quartier s'est doté de plusieurs services urbains : une école gérée par le pasteur du quartier, des fontaines d'eau construites grâce à un partenariat avec une ONG – le Groupe de recherches et d'échanges technologiques (GRET) –, le bétonnage de corridor, l'adoquinage de rue, etc. Ce quartier se distingue, par ailleurs, par sa forte tradition communautaire, car les gens se mobilisaient facilement, bien avant le séisme, pour participer à des activités visant à améliorer la qualité de vie de leur milieu. De plus, les liens familiaux y étaient très forts, car plusieurs familles tirent leurs origines du même coin de pays. Ainsi, un ménage pouvait avoir comme voisin les frères et les sœurs d'un des deux parents. Dans le même esprit, les différents projets initiés par le comité de quartier ont favorisé le développement de liens étroits entre les habitants. Ce quartier se caractérise donc par son capital social fort et développé. Avec le tremblement de terre, entre 90% et 95% des bâtiments ont été détruits ou ne sont simplement plus habitables.

Morne Lazarre s'est urbanisé dans les années 1970. Situé dans la commune de Pétion-Ville (*voir* figure 3.1), sur le sommet du morne du même nom, le site a tout d'abord attiré de riches familles qui y ont construit de grandes villas. Progressivement le quartier s'est bidonvillisé : des familles plus pauvres s'y sont

installées. Plus grandes qu'à Baillergeau, les maisons comptaient souvent plusieurs familles qui se divisaient le coût du loyer. Selon les informations obtenues, les zones « bidonvillisées » du quartier appartiennent à trois ou quatre grands propriétaires. À quelques exceptions près, la jeune population se composait principalement de locataires. La population comptait près de 20 000 âmes avant le séisme. Du point de vue morphologique, le quartier diffère de Baillergeau par la grandeur et la hauteur des habitations. De plus, tous les propriétaires, à l'exception de ceux qui n'en ont pas les moyens, ceinturent leur habitation de murs très hauts. Le quartier, comme on peut le constater, présente une mixité sociale, mais l'interaction entre les riches, qui habitent les villas, et le reste de la population n'existe pas. En ce qui concerne les services, presque tous les ménages profitaient de l'adduction d'eau de la Centrale autonome métropolitaine d'eau potable (CAMEP), car la présence des grandes villas permettait le « parasitage » des infrastructures pour l'eau et l'électricité. Aussi, le quartier était doté d'une école primaire fréquentée principalement par « les plus riches des plus pauvres ». Les plus nantis du quartier préféraient envoyer leurs enfants dans des écoles à Darbonne, à Nérette ou à Pétion-Ville. À l'inverse de Baillergeau, les projets urbains collectifs, visant à améliorer la qualité de vie dans le quartier, n'existaient à peu près pas. D'après divers témoignages, la loi du « chacun-pour-soi » régissait la vie sociale avant le 12 janvier 2010. On peut donc considérer le capital social de ce quartier comme faible. Le degré de destruction ressemble à celui de Baillergeau, car plus de 90% du cadre bâti du quartier est détruit ou n'est simplement plus habitable.

Tableau 3.1 Les quartiers à l'étude en résumé

	Baillergeau	Morne Lazare
Population	Entre 25 000 et 28 000 personnes	Plus ou moins 20 000 personnes
Localisation	Zone de Pacot	Commune de Pétion-Ville
Début de l'urbanisation du quartier	À partir des années 1960	À partir des années 1970
Raison principale de l'accès aux services urbains	Partenariats avec des ONG et forte mobilisation de la communauté	« Parasitage » des infrastructures destinées aux grandes villas
Capital social	Fort	Faible
Degré de destruction du cadre bâti	Entre 90 % et 95 %	Plus de 90 %

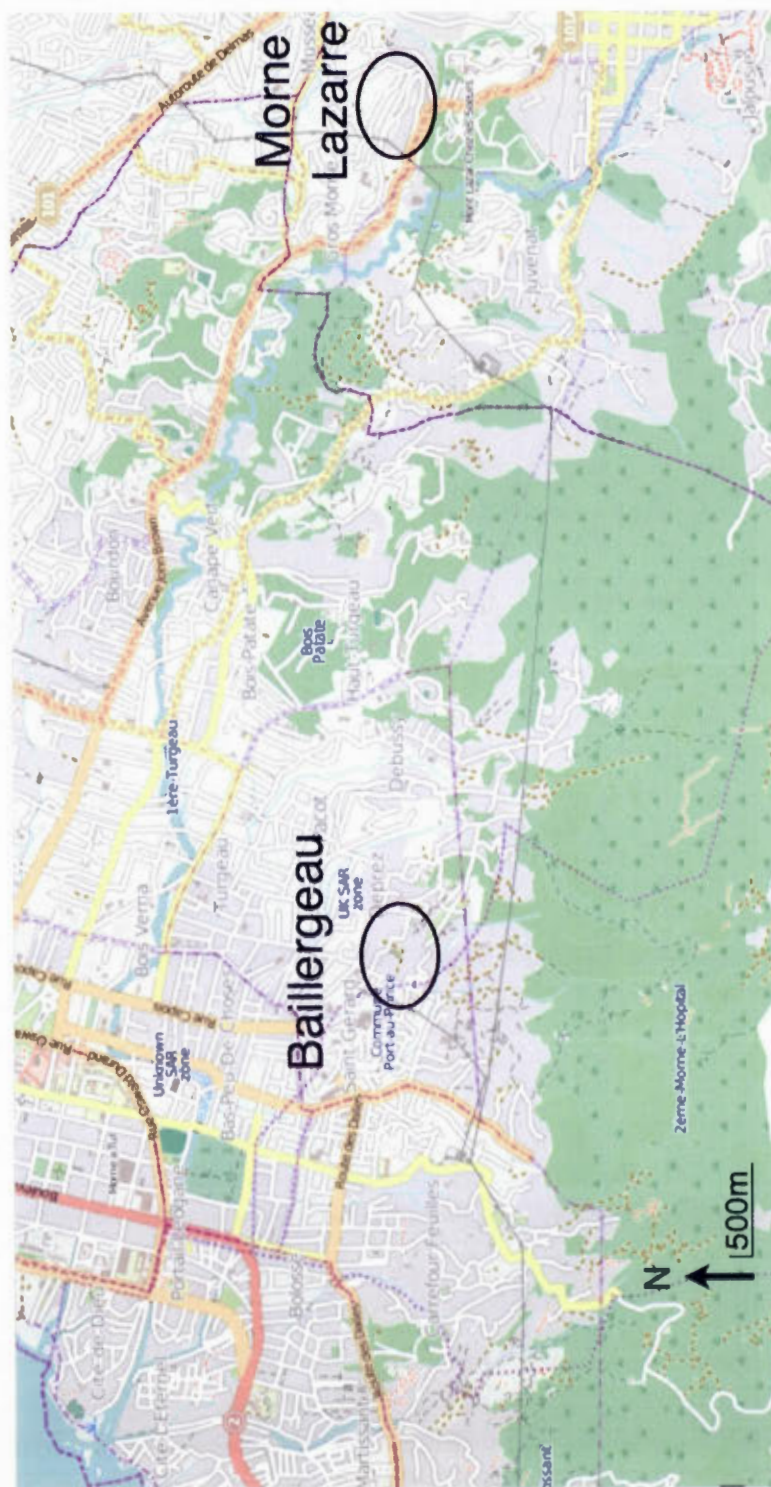


Figure 3.1 Carte de localisation des quartiers à l'étude. (Fond de carte tiré de www.openstreetmap.org)

3.3.3 L'entrevue semi-dirigée et l'échantillon

L'outil de collecte de données privilégié est l'entrevue semi-dirigée. Cet outil peut être « [...] considéré comme un échange verbal contribuant à la production d'un savoir socialement construit » (Savoie-Zajc, 2003, p. 295). Ce type d'entrevue a l'avantage de permettre au chercheur d'identifier et de comprendre des « [...] comportements complexes et à la trame culturelle sous-jacente aux actions des membres d'un groupe » (Savoie-Zajc, 2003, p. 299). C'est ainsi que les Haïtiens des quartiers précaires interviewés rendent leur monde et leurs expériences accessibles au chercheur. Autre avantage de cette technique, la flexibilité laisse à l'intervieweur la possibilité de s'ajuster au discours de son interlocuteur pour s'assurer qu'il explicite son point de vue réel sur le sujet à l'étude. De même, des observateurs extérieurs ont été rencontrés de manière à recueillir de nouvelles données et à vérifier la validité des informations obtenues lors des entretiens avec les habitants des quartiers précaires.

Les entretiens ont été réalisés pendant deux semaines au début du mois de mars 2011 après l'approbation du projet de recherche par le comité d'éthique en recherche de l'UQÀM. Comme les entretiens ont eu lieu plus d'une année après la catastrophe, les différences entre les quartiers dans le processus de résilience ont été repérées avec plus de facilité. Par exemple, la réalisation de la même enquête six mois après le séisme n'aurait pas permis de dégager autant d'informations et d'éléments d'analyse, puisque la résilience est un long processus (particulièrement dans les quartiers précaires). De plus, ce laps de temps a permis à la population de vivre une partie de son deuil. Ainsi, les gens interrogés montraient une ouverture aux questions posées, ce qui n'aurait peut-être pas été le cas quelques mois auparavant étant donné l'ampleur des traumatismes et des drames humains causés par le séisme.

La nature du terrain impose des conditions particulières : il n'y a pas de base codifiée d'échantillonnage (Goulet, 2006). Cela empêche donc l'utilisation des méthodes d'échantillonnage probabiliste et celles par cas unique. La façon la plus simple de procéder devient ainsi l'échantillonnage de type « boule de neige » qui se construit à partir des références fournies par le milieu. Une des limites de cette méthode réside dans la possibilité de se retrouver avec un groupe de répondants homogène. Pour éviter cette situation, deux personnes ressources par quartier sélectionné nous ont introduits à leur réseau de contacts respectifs. L'échantillon de chacun des quartiers permet de dégager les traits caractéristiques de ces milieux bien que la représentativité ne soit pas parfaite (propriétaire/locataire ; homme/femme). En effet, à Baillergeau ou à Morne Lazarre, les populations restent assez homogènes en terme de conditions et de mode de vie. Morne Lazarre présente néanmoins une mixité sociale avec des écarts de revenus énormes dont ne rend pas compte l'échantillon du quartier, car il se compose exclusivement des habitants des coins bidonvillisés. De plus, l'accès aux femmes pour les entretiens de Morne Lazarre était plus difficile qu'à Baillergeau, ce qui produit une représentativité moins juste sur ce plan.

En tout, 22 entretiens furent réalisés : douze à Baillergeau et dix à Morne Lazarre. De plus, un focus groupe eut lieu à Morne Lazarre avec une douzaine de participants. Tous les entretiens se déroulaient de jour, pour des raisons de sécurité, et le plus souvent à l'extérieur des habitations des répondants. À quelques occasions, le recours à un interprète a été nécessaire. La durée des entretiens oscillait d'une demi-heure à 45 minutes et la prise de note a été privilégiée à l'enregistrement pour mettre en confiance les répondants qui ne veulent généralement pas être identifiés.

Tableau 3.2 Répartition des répondants par sexe selon le quartier

Sexe	Baillergeau	Morne Lazarre
Hommes	6	7
Femmes	6	3
Totaux	12	10

Tableau 3.3 Répartition des répondants par classe d'âge selon le quartier

Âge	Baillergeau	Morne Lazarre
25 et moins	4	5
Entre 26 et 49 ans	6	4
50 et plus	2	1

Tableau 3.4 Répartition des répondants selon le statut foncier

Statut	Baillergeau	Morne Lazarre
Locataires	5	8
Propriétaires	6	2
Occupants	1	0

Le point de saturation était atteint après six ou sept entretiens dans chacun des quartiers, car aucune nouvelle information pertinente ne ressortait des dernières entrevues. La réalisation d'entretiens supplémentaires a toutefois permis d'assurer, en partie, la validité des données recueillies. Pour veiller à la fiabilité et à la qualité des informations, nous avons réalisé une triangulation constituée d'entretiens avec des observateurs externes, d'observations personnelles réalisées sur le terrain, et de la littérature sur le capital social, les désastres et la résilience. Deux travailleurs humanitaires et un travailleur communautaire, ancien résidant de Morne Lazarre, ont été interviewés avec un autre guide d'entretien. Bref, à la lumière des dimensions qui composent ce travail, il s'avère possible de considérer les informations recueillies comme valides.

3.3.4 Les dimensions explorées dans les guides d'entretien

Dans le cadre d'entrevue semi-dirigée, le guide d'entretien sert de « canevas afin que tous les thèmes prévus soient abordés » (Faivre, 2008). Les deux guides utilisés (*voir* les appendices A1, A2 et A3) se composent de questions ouvertes qui portent sur deux dimensions : la résilience et le capital social. La différence entre les deux guides réside surtout dans la forme, puisque la formulation des questions diffère et le guide pour les habitants des quartiers précaires a été traduit en créole. Cette différence formelle s'explique par la double fonction de l'entrevue avec les observateurs externes : valider les informations obtenues dans les premières entrevues et fournir de nouvelles données.

En ce qui concerne la dimension sur la résilience, les guides d'entretien visaient à vérifier la présence des trois critères nécessaires à sa présence : l'adaptation, la résistance ou le changement pour maintenir un niveau acceptable de fonctionnement et de structure ; la capacité de la communauté à s'organiser ; et la réalisation d'apprentissages, à partir d'expériences vécues afin d'être mieux préparé dans l'éventualité d'une nouvelle catastrophe.

Pour la dimension du capital social, les guides d'entretien cherchaient à déterminer comment les réseaux sociaux préexistants se mobilisaient pour faire face à la crise causée par la catastrophe. De plus, cette dimension permet de vérifier si le capital social de chacun des quartiers explique effectivement pourquoi les habitants d'un quartier où le capital social est fort décident d'y demeurer malgré la destruction. De la même façon, cette dimension du guide permet d'identifier les ressources dont l'obtention est favorisée par l'entremise des réseaux sociaux.

3.3.5 L'outil d'analyse

Une fois les entretiens réalisés, les notes de rencontre furent compilées dans une grille d'analyse. La quantité d'informations amassées tout au long des entretiens

demandaient une compilation systématique, par une catégorisation ou un indexage, sans quoi il aurait été impossible de mettre en lumière les éléments pertinents à l'analyse. En fait, le processus d'analyse des données implique un effort explicite d'identification des thèmes, de construction des idées à partir des données et de clarification des liens les unissant (Savoie-Zajc, 2000). En d'autres mots, l'utilisation de cette grille a entamé le processus d'analyse, car elle permettait de discerner différentes facettes du discours des personnes interviewées, de faire émerger les idées développées par la suite et de préciser les relations de sens qui les relient. La constitution d'une grille met à distance les données recueillies de leur contexte premier et les réorganise selon les dimensions explorées par cette recherche : elles se trouvent donc chargées d'un autre sens. Enfin, en reconstituant chronologiquement le fil des événements, du tremblement de terre à la réalisation des entretiens, il devient possible de raconter l'histoire de chacun des quartiers à l'étude dans un ordre chronologique illustrant davantage les similitudes et les différences entre ces deux milieux de vie de façon factuelle.

CHAPITRE IV

L'HISTOIRE DES DEUX QUARTIERS DEPUIS LE 12 JANVIER 2010

À partir des entretiens réalisés, cette section présente une reconstitution des faits, du séisme jusqu'à la réalisation des entrevues en mars 2011. L'objectif vise à faire ressortir, à travers l'histoire de Baillergeau et de Morne Lazarre, les éléments sur lesquels se basera l'analyse du chapitre suivant.

4.1 L'histoire des quartiers

4.1.1 Le 12 janvier 2010 : les impacts et la réaction

4.1.1a Baillergeau

Alors que rien ne laisse présager une catastrophe d'une grande ampleur, tous vaquent à leurs occupations quotidiennes. Les commerçants du quartier s'occupent de leurs étals, les enfants quittent tranquillement l'école du pasteur, des jeunes s'amuse sur le terrain de foot, etc. Bref, une journée tout ce qu'il a de plus normal à Baillergeau. Sans avertissement, la terre se met à trembler. Les bâtiments s'effondrent, les gens courent dans tous les sens, c'est la panique. Un nuage de poussière enveloppe le quartier. Pour beaucoup, le choc est terrible : « [l]a vie était finie pour moi. Je croyais que tout était fini. Il ne restait que les arbres et les débris »,

expose Johanne¹⁶, une femme d'une quarantaine d'années.

Les drames humains s'accumulent et plongent les uns et les autres dans une profonde affliction. « Il y a eu beaucoup de morts. Moi, j'étais enceinte de sept mois et je l'ai perdu le même jour que le tremblement de terre. J'ai été frappé par des blocs et j'ai perdu l'enfant. J'ai perdu ma maison comme beaucoup de gens dans le quartier » raconte Variola, 36 ans. Stevenson, 20 ans, livre ainsi son expérience : « Pendant le séisme, j'étais sur le terrain de foot. Je blaguais avec des amis. La terre a tremblé, tout s'est écrasé avec les personnes. Il y a eu beaucoup de monde mort et beaucoup de maisons écrasées. J'ai eu une sœur victime. »

L'impact du séisme sur le quartier est énorme : près de 95 % des bâtiments sont détruits ou simplement inutilisables. Le nombre de morts s'élève à environ 3 000, soit un peu plus de 10 % de la population du quartier. Maïte, mi-trentaine, résume bien le sentiment général : « [L]a population a été frustrée et a eu vraiment peur ».

Les premières heures après le séisme sont terribles : tous cherchent leurs proches et réalisent peu à peu l'ampleur des dégâts. Les personnes indemnes commencent à fouiller les décombres afin de dégager des survivants. Ces personnes travaillent à cette tâche avec les outils les plus primaires (leurs mains) et trouvent du matériel (des pelles et des pics) provenant de l'extérieur du quartier par l'entremise de contacts. Cette situation perdure environ quatre ou cinq jours. « Sans l'aide des autorités, la communauté a réussi à évacuer des blessés et des morts sans gros camion dans les jours suivant le tremblement de terre », relate un des observateurs externes.

¹⁶ Afin de conserver l'anonymat des répondants, des noms fictifs sont utilisés.

Parallèlement, les gens réalisent qu'en plus de perdre un parent, un enfant ou un ami, ils voient disparaître la plupart de leurs biens dans l'effondrement de leur logis. Quatre camps se forment alors assez rapidement : le premier sur le terrain de foot ; le second sur un grand terrain privé dans la section nord du quartier ; le troisième sur un terrain vacant de la section Tisavane du quartier ; et un quatrième, - qui existait toujours lors de la réalisation de cette recherche – Tapis-Rouge. Les trois premiers se situent à l'intérieur du quartier, et Tapis-Rouge se trouve sur une partie qui n'est pas encore urbanisée plus haut sur le morne. Contrairement aux trois camps situés dans le quartier, Tapis-Rouge accueille progressivement des gens de plusieurs quartiers. Plus d'un an après le séisme, environ 10 000 personnes y vivent toujours, mais les gens provenant de Baillergeau ne représentent qu'une fraction de ce nombre. Quelques mois après le séisme, Tapis-Rouge n'entretenait plus vraiment de lien avec le reste du quartier.

Comme l'aide internationale prend plusieurs jours à arriver, les gens s'organisent. Les familles et le voisinage servent d'assurance informelle pendant cette période critique sans eau (le séisme a détruit les canalisations des fontaines) ni électricité. « Il y a eu de l'entraide pour la nourriture. Dans le quartier, tout le monde partageait l'eau, la glace et la nourriture. C'est une belle expression de la solidarité », résume Jean-Emmanuel, un cinquantenaire habitant le quartier depuis près de 25 ans. La plupart des répondants affirment que la famille proche et élargie était à la base de la distribution de l'eau et de la nourriture. Néanmoins, les liens de voisinage dans ce quartier de plus de 40 ans d'histoire, demeurent très forts. C'est ce qui ressort de nombreux témoignages. Fredeline décrit bien le phénomène : « [l']e lendemain nous préparions de la nourriture, buvions de l'eau ensemble [entre voisins] et nous couchions dans le même lit à tour de rôle. »

Selon un des observateurs externes, les gens de Baillergeau ont été laissés à eux même pendant un bon moment. Cette situation a, en effet, perduré pendant un peu plus d'une semaine, le temps de remettre en fonction l'aéroport et le port de la ville, les deux points névralgiques pour l'entrée de l'aide humanitaire. Les débuts un peu

anarchiques et désordonnés de la distribution d'aide d'urgence poussent plusieurs habitants de l'agglomération à aller au Champ-de-Mars (au centre-ville) ou à Christ-Roi où s'entassent déjà des milliers de victimes du séisme. Parmi la population de Baillergeau, certains s'y rendent afin d'obtenir des denrées pour leur famille ; d'autres ménages décident de s'y installer pour ainsi profiter plus facilement de la distribution de l'aide. Avec le déblaiement des principales voies de circulation, de plus en plus de gens quittent les zones sinistrées de la ville pour la campagne¹⁷. Pour eux, la fuite vers les régions permet simplement d'éviter le chaos de Port-au-Prince. D'autres préfèrent envoyer leurs enfants chez un parent en province le temps que les choses se placent en ville. Lorsque l'aide d'urgence (eau et nourriture) arrive à Baillergeau, un retour vers le quartier se produit assez rapidement.

Selon de nombreux témoignages, peu de gens quittent le quartier pour les camps du centre-ville. Parmi ceux qui l'ont fait, la vaste majorité regagne Baillergeau en l'espace d'environ trois semaines. Gregory, quarante ans, résume bien la situation: « [i]l n'y en a pas beaucoup qui sont partis. La plupart sont revenus après 15 à 22 jours. Il faut comprendre que tout le monde courrait après les aides (nourriture, eau, tentes, etc.). Au début, les gens ne revenaient pas parce qu'il y avait des aides dans le quartier [dans les semaines suivant la catastrophe], c'est parce que l'on est mieux dans le quartier même s'il a été grandement détruit ». Ainsi, pour plusieurs, mieux vaut habiter à Baillergeau, détruit à plus de 90 %, que de vivre dans un camp de réfugiés au centre-ville. De leur côté, les migrants extraurbains reviennent peu à peu, sur une période de six mois ou moins après le séisme. Selon des répondants,

¹⁷ Il y a donc deux types de migration: intraurbaine et extraurbaine. La première signifie une relocalisation dans les principaux camps au centre de la ville, premiers bénéficiaires de l'aide d'urgence. Cette migration devient parfois permanente lorsque les ménages s'installent, par la suite, dans un nouveau quartier. La seconde qui est l'apanage de ceux qui ont de l'argent et/ou de la famille en campagne, désigne, quant à elle, l'exode hors de la ville.

la plupart de ces migrants attendaient que le déblayage soit assez avancé avant de revenir dans le quartier¹⁸.

Avant le tremblement de terre, Baillergeau était réputé sécuritaire : les habitants évitaient les problèmes liés à la criminalité grâce, entre autres, à une forte surveillance informelle. Avec le nombre ahurissant de bâtiments détruits par le séisme, le pillage des ruines aurait pu prendre une ampleur démesurée. Selon les répondants, malgré quelques cas isolés, la situation ne s'est pas généralisée, et ce, pour trois raisons : les gens se connaissent depuis longtemps et ne veulent pas passer pour des voleurs ; les voisins surveillent les affaires de ceux qui doivent quitter le quartier ; la surveillance informelle a aussi été assurée par le fait que la majorité des survivants sont demeurés dans le quartier.

4.1.1b Morne Lazarre

Le 12 janvier 2010, les habitants de Morne Lazarre vaquent à leurs occupations quotidiennes. Peu avant 17h, la terre tremble. Situé au sommet du morne et sur ses flancs, le quartier s'est écrasé. À certains endroits où la pente est plus accentuée, les bâtiments de deux et de trois étages s'écroulent les uns sur les autres tel un alignement de dominos. L'air habituellement si bon de ce quartier devient en quelques minutes un brouillard de particules. John, un homme de 38 ans, raconte : « [c]'était la fin du monde! Il y avait beaucoup de poussière, tout était écrasé. Il y a eu beaucoup de morts. »

¹⁸ Selon une évaluation du GRET, peu de gens ont quitté Baillergeau lorsqu'on compare à l'ensemble des autres quartiers de la région métropolitaine de Port-au-Prince : la création, par les habitants, de camps à l'intérieur du quartier leur offre la possibilité d'y demeurer.

Ici aussi les drames humains sont innombrables. Les propos de Madeleine, 50 ans, évoquent l'ampleur des contre-coups du tremblement de terre sur le quartier : « [i]l y avait beaucoup de gens qui habitaient le quartier dans des maisons. Ils avaient des locataires dans celles-ci. Le tremblement de terre du 12 janvier 2010 a causé beaucoup de problèmes. Il y a eu beaucoup de destruction et de morts (que ce soit des propriétaires ou des locataires). Le quartier est divisé en trois grands blocs. Juste dans le bloc Jean-Augustin, il y a eu près de 800 morts, environ 700 blessés et 1 200 personnes sauvées. » À ces morts¹⁹, s'ajoute la destruction du cadre bâti (environ 90 % des bâtiments sont détruits ou gravement endommagés). Moins d'une semaine après le séisme, un jeune homme du quartier résume la situation à un journaliste : « Cet endroit est rendu inhabitable, même les chiens ne pourront plus y vivre » (AFP, 2010).

Quelques heures après le séisme, la plupart des personnes toujours en bonne santé fouillent les décombres pour trouver des survivants. Toutefois, cette période de recherche ne durera que deux ou trois jours. Une équipe néerlandaise de secouristes équipée de chiens renifleurs arrive le dimanche, soit cinq jours après le séisme, afin d'aider à la recherche de survivants. Leur venue dans le quartier est tributaire de la proximité de l'hôtel Montana, où les premières équipes de secours étrangères se sont rendues après le séisme afin d'aider les ressortissants étrangers. L'évacuation chaotique des blessés et des morts se fait au compte-goutte. Beaucoup restent coincés sous les décombres et succombent à leurs blessures. Cinq jours après le séisme, l'odeur des cadavres ensevelis devient insupportable et l'espoir de retrouver des survivants est réduit à néant. Les habitants du quartier, ne l'ayant pas quitté, optent pour une technique pour le moins extrême pour remédier à cette

¹⁹ Pour l'ensemble du quartier le nombre de morts oscille à plus ou moins 2 000 et les blessés se comptent par centaines.

odeur : ils allument des feux avec des pneus usagés et de l'essence et brûlent les décombres sous lesquels se trouvent des morts.

Simultanément, plus de la moitié des survivants quittent le quartier et se réfugient à Pétion-Ville, où des camps importants se forment comme celui de la Place Saint-Pierre. Parmi ces réfugiés, plusieurs quitteront les camps de Pétion-Ville le mois suivant pour s'installer à Sainte-Thérèse, qui se trouve de l'autre côté de la vallée en face de Morne Lizarre (voir figure 4.1).



Figure 4.1 Vue des abris temporaires à Sainte-Thérèse depuis Morne Lizarre
(photo : Jérémie Watters, 2011)

Enfin, d'autres partent pour la campagne, mais priorisent le départ de leurs enfants dont la prise en charge est assurée par la parenté. L'histoire de la famille Descat de Morne Lazarre, rapportée dans *La Presse* (Gruda, 2011), illustre bien cette situation. Quelques jours après le séisme, cette famille quitte le quartier et leur maison en ruine, avec leurs huit enfants dont un avec un bras disloqué. La famille cherche des soins médicaux pour l'enfant blessé. Quelques jours plus tard, le père et les enfants (à l'exception de celui blessé) quittent pour les Cayes chez de la parenté. Ils reviennent un mois plus tard et s'installent finalement à Nérette, un quartier situé à proximité de Morne Lazarre. Surtout intraurbaine, la migration implique le plus souvent un double déplacement : du quartier aux camps et ensuite, dans les semaines et les mois suivants, des camps vers Sainte-Thérèse ou vers d'autres quartiers de l'agglomération. Cette migration a donc un caractère permanent.

En parallèle, les habitants qui restent à Morne Lazarre occupent des espaces vacants où il n'y a pas de gravats provenant de la destruction des bâtiments. Ces espaces libres deviennent alors autant de minicamps où cinq à trente ménages s'entassent²⁰. Ces résidants avec peu de moyens s'entraident en attendant l'aide internationale. Selon plusieurs personnes interrogées, la famille reste néanmoins le réseau principal par lequel ils reçoivent le plus de soutien. Les ressources comme la nourriture et l'eau se partagent d'ailleurs entre les membres de la famille. L'histoire de Junior, un jeune adulte, rappelle toutefois que tous n'ont pas cette chance : « [m]es amis m'ont sorti des décombres. J'ai été chanceux. Par contre, ma famille ne m'a pas aidé, car elle a quitté pour la campagne ». La présence de ces amis pallie l'absence de la famille, comme l'explique encore ce même jeune homme : « [a]vec des amis dans la même situation que moi, nous avons partagé les ressources

²⁰ Entre 4 000 et 7 000 personnes, sur les 18 000 survivants, sont demeurées à Morne Lazarre et y résidaient toujours au moment de la réalisation de cette enquête.

que nous avons ». De même, les gens se parlent et essayent de se consoler : « [a]près la catastrophe, [explique Jennifer 22 ans,] ma famille et celle du voisin nous sommes beaucoup rapprochées. En plus, de l'eau et de la nourriture, ils nous ont aussi donné du support moral ».

Comme l'ont relaté les médias internationaux, le centre-ville de Port-au-Prince a été intensément pillé. Les vols à grande échelle ne se limitent pas à cet espace, car des quartiers comme Morne Lazarre en ont aussi été le théâtre. D'ailleurs, tous les répondants affirment avoir été témoins ou victimes de vols : « [i]l y a eu beaucoup de pillages. On a volé jusqu'à nos lits. Il y en a eu beaucoup, c'était généralisé. Ça venait des gens de l'intérieur et de l'extérieur du quartier » affirme sans détour Patrick, jeune étudiant qui n'a plus les moyens de retourner à l'école. Maxime un trentenaire en ajoute : « [i]l y a eu beaucoup de crimes et de vols. C'est vraiment un mauvais souvenir. » Un autre plus âgé tente d'expliquer le phénomène : « [i]l y a eu beaucoup de vols, car les gens laissaient leur maison. Aussi, les besoins des gens les ont forcés à commettre des vols ».

4.1.2 Période d'aide d'urgence et de stabilisation

La réouverture de l'aéroport de Port-au-Prince le 15 janvier 2010 permet l'acheminement par voie aérienne de nourriture, d'eau et d'autres fournitures d'urgence. La distribution des rations se fait dans différents points centraux de Port-au-Prince et de Pétion-Ville, où de plus en plus de gens s'installent. Souvent anarchique, la distribution donne parfois lieu à des scènes de panique. C'est pourquoi, trois semaines après le séisme, le *UN World Food Program* décide de ne donner les vivres qu'aux femmes dans une quinzaine d'endroits prédéterminés. Ainsi, la situation se stabilise.

Les énormes camps de réfugiés au Champ-de-Mars, à Christ-Roi, à la Place Saint-Pierre et les autres, plus petits, mais très nombreux, commencent à ralentir leur croissance. Le portrait de la situation devient plus clair à mesure que la poussière

retombe. Dans les quartiers plus distants des points de distribution, comme Baillergeau et Morne Lazarre, la survie devient le moteur des actions de tout un chacun.

4.1.2a Baillergeau

La période de l'après séisme se caractérise par la consolidation de l'espace habitable. En effet, dans les quatre camps qui se sont formés, on s'organise pour devenir fonctionnel sur une longue durée. Coupés du monde pendant un bon moment, les gens du quartier s'entraident afin de survivre avant l'arrivée des secours. Action contre la faim (ACF), à qui les leaders locaux s'empressent de formuler leurs demandes et leurs besoins, est une des premières ONG à se rendre dans le quartier. Ainsi, quand l'aide arrive directement dans le quartier, au début du mois de février 2010, la distribution de matériaux et de nombreuses tentes permet d'ériger des abris temporaires de meilleure qualité que ceux construits à l'aide de matériaux récupérés dans les décombres. Les membres du comité de quartier supervisent la distribution et s'assurent ainsi que tous ont un accès sensiblement égal à ces ressources. Les habitants de Baillergeau vivent un bon moment de l'aide d'urgence.

À l'instar de beaucoup de gens dans le reste de l'agglomération, la grande majorité des habitants du quartier ont perdu leur emploi, leur toit, un ami, un membre de leur famille, etc. Ces pertes occasionnent des changements importants dans la plupart des ménages : les orphelins sont adoptés par leur oncle ou leur tante ; la perte d'emploi force le développement de nouvelles stratégies de survies, etc. Pour beaucoup, le deuil de la vie d'avant le séisme prendra du temps à se réaliser, particulièrement pour les plus vieux.

À Baillergeau, l'aide s'organise autour de la distribution d'eau, de nourriture, de kits d'hygiène, de matériaux pour les abris temporaires et de l'installation de toilettes portatives. Encore encombré de gravats, le quartier devient, au fil des semaines, une

terre d'accueil des ONG. Le lien de confiance entretenu pendant une quinzaine d'années entre le comité de quartier et le GRET, une ONG française, explique ce phénomène. En effet, d'après un coopérant de cette organisation, le GRET a servi de courroie de transmission pour des ONG d'urgence qui connaissaient peu le terrain. Cette importante relation avait permis avant le séisme de mener à terme plusieurs projets dans le quartier comme celui des fontaines publiques. Aussi, la capacité de cette population à se mobiliser après la catastrophe facilite les partenariats avec les ONG. D'ailleurs, même l'intervenant du GRET reconnaît que la vigueur de la vie sociale de Baillergeau favorise les collaborations avec les ONG : « [c]'est dans le top des quartiers dans lesquels nous intervenons. Avant la catastrophe, c'était facile, car nous avons (et nous avons toujours) confiance dans les leaders du quartier : on sent leur légitimité par rapport à la population ». Un coopérant d'une autre ONG qui travaille aussi dans le quartier soutient ce point de vue : « [l]e quartier a un passé qui favorise l'aide. Pour une ONG, il est facile de travailler ici, cette zone est attrayante ».

La situation se stabilisant, le quartier passe à l'étape importante du déblaiement, qui débute le 15 février 2010 grâce à la collaboration du comité de quartier avec ACF. Baillergeau devient alors un des premiers quartiers de l'agglomération à participer au *Cash for Work*²¹ (argent contre travail) dont l'objectif vise à déblayer les gravats tout en relançant l'économie locale. Ce programme, soutenu par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), s'étend par la suite à une grande partie de l'agglomération. Ce programme a néanmoins reçu de nombreuses critiques de la part d'observateurs étrangers et de Haïtiens en raison de la faiblesse de la rémunération des travailleurs, soit 200 gourdes par jour de travail (environ 5 dollars).

²¹ L'expression anglaise *Cash for Work* est préférée à sa version française, car c'est elle qui est utilisée dans le langage populaire haïtien et dans le milieu de l'aide internationale.

Au total, quatre organisations apportent leur soutien aux gens de Baillergeau : elles communiquent avec le comité de quartier et financent tour à tour l'effort de déblaiement. ACF est le premier groupe à venir apporter son aide. Il est suivi par l'*Oxford Committee for Famine Relief* (OXFAM), de *Project Concern International* (PCI) et de l'agence américaine de développement international (USAID). Chaque organisation s'attaque, selon ses intérêts et l'évolution de la situation, à des aspects différents du déblaiement. Par exemple, ACF cherche à dégager les rues et les corridors ; OXFAM se concentre surtout sur le nettoyage des camps du quartier ; et PCI s'attache à libérer les canaux et les ravines des gravats. Il appartient toutefois au comité de quartier de gérer, de recruter et de superviser les travailleurs. Afin que les retombées du *Cash for Work* profitent au plus grand nombre, il assure également une rotation de travailleurs. Sur ce point, Baillergeau réussit là où plusieurs ont échoué, car dans certains quartiers le *Cash for Work* profite aux amis des dirigeants de quartier et les rotations ne se font pas. Preuve de l'exemplarité de Baillergeau, en un peu plus d'une année, près de 5 000 personnes du quartier ont profité directement de ce programme.

Lors des opérations de déblaiement, les journées de travail débutent à 7h et se terminent à 14h. Une équipe, armée de pelles et de pics, remplit des seaux de 30 litres qu'une chaîne humaine, composée de la majorité des travailleurs, transporte jusqu'à un point de chute pour les vider (*voir figure 4.2*). On charge ensuite un camion de l'amas de gravats formé pour qu'il en dispose à l'extérieur du quartier. La présence d'une rue adoquinée et de corridors bétonnés, des travaux d'ordre collectif réalisé avant le séisme, facilite donc les opérations de déblaiement. Par exemple, cette rue permet aux camions de bonne taille de venir chercher des gravats au cœur du quartier, ce qui réduit la distance sur laquelle la chaîne humaine doit s'étendre. D'ailleurs, selon les données d'ACF sur le déblaiement pour le mois de février (ACF, 2010), les 140 travailleurs de Baillergeau ont déblayé 378 mètres cubes de gravats, soit 2,7 mètres cubes par personne, alors que la moyenne pour les autres quartiers participant au programme de *Cash for Work* parrainé par ACF se limite à 1,95.

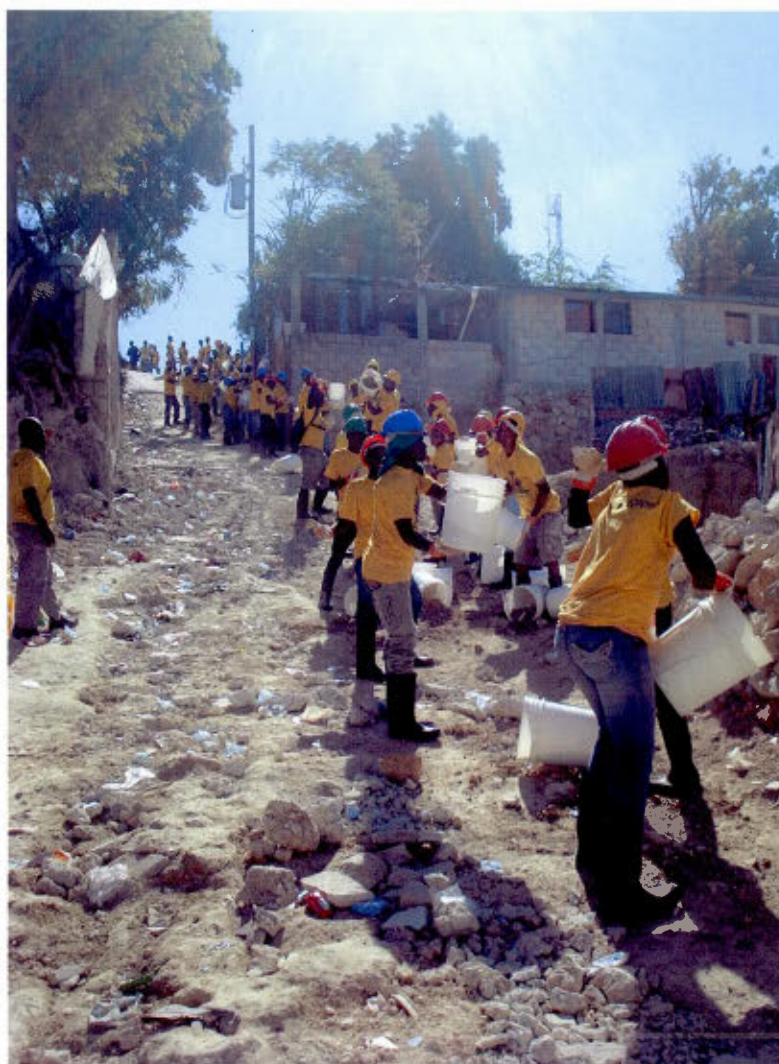


Figure 4.2 Opération de déblaiement à Baillergeau (photo : Jérémie Watters, 2011)

Parallèlement à ces travaux, le comité de quartier cherche des solutions aux problèmes causés par le tremblement de terre comme la perte de la connexion électrique. Après le séisme, les nuits sont très sombres, seuls quelques ménages profitent d'une génératrice. Il n'y a plus d'éclairage des places publiques et des rues. L'ONG française Électriciens sans frontière installe alors des lampadaires solaires pour assurer un éclairage lors de la tombée du jour, ce qui permet deux choses non

négligeables : la tenue d'activités nocturnes et l'augmentation du sentiment de sécurité des sinistrés.

Au fil des mois, le quartier se libère de ses décombres : un nombre grandissant de ménages revient s'installer à l'endroit où se situait leur maison avant le séisme, ce qui démontre comment ces habitants respectent la propriété des lots. La distribution d'eau se poursuit encore pendant plusieurs mois. Les gens de Baillergeau reconnaissent d'ailleurs l'apport important d'ACF dans l'approvisionnement de cette denrée. De plus, les opérations de déblaiement rouvrent la voie au commerce de rue qui reprend timidement.

Le déblaiement avance assez rapidement, le camp ayant été formé sur le terrain de football peut être évacué au milieu de l'été. Les pressions des jeunes du quartier, désirant retrouver leur terrain de jeu, combinées à la volonté collective de réhabiliter le quartier s'est traduit par un énorme effort de déblaiement qui permet cette avancée. « Je crois que c'est l'un des premiers terrains de foot qui a été évacué dans les quartiers dans lesquels nous travaillons. Les jeunes peuvent maintenant jouer au foot, ce qui favorise un retour à la normale » affirme un coopérant du GRET.

L'autre camp important dans le quartier, situé sur un terrain privé est évacué en octobre (voir figure 4.3). Comme le déblaiement avance rapidement, le propriétaire du terrain demande aux réfugiés de quitter les lieux avec un mois de préavis. Cela coïncide aussi avec le rétablissement de plusieurs services, notamment la remise en fonction des fontaines publiques inactives pendant sept mois. Dans ce cas-ci, c'est le partenariat avec le GRET qui donne les moyens au comité de quartier d'assurer ce service de nouveau. Selon l'intervenant du GRET, l'ampleur des travaux plutôt que le manque de motivation ou d'intérêt des groupes en présence explique la durée des réparations. Pour ce qui est de l'électricité, son retour dans le quartier s'est effectué entre deux et trois mois après le séisme. Pas très efficace au début, la desserte s'est améliorée au point où les résidents affirment qu'elle est meilleure qu'avant la catastrophe.

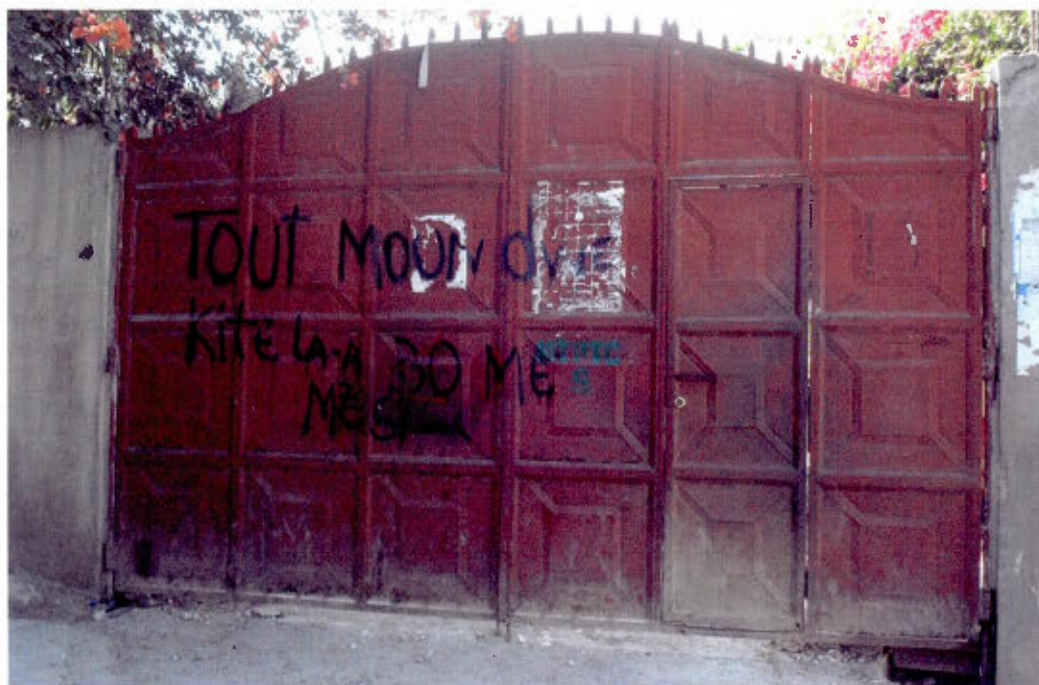


Figure 4.3 « Tout le monde doit quitter. Merci beaucoup » écrit sur la porte d'entrée du terrain privé sur lequel un des camps était installé (photo : Jérémie Watters, 2011)

Le raccordement électrique dans l'ensemble des quartiers précaires s'effectue sensiblement de la même façon : un transformateur est installé par Électricité d'Haïti (EDH) auquel les habitants se raccordent eux-mêmes par des fils électriques achetés, ce qui produit une espèce de toile d'araignée au-dessus du quartier. Le séisme n'a pas touché le transformateur de Baillergeau, mais détruit l'ensemble des raccordements qui ont dû être refaits. Chacun des ménages s'est débrouillé pour y avoir accès, même que les gens vivants dans des tentes se sont aussi raccordés au transformateur. Au cours de l'enquête, plusieurs affirment avoir reçu l'aide de leurs voisins ou amis afin de retrouver l'électricité dans leur abri temporaire ou leur petite maison de bois.

Le quartier reçoit, au cours de l'été, de meilleurs matériaux pour édifier des abris temporaires plus solides. Après avoir vécu six mois dans des tentes, les résidants de Baillergeau sont heureux de voir PCI et USAID arriver avec de la tôle, du bois et des grandes bâches (voir figure 4.4). L'avancement du déblaiement dans certains endroits du quartier permet l'implantation de petites maisons de bois dès le mois de juillet. Ces petites maisons de 18 mètres carrés sont fabriquées à partir de panneaux de contreplaqué avec un petit toit de tôle ondulée sur une dalle de béton (voir figure 4.4). C'est l'Organisation de coopération islamique et l'Organisation internationale pour les migrations (OCI et OIM) qui pilotent ces constructions : elles emploient des Haïtiens qui ne sont pas des résidants du quartier, ce que les gens de Baillergeau ont d'ailleurs critiqué, car ils auraient préférés que les retombées de ces emplois profitent au quartier. Enfin, seuls les propriétaires capables de fournir des titres de propriété ont accès à ces maisons.



Figure 4.4 Abri temporaire à Baillergeau (photo : Jérémie Watters, 2011)

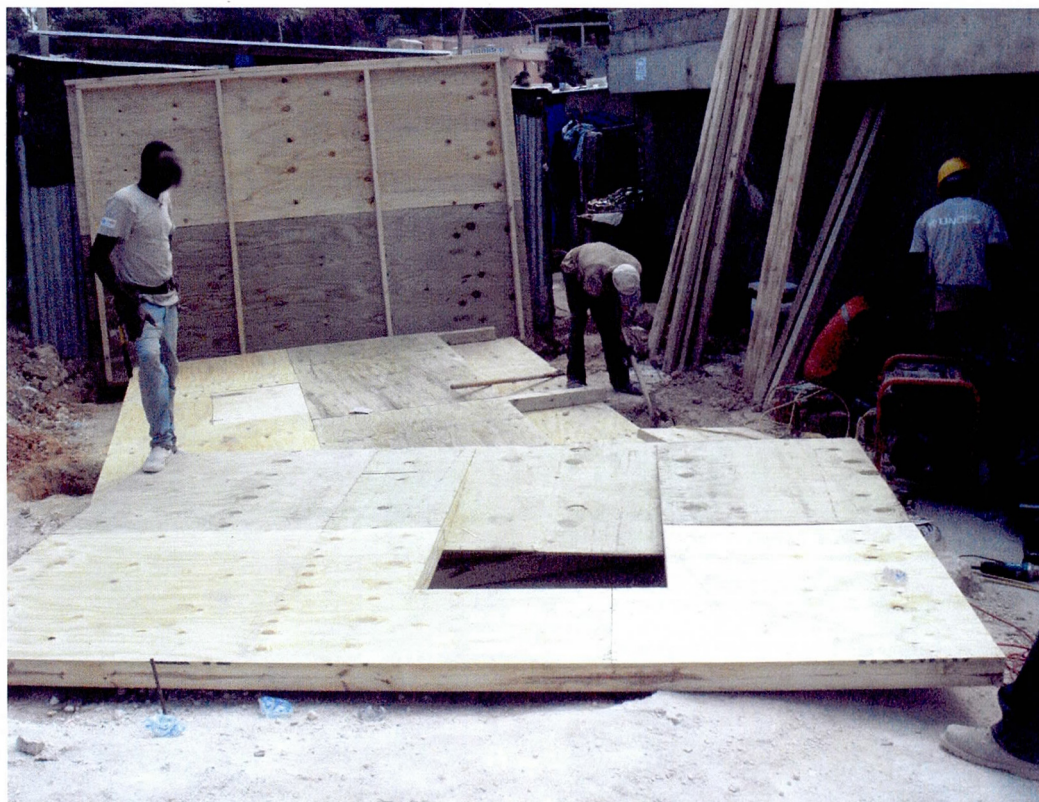


Figure 4.5 Construction d'une petite maison de bois (photo : Jérémie Watters, 2011)

Complètement détruite par le séisme, l'école Jérusalem, administrée par le pasteur du quartier, reprend les cours au mois d'octobre à l'endroit où elle se situait. Le pasteur, avec l'aide du comité de quartier, a réussi à mobiliser des habitants afin de remettre sur pied l'école. Ainsi, des murs ont été reconstruits pour supporter des bâches faisant office de toiture (voir figure 4.6).



Figure 4.6 Reprise des cours à l'école Jérusalem (photo : Jérémie Watters, 2011)

Les latrines portatives (des toilettes chimiques), fournies par ACF, doivent être enlevées au mois d'octobre. Toutefois, avec l'éclatement de la crise de choléra, le comité de quartier demande à ACF de garder les latrines. Suite à des discussions avec l'ONG, celle-ci décide d'agréer à cette demande. D'autres ONG (OXFAM et la Croix-Rouge) feront également de la sensibilisation dans le quartier afin d'éviter la propagation du choléra qui fera, au final, peu de ravage à Baillergeau.

Une nouvelle association voit le jour au mois d'octobre. Grâce à l'implication de quelques jeunes et, encore une fois, avec l'appui du comité de quartier, le Centre d'action socio-communautaire haïtien (CASCH) commence ses activités qui se caractérisent essentiellement par des activités de sensibilisation. Comme le mentionne un des administrateurs, le CASCH aimerait fournir dans un avenir rapproché du microcrédit aux commerçants qui ont, en grande majorité, tout perdu avec le séisme. Quelques démarches ont d'ailleurs été entreprises avec des institutions bancaires pour financer ce projet. Lors de la réalisation de cette enquête, le CASCH attendait toujours les réponses des institutions sollicitées. De plus, l'organisme souhaite participer à la mise sur pied d'un centre de santé et d'une école

professionnelle dans le quartier. « Le quartier doit être mieux qu'il était », affirme avec conviction ce jeune administrateur.

Parallèlement, le déblaiement se poursuit toujours à Baillergeau. Le comité de quartier, principalement composé des membres du comité de l'eau (ceux qui ont mis sur pied les fontaines publiques en collaboration avec le GRET), réussit à obtenir du financement auprès de différentes agences et organisations, soit au total environ 1,5 million dollars américains pour une année. Ce financement sert spécifiquement au déblaiement. Le comité désire que celui-ci soit terminé au mois de mai 2011²², ce qui est très rapide en considérant le degré de destruction du quartier et les ressources disponibles.

Plus le déblaiement avance, plus le quartier retrouve une vie normale qui se traduit, entre autres, par une activité grandissante des commerçants. Selon les habitants, le nombre de commerces est plus élevé qu'avant le séisme. « À cause du déblayage, les gens ont retrouvé de l'argent. Le commerce commence très bien ici. Ailleurs, les gens n'ont plus rien et sont stressés. Dans le quartier, il y a une transformation des commerçants », raconte cette femme dans la trentaine. Aussi, des services qui n'existaient pas avant la catastrophe apparaissent, tel un café internet.

Sur le plan de la reconstruction, 22 maçons du quartier reçoivent une formation sur la construction parasismique offerte par le GRET. Pourtant au mois de mars 2011, on ne voit pas encore de grands chantiers dans le quartier, car le comité demande aux habitants d'attendre avant de reconstruire. Lors de la réalisation de l'enquête, le comité était en discussion avec l'Agence française de développement (AFD) et le GRET, en vue de réaliser différents projets d'intérêt collectifs dans le cadre de la

²² Le déblaiement fut, en effet, terminé au mois de mai 2011.

reconstruction (par exemple, une installation sanitaire avec douches et toilettes).

Aussi, plusieurs personnes du quartier ont fait part au GRET de leur intérêt à recevoir une formation sur la gestion des risques et des désastres.

3.1.2b Morne Lazarre

Quelques semaines après le séisme, la population demeurée à Morne Lazarre attend toujours une aide extérieure : l'aide humanitaire tarde à venir dans le quartier et les citoyens doivent se déplacer pour recevoir du soutien. Ainsi, plusieurs vont à Pétion-Ville, à Darbonne ou à Nérette (deux quartiers voisins de Morne Lazarre) pour trouver de la nourriture. Fait étonnant, cette situation perdure deux mois après le séisme. Les matériaux récupérés dans les décombres servent longtemps à protéger les ménages qui sont restés sur place. L'ensemble des minicamps tend à se consolider (*voir figure 4.7*), la population de Morne Lazarre comprend alors que le retour à la normale ne se produira pas de sitôt. Enfin, puisque l'approvisionnement se fait par l'intermédiaire de l'aide dans les quartiers voisins, seules quelques personnes réussissent à obtenir des tentes et des matériaux permettant de construire des abris de meilleure qualité.



Figure 4.7 Exemple d'un minicamp à Morne Lazarre (photo : Jérémie Watters, 2011)

La désorganisation sociale est totale. Aucun comité de quartier n'existait avant le séisme et la communauté ne connaît pas non plus de leader fort. Les premières ONG à venir sur place constatent l'ampleur de la tâche pour remettre sur pied ce quartier grandement affecté par la catastrophe. À titre d'exemple, Catholic Relief Services (CRS), première ONG sur place, vient distribuer des matériaux plus de deux mois après le séisme. Aux dires même des résidants, les résultats ne furent pas positifs, car une grande partie des matériaux est monopolisée par un petit groupe. En fait, la distribution dans le quartier est très ardue ; le « chacun pour soi » fait surface quand l'occasion de profiter d'une aide survient.

Les opérations de déblaiement débutent aux environs du début du mois d'avril 2010. C'est USAID qui propose la formule du *Cash for Work*, projet qui, selon les résidents du quartier, ne fonctionnera qu'un mois en raison des nombreuses magouilles qui seront à l'origine du désistement de cette agence. En fait, les responsables nommés pour le déblaiement n'effectuent pas le travail tel que demandé, mais profitent de leur nouveau « pouvoir » afin d'empocher le plus d'argent possible : d'un côté, ils utilisent une partie de l'argent de USAID pour leurs propres besoins ; de l'autre, ils sélectionnent les employés en fonction de l'argent que ceux-ci leur versent. Les vérificateurs de USAID ne tardent pas à constater l'ampleur des fraudes et le peu d'avancement des travaux sur le terrain. En plus de ces problèmes, l'agence américaine se fait beaucoup critiquer dans le quartier par rapport aux 200 gourdes par jour de travail. Trop peu aux yeux de la majorité des gens du quartier. Il n'en faut pas plus pour que USAID jette l'éponge à Morne Lazarre.

Au mois de juin, GOAL²³ tente, à son tour, de nouveau de mettre sur pied une opération de déblaiement sous la formule du *Cash for Work*. Selon Stanley un résident du quartier fin vingtaine, « GOAL a tenté de déblayer des maisons avec beaucoup de volonté, mais peu de résultats. » Les problèmes rencontrés par GOAL sont sensiblement les mêmes que ceux éprouvés par USAID. Néanmoins, le déblaiement avance un peu. En effet, les propriétaires les plus fortunés se paient des équipes de déblaiement privées pour faire le travail. D'ailleurs, un des répondants a créé une petite entreprise pour répondre à cette demande. Aussi, les propriétaires des grandes villas déblaient rapidement leur terrain avec de la machinerie lourde.

²³ GOAL n'est pas un acronyme. C'est simplement le nom de l'ONG créée par un journaliste sportif irlandais en 1977.

Simultanément, la CAMEP rétablit l'approvisionnement en eau. Mais le service est loin d'être comme il était. En plus, de ne pas être potable, l'eau devient brunâtre chaque fois qu'il pleut et le service n'est pas constant. Comme il n'y a pas eu de distribution d'eau et de nourriture dans le quartier, les résidants doivent toujours, pour avoir de l'eau potable, commander des camions d'eau à des « privés ». En ce qui concerne l'électricité, elle revient timidement trois mois après le séisme. Le service tend à s'améliorer au fil des semaines. Le raccordement électrique se réalise par le même procédé que celui utilisé à Baillergeau.

Les échecs successifs des opérations de déblaiement poussent les gens à s'unir, et des comités se forment dans presque tous les minicamps. La formation de ces comités n'a, toutefois, aucun impact sur l'ensemble du quartier. La plus grande avancée que permettent ces comités est de désigner des endroits pour effectuer les besoins personnels, le quartier n'ayant pas bénéficié d'accord avec une ONG pour installer des latrines. La prolifération de petits comités crée une compétition à l'échelle du quartier, où chacun des leaders de ces comités tente de tirer profit de son nouveau statut. Une seule association à l'échelle du quartier voit le jour, c'est l'Organisation des femmes à Morne Lazarre (OFAMOLA). Celle-ci réussit à se doter d'un lieu d'assemblée et à organiser des événements du type « célébration du jour de la femme ». Aussi, ce regroupement participe à un partenariat avec OXFAM-Québec pour l'alphabétisation des femmes du quartier. Ce partenariat débute un an après le séisme et offre la possibilité à une cinquantaine de femmes d'apprendre les bases de la lecture et de l'écriture.

Certains habitants du quartier, soit une douzaine de petits propriétaires, reçoivent des petites maisons de bois, distribuées par OIM, huit à neuf mois après le séisme. La faible distribution de maisons s'explique par le fait que la majorité des habitants sont des locataires et que les propriétaires ne parviennent pas toujours à prouver leur droit de propriété.

Pendant la même période, l'école du quartier reprend les cours, mais les classes sont moins occupées qu'avant vu le départ d'un grand nombre de résidents. De plus, les frais de scolarité de cet établissement privé, qui n'a pas été touché par le séisme, empêchent le retour à l'école de plusieurs enfants.

Plus d'un an après le tremblement de terre, le déblaiement est loin d'être avancé (voir figure 4.8). Les habitants vivent encore dans les minicamps. Ceux ayant quitté le quartier se sont installés ailleurs et n'ont aucune raison de revenir s'installer dans leur ancien quartier. Les tentatives de partenariat avec des ONG sont laborieuses et n'amènent pas les résultats escomptés. Bref, la vie dans le quartier ne ressemble plus à ce qu'elle était avant le séisme.



Figure 4.8 Une des nombreuses ruines de Morne Lazarre (photo : Jérémie Watters, 2011)

CHAPITRE V

L'ANALYSE

Le but de ce chapitre est de lier les histoires respectives des quartiers avec les différents types de réseaux sociaux, et les concepts de capital social et de résilience. Ainsi, il deviendra possible de comprendre le rôle joué par ces types de réseaux sociaux, compris sous la forme de capital social, dans le processus de résilience des quartiers à l'étude. Cette démarche permettra aussi d'affirmer si Baillergeau et Morne Lazarre sont des quartiers résilients ou non en se basant sur les trois critères de résilience énumérés précédemment.

5.1 L'importance des réseaux dans chacun des quartiers

Comme le suggère Beggs, Haines et Hurlbert (1996), les liens sociaux peuvent servir d'assurance informelle aux victimes en leur permettant de faire appel à des réseaux de soutien préexistants. Cette affirmation générale est confirmée par l'histoire de Baillergeau, où les liens sociaux de forte intensité ont été entretenus au fil des années. Par contre, à Morne Lazarre, de tels liens sociaux étaient quasi inexistants ou très faibles avant la catastrophe, ce qui explique en grande partie le départ de centaines de familles et l'incapacité des habitants à s'unir afin de reconstruire le quartier. Nous analyserons plus en détail le rôle de chacun des types de réseaux dans le processus de survie des habitants puis de résilience des quartiers.

5.1.1 Le réseau familial

Comme l'affirme la grande majorité des répondants de Baillergeau et de Morne Lazarre, le rôle du réseau familial a été d'une importance cruciale après le séisme. Les membres de chaque famille en bonne condition physique apportaient une aide aux siens : recherche de survivants, support moral, partage de nourriture, de l'eau ou des vêtements, adoption des enfants de la parenté devenus orphelins, ou recherche de matériaux pour construire des abris. On peut donc considérer la famille comme la cellule de base de la vie sociale haïtienne.

La grande différence sur cet aspect entre les deux quartiers est que de grandes familles représentant plusieurs ménages vivent à Baillergeau, ce qui n'est pas le cas à Morne Lazarre. Pour les membres de ces grandes familles, l'accès à différentes ressources est donc facilité, car le partage ne se limite pas qu'à l'intérieur d'un seul ménage.

Le réseau familial trouve aussi de nombreuses ramifications en province. Dans les quartiers à l'étude, nombreux sont les membres de familles (surtout les enfants) qui ont trouvé refuge chez cette parenté à l'extérieur de l'agglomération de Port-au-Prince dans les jours suivant le séisme. Cela a permis aux parents restés à Port-au-Prince d'investir plus de temps afin de trouver un abri pour loger la famille.

De plus, les familles ayant des membres à l'étranger ont pu accéder à des ressources financières par l'entremise de transferts de fonds. Cette aide financière de la diaspora était avant le séisme essentielle à la survie de nombreuses familles. Ainsi, la réouverture des institutions bancaires et des comptoirs de virement d'argent, plus d'un mois après le séisme, a été salubre pour plusieurs familles.

Dans les deux quartiers, les familles ont servi de « filet social » de première ligne. Chaque ménage s'est réorganisé en fonction des pertes tant humaines que matérielles. Ainsi, le fait de quitter le quartier découle d'une décision familiale. À Baillergeau, la présence de quelques grandes familles a pu inciter certains à rester

pour demeurer près de leurs proches, ce qui n'est pas le cas à Morne Lazarre. Malgré cet apport du réseau familial, il n'a pas joué un rôle prédominant sur le plan de la résilience : son action au jour le jour porte surtout sur la recherche de ressources permettant au ménage de survivre.

5.1.2 Le réseau de voisinage

Le réseau de voisinage à Baillergeau a été extrêmement dynamique dans les jours suivant le séisme. En effet, la recherche de survivants et le partage des ressources, telles l'eau et la nourriture, ont été un facteur primordial, comme en témoignent les répondants, dans leur stratégie de survie de plusieurs. Beaucoup d'entre eux disent aussi avoir reçu l'aide de leur voisinage lors de la construction d'abris provisoires, ce qui témoigne de la grande intensité du réseau de voisinage.

La surveillance informelle des biens des résidants a été l'affaire du réseau de voisinage. Comme les résidants du quartier se connaissaient avant le séisme, il devenait naturel de surveiller les biens de ses voisins lorsque ceux-ci devaient s'absenter. Ce phénomène s'explique aussi par le fait que les gens sont demeurés en grande majorité dans le quartier après le tremblement de terre. Ainsi, il y eut très peu de pillages : les gens interrogés évoquent surtout des cas isolés.

La force des liens entre les voisins du quartier a aussi permis de créer un camp sur un vaste terrain privé mis à la disposition des sinistrés par le propriétaire. Rien ne l'obligeait à le faire, mais comme il n'avait jamais eu de problèmes avec les gens du quartier, il a voulu les aider. De plus, quand celui-ci a demandé aux sinistrés de le quitter son terrain au mois d'octobre 2010, il n'a pas eu de mal à se faire entendre. Cette bonne relation, basée sur un respect mutuel entre des voisins de classes sociales différentes, a permis aux moins nantis de profiter de cette aide essentielle pendant les opérations de déblaiement : l'ouverture au dialogue des deux parties demeure la clé d'une telle relation.

Les entretiens réalisés témoignent d'un fort attachement au quartier que les répondants expliquent, entre autres, par la solidarité et l'entraide entre voisins (ces deux termes sont d'ailleurs ceux qui reviennent le plus souvent lorsque les gens de Baillergeau parlent du voisinage). Plusieurs activités collectives antérieures au séisme, tel le bétonnage de corridors, ont pu favoriser le rapprochement des habitants en plus d'augmenter l'attachement au quartier.

La situation est tout autre à Morne Lazarre bien que l'aide entre voisins soit semblable en terme d'actions et de ressources : recherche de survivants dans les décombres, dons de nourriture, d'eau et de vêtements et, dans une moindre mesure, du support moral. À la différence de Baillergeau, les rapports entre voisins sont moins intenses. D'ailleurs, plusieurs répondants affirment n'avoir reçu aucune aide de leurs voisins. Aussi, le départ de nombreux habitants a grandement réduit les possibilités d'entraide.

Le pillage généralisé des ruines est aussi le fruit du départ massif de milliers d'habitants. La quantité de ruines à surveiller par un nombre restreint de personnes a rendu la surveillance informelle impossible. De plus, le « chacun-pour-soi » a fait en sorte que les habitants qui sont restés s'occupaient de leurs affaires et non de la surveillance de celles des autres.

Toutefois, la création des petits camps de fortune relève du réseau de voisinage. Avant le tremblement de terre, les relations sociales peu développées se résumaient le plus souvent à saluer les voisins. Après la catastrophe, ceux qui sont restés dans le quartier se sont rassemblés avec les gens qu'ils connaissaient : leurs voisins. Ainsi, des ménages provenant des mêmes zones du quartier se sont retrouvés dans chacun des petits camps. Cette épreuve a, en quelque sorte, forcé les habitants à s'unir à petites échelles. Il y a donc eu un renforcement du lien social dans le réseau de voisinage.

Ce renforcement du lien social entre voisins a permis aux habitants de s'organiser à petite échelle. À long terme, cette situation freine pourtant la création d'un comité de quartier, car aucun des leaders de chacun des camps n'arrive à s'imposer à l'échelle de Morne Lazarre. Sans créer de tensions, ce phénomène devient un handicap dans la mesure où la loi du « chacun-pour-soi » se transforme en « chacun pour son camp », ce qui rend difficile les collaborations avec les ONG ou les agences internationales.

En ce qui concerne les rapports entre la majorité pauvre du quartier et les riches des villas, ils n'ont pas changé. En fait, le dialogue entre ces deux classes sociales n'a jamais existé ; le tremblement de terre n'a pas transformé cette situation.

3.2.3 Le réseau associatif

Très dynamique depuis de nombreuses années, le comité de quartier de Baillergeau illustre l'impact positif que peut avoir le réseau associatif dans une communauté. L'impact positif est, entre autres, tributaire de la capacité du comité à mobiliser les gens du quartier. De plus, les leaders qui composent ce comité, forts et légitimes aux yeux de la population locale, restent présents pendant toutes les opérations qui concrétisent les décisions adoptées en conseil. Preuve de leur efficacité, le comité de quartier de Baillergeau a réussi à maintes reprises à mener à terme différents projets avant et après le tremblement de terre.

Le comité de quartier de Baillergeau a eu la chance de ne perdre aucun membre actif, ce qui lui a permis de réagir vite sans devoir se restructurer autour de nouveaux leaders. Avec le tremblement de terre, il a changé ses priorités, ce qui en fait un groupe en extension, c'est-à-dire qui poursuit des tâches non régulières avec la même structure (Drabek et coll., 2003). En effet, il a plutôt répondu aux besoins dictés par la situation post catastrophe : sortir les gens des décombres et obtenir des outils pour le faire avec efficacité ; trouver un camion pour amener les blessés vers un centre de santé ; chercher un site pouvant accueillir une fosse commune afin

d'enterrer les morts. Ces actions représentent une réponse rapide devant l'ampleur des dégâts et des pertes causés par la catastrophe. Sans comité vraiment organisé, la réaction aurait sans doute été plus laborieuse²⁴.

Par la suite, le comité a développé des partenariats avec des ONG, non seulement pour obtenir de la nourriture, de l'eau et des matériaux de construction pour les abris provisoires, mais pour assurer la salubrité, l'hygiène et le déblaiement du quartier. De plus, le comité de quartier a veillé à ce que la distribution de ces ressources soit le plus équitable possible pour l'ensemble de la population de Baillergeau. Comme nous l'avons démontré au chapitre précédent, les ententes concernant le déblaiement constituent un excellent exemple de l'efficacité du comité de quartier. Sa présence a assuré la rapidité du déblaiement et le fonctionnement relatif du *Cash for Work*. C'est aussi grâce à lui que la crise du choléra a été résorbée. En effet, les pressions du comité exercées sur ACF pour que l'organisation n'enlève pas les latrines, continue de distribuer des kits d'hygiène et d'informer la population sur la maladie furent des actions essentielles pour en limiter la propagation.

Le comité a su entretenir des liens et travailler de concert avec le GRET afin d'améliorer la qualité de vie du quartier, ce qui a, entre autres, permis de rétablir des services urbains comme les fontaines d'eau. Ce partenariat a aussi donné accès à de nombreuses ONG de sorte que le comité de quartier a conclu des ententes concernant principalement l'aide d'urgence et le déblaiement. En fait, ce lien très fort avec le GRET est un élément essentiel pour la résilience du quartier. Sur le plan de la reconstruction, le comité reste très présent et demande, par exemple, aux habitants plus fortunés d'attendre avant de procéder à la reconstruction de leur

²⁴ Contrairement aux autres types de réseau dans Baillergeau, le réseau associatif est le seul à avoir vraiment évolué par l'ensemble de ses actions après la catastrophe.

habitation afin de faciliter la réalisation du projet de reconstruction de Baillergeau (partenariat entre le GRET, l'AFD et le comité de quartier). Ce projet pousse le comité à identifier les infrastructures qui devraient être implantées afin que la qualité de vie du quartier soit supérieure à ce qu'elle était auparavant. Aussi, le comité de quartier, toujours en partenariat avec le GRET, a permis à une vingtaine de maçons de se former aux techniques de construction parasismique, et a exprimé le désir de recevoir une formation sur la gestion de risques et de catastrophes.

Ainsi, le comité de quartier a été au cœur des interventions dans le quartier. Il a su réagir à l'urgence de la situation : trouver et distribuer différentes ressources ; faire travailler de nombreux sans-emploi grâce au *Cash for Work* ; identifier les besoins des habitants en infrastructures et en matériel ; mobiliser la communauté dans le rétablissement du quartier ; informer les habitants sur différents enjeux de santé et de sécurité publique ; et gérer des budgets qui lui étaient alloués.

Le quartier a aussi vu l'émergence d'une autre organisation locale : le CASCH. Cette nouvelle organisation est un groupe émergent (Drabek et coll., 2003), c'est-à-dire qu'il poursuit des tâches non régulières avec une structure nouvelle. Ce regroupement n'est nullement en compétition avec le comité de quartier qui a même appuyé l'avènement de celui-ci. Les projets du CASCH touchent pour l'instant à la santé : il organise des campagnes d'informations et donne des pastilles qui purifient l'eau. Le CASCH veut aussi relever d'autres défis tels que fournir du microcrédit aux commerçants et établir une école professionnelle dans le quartier. S'il y parvient, sa contribution aura été considérable. Essentiellement dirigée par des jeunes du quartier, cette nouvelle organisation leur donne l'opportunité de s'initier au développement communautaire. Ainsi, l'avenir du comité de quartier est peut-être assuré grâce à l'implication de ces jeunes.

À Morne Lazarre, comme il n'existait aucun comité de quartier avant le séisme, la situation diffère sur plusieurs points. À cette absence, s'ajoute celle de leaders locaux capables de représenter la population et de nouer des liens avec différentes

organisations. Avant le tremblement de terre, les gens de Morne Lazarre, un peu plus fortunés qu'à Baillergeau, n'ont peut-être pas cru utile ou nécessaire de s'unir.

Après le tremblement de terre, ce manque de leadership et d'organisation locale s'est drôlement fait sentir. Chaque tentative d'aide de la part d'une ONG ou d'une agence gouvernementale s'est soldée par un échec, car il n'y avait aucun lien de confiance entre les partis en présence. De plus, une compétition divisait chacun des leaders des minicamps qui voulaient obtenir le plus de ressources possibles pour son seul bien-être personnel ou celui de son camp. La question de la distribution des matériaux illustre bien cette situation, car un nombre très restreint de personnes ont eu accès à ces ressources, et ce, au détriment de l'ensemble des habitants du quartier. Les magouilles associées à cette division ont mené à l'avortement des opérations de déblaiement avec USAID et GOAL, ce qui a miné le mince lien de confiance qui se construisait entre ces organisations et les habitants du quartier.

Malgré tout, une organisation de femmes a vu le jour à l'échelle du quartier : l'OFAMOLA. Le programme d'alphabétisation mis en place par cette organisation a profité à une cinquantaine de femmes réussissant ainsi à améliorer les conditions de vie de quelques-unes.

Le réseau associatif de Morne Lazarre, inexistant avant la catastrophe, a du mal à se construire. Le manque de leadership local est flagrant. Le « chacun-pour-soi » anéantit presque systématiquement les efforts de ceux qui veulent doter le quartier d'un comité solide et légitime. Ce déficit organisationnel annihile toutes les actions : rien ne bouge, aucune entente n'est adoptée avec les organisations d'aide humanitaire. De plus, cette absence de structure organisationnelle locale ne permet pas de canaliser les énergies et les ressources communes en fonction d'un projet commun : la réhabilitation du quartier.

5.1.4 Le réseau religieux

À Morne Lazarre et à Baillergeau le réseau religieux a aidé un peu les fidèles des églises évangéliques. Le système de fidélisation, présent avant la catastrophe, s'est renforcé avec le tremblement de terre. Parmi les répondants des deux quartiers, seuls les membres d'églises évangéliques reçurent une aide, qui se limite à offrir de la nourriture (un repas en général) et des kits d'hygiène. Dans un seul cas, une église a donné un coup de main pour débayer un terrain. Ainsi, à l'échelle de chacun de ces quartiers, l'importance du réseau religieux est moindre à l'exception de deux actions menées dans Baillergeau.

Quelques années avant le séisme, le pasteur du quartier a ouvert une école pour les jeunes enfants. Avec l'aide du comité de quartier, il a remis en fonction l'école détruite et inactive depuis plusieurs mois. La deuxième action concerne les églises catholiques de Baillergeau, qui ont célébré une messe commémorative le 12 janvier 2011 afin d'honorer la mémoire des disparus du quartier.

5.1.5 Le réseau politique

Le réseau politique s'est écroulé avec le séisme. Il n'a donc été d'aucun secours dans les quartiers à l'étude, surtout qu'ils ne sont pas centraux. En effet, les quelques ressources allouées par l'État haïtien pour le déblaiement et la reconstruction ont été surtout affectées aux centres-villes de Port-au-Prince et de Pétion-Ville et dans d'autres secteurs de la ville jugés névralgiques.

5.2 L'impact du capital social

Cette typologie des réseaux sociaux met en évidence la distinction entre le capital social des ménages et le capital social des communautés. Bien que les deux soient liés, ils demeurent différents par les ressources matérielles et immatérielles que chacun d'eux peut potentiellement procurer aux habitants des quartiers via les différents types de réseaux.

Dans le cas du capital social des ménages, il comprend les liens familiaux et de voisinage. Les ressources potentiellement accessibles (vêtements, nourriture, support moral, aide à la construction d'abri, etc.) n'ont généralement pas une grande valeur monétaire à l'exception de certains transferts de fonds. L'accès à ces ressources est néanmoins indispensable à la survie des ménages. De plus, les réseaux familial et de voisinage forment, en quelque sorte, la fondation du capital social de la communauté. Sans ces liens forts, qui unissent la base même d'une communauté, aucun leader ne peut vraiment parvenir à la mobiliser. D'ailleurs, le cas de Morne Lazarre reste assez frappant sous cet aspect.

Le capital social de la communauté se compose des réseaux sociaux ancrés dans le quartier en plus des liens tissés et entretenus à l'extérieur de celui-ci. Une communauté au capital social fort a donc des « interconnaissances » pouvant fournir des ressources utiles à l'ensemble de la communauté. À Baillergeau, le dynamisme du comité de quartier est l'expression de la force interne du capital social, qui institutionnalisé de façon plus ou moins formelle, devient un moteur de changement pour l'ensemble de la communauté. La relation de confiance bidirectionnelle durable entre le GRET et le comité de quartier a permis à celui-ci de capter des ressources difficiles à atteindre autrement. En référant des ONG d'urgence à Baillergeau, le GRET a montré qu'il faisait confiance au comité et à la communauté de ce quartier. Ces ressources ainsi obtenues ont vraiment favorisé un retour à la normale dans le quartier.

Le constat de Dynes (2005), qui affirme que le capital social est la seule forme de capital qui est renouvelée et améliorée pendant la période suivant immédiatement une catastrophe s'avère, dans le cas des quartiers à l'étude, vrai. Néanmoins, l'intensité du capital social préexistant semble être la variable qui détermine l'ampleur du renouvellement et de l'amélioration de celui-ci au cours de cette période. En effet, le capital social collectif de Morne Lazarre était presque nul avant

le tremblement de terre. Par la suite, il y a bel et bien eu un progrès qui s'est opéré sur ce plan (si on ne tient pas compte du départ massif d'une frange de la population), mais pas à l'échelle du quartier. Le capital social s'est amélioré principalement par rapport aux liens de voisinage à la base de l'aménagement de chacun des minicamps. C'est ce qui explique que les répondants de ce quartier aient répondu en majorité qu'ils se sentaient plus proche des autres qu'avant la catastrophe. À Baillergeau, le renouvellement et l'amélioration du capital social se sont traduits par une entraide et une solidarité remarquable entre les habitants du quartier, mais aussi par l'obtention de ressources provenant de l'extérieur du quartier, dont la valeur monétaire est évaluée à quelques millions de dollars (près de 1,5 million seulement pour le déblaiement).

L'idée selon laquelle les communautés avec un capital social développé sont susceptibles de connaître une phase de réhabilitation et de reconstruction plus rapide et réussie (Nakagawa et Shaw, 2004) se vérifiera probablement dans les communautés étudiées. En effet, il est encore tôt pour évoquer une phase de reconstruction réussie, car elle commençait à peine lors de la réalisation des entretiens. À la vitesse où vont les choses à Baillergeau (pour le déblaiement, ou la recherche de financement pour des projets) tout porte à croire que ce sera le cas. Plus d'un an après le séisme, Baillergeau se trouvait nettement en avance par rapport à Morne Lazarre sur le plan de la réhabilitation du quartier : le déblaiement tirait à sa fin, les camps étaient résorbés (à l'exception de celui de Tapis-Rouge où il ne restait presque plus beaucoup de gens du quartier), les services urbains avaient tous repris, etc. Du côté de Morne Lazarre presque rien n'a changé depuis le tremblement de terre. Assurément, la reconstruction de ce quartier sera longue, voire très longue.

Le capital social explique également pourquoi les programmes d'aide humanitaire ne garantissent pas la résilience de tous les quartiers (Aldrich, 2010). L'exemple du *Cash for Work* est assez révélateur puisque les résultats, de ce programme

dispensé sensiblement de la même manière, ne sont pas les mêmes à Baillergeau et à Morne Lazarre. D'un côté, on retrouve une communauté mobilisée par des leaders de confiance, justes dans la répartition des tâches et des ressources, et une saine gestion des budgets alloués. De l'autre, les magouilles et les arnaques ont miné la confiance des ONG et des agences de développement envers les gens du quartier. Preuve de l'importance du capital social, le programme ne donne des résultats positifs qu'à Baillergeau, d'ailleurs cité en exemple. En effet, USAID s'est servi des bons résultats du programme de *Cash for Work* dans le quartier afin de publiciser dans son journal les bienfaits de son action. Le titre de l'article pourrait difficilement être plus explicite : « *Success Story ; Bringing Hope to Baillergeau* » (voir figure 5.1). Toutefois, l'article omet de mentionner à quel point cette communauté est unie, mobilisée, solidaire et expérimentée dans les accords avec des partenaires qui proposent des projets de ce type.



SUCCESS STORY

Bringing Hope to Baillergeau

Cash-for-work projects are cleaning up communities.



Mesidor Chassagne, a team leader with USAID's cash-for-work project in Baillergeau, is ready to clean the rubble and debris from his community.

March 2010 – While many communities are still reeling from the earthquake that laid waste to Haiti's capital, Port-au-Prince, on January 12, 2010, the neighborhood of Baillergeau has begun to see the first signs of recovery.

In February, the first cash-for-work laborers began clearing rubble from Corridor Madan Parrain, a 150-meter road in the densely populated community. Although the road is relatively short, the heavily used corridor was rendered impassable by the massive volume of debris.

Mesidor Chassagne, a 33-year-old Baillergeau resident who lost everything in the earthquake, including five family members and his computer service business, is leading a cleanup team in the community. "After the earthquake," he said, "I felt alone, depressed. I would run into the street like a madman because I lost my mother, two sisters, and two children."

Mesidor supervises 91 workers from Baillergeau in the USAID-supported effort, and the early benefits are showing. Workers and their families have income for the first time in over a month. The infusion of cash is helping people rebuild their lives, providing them with the means to buy food, medicine, clothing, and supplies for their temporary shelters.

"This is a very good project for me," Mesidor said. "The people are happy because the majority of young people did nothing, but now they are working."

Most of Mesidor's team members lost family members during the quake. "So this work increases people's morale and helps them forget the bad times experienced during the earthquake," he said. "USAID helps us a lot and has stimulated much work for the progress of the area."

People are returning to their destroyed homes to salvage personal items and valued possessions. Some are beginning to clear lots as the first step to rebuilding. And since people have earnings, vendors are returning to sell goods and services. The neighborhood and its economy are being rejuvenated.

"I'll save some money from this work to prepare for the birth of my child in June," Mesidor beamed. "If the project lasts longer," he said, "I'll raise money to restart my business."

Figure 5.1 Article de USAID sur les succès de l'aide américaine à Baillergeau (Tiré du site <http://www.usaid.gov>, consulté le 15 avril 2011)

Toujours selon Aldrich (2010), après une catastrophe, les communautés bien organisées surmontent mieux les obstacles qui vont à l'encontre des actions collectives. Dans le cas de notre étude, le pillage démontre bien l'affirmation d'Aldrich : alors que Morne Lazarre a été pillé massivement, Baillergeau ne compte que quelques cas isolés de vols. Dans le premier quartier, le départ massif de résidants et le pillage qui en découle sont essentiellement tributaires du manque d'organisation de la communauté. Dans le second, une surveillance informelle a été assurée naturellement par les membres de la communauté qui se connaissent depuis longtemps. La question du traitement des corps des personnes décédées témoigne aussi de l'importance de l'organisation dans une communauté. À Baillergeau la presque totalité des corps ont été retirés des gravats pour être disposés dans une fosse commune ; à Morne Lazarre, des feux ont plutôt été allumés sur les décombres pour brûler les cadavres toujours ensevelis.

Comme l'indique UN-HABITAT, si

[...] des caractéristiques des quartiers précaires, comme l'accès à des services ou des densités, peuvent être clairement mesurées, d'autres, tel le capital social, ne peuvent pas l'être. Même avec des indicateurs bien établis, les mesures peuvent être problématiques et des références acceptables ne sont pas faciles à établir. (UN-HABITAT, 2003, p. 11)

Même si des indicateurs sont difficilement quantifiables, rien ne nous empêche de donner des qualificatifs au capital social pour en comprendre les impacts. Comme nous venons de le démontrer, il est possible de déterminer – à petite échelle – quels sont les mécanismes sociaux qui sous-entendent les disparités du capital social, mais aussi comme nous le verrons, de la résilience de Baillergeau et de Morne Lazarre.

5.3 La résilience

5.3.1 Le maintien d'un niveau acceptable de fonctionnement et de structure

Une catastrophe comme le tremblement de terre en Haïti, constitue une perturbation majeure, par ses impacts négatifs, du système social des communautés touchées qui doivent s'adapter à leur nouvelle condition. Néanmoins, une communauté résiliente, selon la définition²⁵ de l'UNISDR, adoptée dans le cadre de cette recherche, ne tardera pas à retrouver un niveau acceptable de fonctionnement et de structure : elle reprendra peu à peu ses activités de tous les jours qui se rapprocheront ainsi de ce qu'elles étaient avant la perturbation. Plus d'un an après le tremblement de terre, seul Baillergeau répond à ce critère.

Le retour à un fonctionnement normal se constate par certains indicateurs facilement observables comme la reprise du travail par les commerçants. En effet, ceux-ci se trouvent souvent à la base de l'économie quotidienne qui se pratique dans les quartiers précaires. Ainsi, la reprise de la desserte commerciale locale permet aux habitants de retrouver certaines de leurs habitudes.

La recrudescence du commerce conjuguée à celui des services urbains (eau, électricité, école, etc.) ont favorisé un retour vers un fonctionnement normal à Baillergeau. Ici, le *Cash for Work* a vraiment donné un sérieux coup de main pour relancer l'économie locale. Selon les habitants du quartier, le nombre de

²⁵ Rappel de la définition: La résilience représente la capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société susceptible d'être exposé à des aléas à s'adapter, en résistant ou en changeant, afin d'atteindre et de maintenir un niveau acceptable de fonctionnement et de structure. Elle est déterminée par le degré avec lequel le système social est capable de s'organiser pour accroître sa capacité d'apprentissage des catastrophes passées afin d'être mieux protégé dans le futur et d'améliorer les mesures de réduction de risque. (UNISDR, 2005, p. 4)

commerçants a augmenté, en comparaison de ce qu'il était avant la catastrophe. De plus, l'offre commerciale s'est diversifiée, comme en témoigne l'ouverture d'un cybercafé.

Du côté de Morne Lazarre, la reprise de certains services urbains a assurément aidé les habitants du quartier. Par contre, le départ d'une frange importante de la population (une clientèle potentielle) et l'échec du *Cash for Work* n'ont pas permis aux commerçants de redémarrer leurs activités. Leur nombre minime ne se compare en rien, selon les répondants, à ce qu'il était avant le séisme.

Aussi, lorsque les ménages se réinstallent sur le site (dans un abri temporaire ou une maison de bois) de leur ancienne habitation, situation tributaire de l'état d'avancement du déblaiement des quartiers, ils retrouvent leurs repères antérieurs à la catastrophe, car cela favorise un retour à leurs habitudes de vie. Ils réempruntent dorénavant leurs parcours à travers le quartier, revoient leurs voisins et parfois même leurs commerçants. De même, habiter de nouveau sur le site d'origine permet aux ménages de quitter les camps de réfugiés.

Sur ce dernier point, on voit comment un déblaiement efficace joue un rôle majeur dans le retour à un fonctionnement normal du quartier. D'ailleurs, Baillergeau en est le parfait exemple : les camps se sont résorbés assez rapidement ; la grande majorité des habitants se sont réinstallés sur le site de leur ancienne habitation ; beaucoup de petits propriétaires ont réussi à obtenir des petites maisons de bois visibles partout dans le quartier. Les abris temporaires, bien consolidés, demeurent nombreux. Les anciens corridors, l'équivalent de nos ruelles, sont conservés et entretenus par les voisins les empruntant.

Les efforts de déblaiement n'ont pas porté fruit à Morne Lazarre de sorte que la population demeure dans les minicamps. Seuls quelques ménages mieux nantis ont réussi à déblayer leur terrain et parfois même à reconstruire. Reste que très peu d'habitants sont retournés sur le site de leur habitation d'origine. Par conséquent, le quartier n'a pas retrouvé son fonctionnement normal.

Un autre signe d'un retour à la normale est la vie nocturne. Avant le 12 janvier 2010, la vie des quartiers précaires le soir était assez dynamique. Des bars et d'autres lieux de socialisation, comme les terrains de football, représentent des foyers de rencontres, où les habitants échangent, discutent et s'amuse. Pour que cette vie nocturne refasse surface, la présence de trois éléments s'avèrent indispensables : de l'éclairage, des places dégagées et des commerçants de boissons et de nourriture.

Les gens de Baillergeau ont réussi à répondre à ces trois éléments grâce à l'installation de lampadaires solaires, au déblaiement et au retour des commerçants. Maintenant, les habitants déambulent sur la rue principale, profitent du cybercafé, prennent une bière (s'ils en ont les moyens), jouent au football, etc. Bref, la vie a repris son cours normal : « Le quartier est loin de ce qu'il était avant en matière de beauté de construction. Mais au niveau fonctionnel, on peut dire que c'est *ok*. Le déblayage donne des emplois, des sous et ça aide les commerçants. D'ailleurs, il y en a plus qu'il y en avait avant », affirme Louis, un homme très impliqué dans le comité de quartier.

L'ambiance diffère à Morne Lazarre : l'heure n'est pas aux réjouissances. Un minicamp occupe toujours le terrain de football, l'éclairage nocturne n'est pas rétabli, les gens ne dépensent plus d'argent, et les bars et cybercafés n'ont pas repris leurs activités. Seuls subsistent deux ou trois petits commerçants capables de fournir une bière fraîche. D'ailleurs, Fred, un jeune dans la vingtaine, raconte avec conviction que le « quartier est nettement différent. Avant [le 12 janvier 2010], j'allais dormir à 10h. Maintenant, j'y vais à 7h. Il n'y a plus d'ambiance et d'endroits pour s'amuser ».

5.3.2 La capacité d'auto-organisation de la communauté touchée

La capacité d'auto-organisation des communautés affectées par le séisme est un facteur central dans la résilience de celles-ci. Cette capacité permet aux communautés de se prendre en charge (dans une certaine mesure), d'identifier ses priorités, ses besoins et de trouver des solutions pour réhabiliter leur milieu de vie. L'auto-organisation repose grandement sur l'intensité des types de réseaux sociaux (familial, de voisinage, politique, associatif et religieux) ainsi que sur les apprentissages réalisés lors de différentes collaborations.

À Baillergeau, l'auto-organisation a été assurée par le comité de quartier qui a géré l'organisation des secours d'urgence comme le plan de reconstruction. De plus, celui-ci a réussi à canaliser la volonté collective de réhabilitation du quartier grâce à différents projets dont il a été question précédemment. De plus, l'expérience acquise au fil des ans, avec le GRET par exemple, a servi à conclure des ententes avec une panoplie d'organisations (ACF, USAID, la Croix-Rouge, etc.), qui ont permis aux résidents du quartier de profiter d'aides variées de manière rapide et efficace. Baillergeau a aussi vu l'apparition d'un nouveau groupe local, le CASCH, qui veut contribuer à l'amélioration du quartier. Si son impact ne se fait pas encore sentir, sa présence témoigne tout de même d'une véritable volonté à développer des structures organisationnelles locales.

La capacité d'auto-organisation à Morne Lazarre est presque nulle : il n'existe pas de leadership local et légitime, de base mobilisable et d'expérience positive de partenariat. Le manque de structure sociale, déjà notoire avant le séisme, s'est aggravé avec l'état d'urgence. En ce sens, les conflits entre les leaders potentiels n'ont pas aidé le quartier, bien au contraire. De plus, les échecs relatifs aux tentatives de partenariat avec des ONG – pour le déblaiement et la distribution de matériaux – s'expliquent en partie par la présence de magouilles. Aussi, les leaders improvisés accusent un grand déficit de légitimité par rapport aux organisations d'aide et à la population locale. Bref, la création du regroupement des femmes de

Morne Lazarre (OFAMOLA) demeure le seul exemple concret d'auto-organisation à l'échelle du quartier, malgré que son impact soit très limité.

Le rôle joué par les réseaux de type familial, de voisinage et religieux est secondaire dans la capacité d'auto-organisation à l'échelle des quartiers. Ces types de réseaux permettent en temps de crise de conserver une certaine structure sociale, mais arrivent difficilement à mener des projets porteurs pour l'ensemble du quartier.

Dans le cas de Baillergeau, l'organisation de l'aide d'urgence par le biais des familles et du voisinage n'a eu un impact qu'à leur échelle. Les solidarités développées au fil des années ont favorisé, dans les jours suivant le séisme, un rapprochement des membres de la collectivité en plus d'un partage des ressources disponibles. Ces solidarités expliquent, par ailleurs, pourquoi la grande majorité des résidants est demeurée dans le quartier. De plus, la formation des camps s'est aussi organisée autour des liens de voisinage préexistants. En plus de faciliter le partage de ressources, ces relations offraient aux habitants la possibilité de garder certains de leurs repères. Néanmoins, l'organisation et l'approvisionnement des camps (en matériaux, en nourriture, en eau, etc.) demeurent généralement tributaires du travail du comité de quartier.

À Morne Lazarre, l'option privilégiée par les résidants fut celle de se regrouper en minicamps avec les voisins du secteur du quartier habité. C'est probablement la plus grande contribution de ce réseau en termes d'auto-organisation.

5.3.3 La capacité d'apprentissage des expériences passées

Pour être mieux préparé à l'éventualité d'une nouvelle catastrophe, la population des quartiers précaires, plus vulnérable aux impacts négatifs de tels événements, doit tirer des leçons de la catastrophe du 12 janvier 2010. L'apprentissage peut être de deux ordres, soit individuel ou collectif. Individuellement, il peut s'agir, par exemple, de prendre connaissance des informations sur les comportements à adopter en cas de catastrophe. Toutefois, l'impact éventuel de l'apprentissage se révèle plus

important sur le plan collectif. En effet, un quartier peut se doter de normes (même informelles) de construction, d'un plan d'urgence, d'un registre, etc.

Les habitants de Baillergeau ont presque unanimement répondu que ce qu'ils ont vécu depuis le 12 janvier 2010 leur serait utile si une nouvelle catastrophe devait avoir lieu. Dans les commentaires recueillis concernant l'apprentissage personnel, les répondants disent maintenant savoir : « [...]venir en aide aux autres », « [...] garder [s]on sang-froid », « [...] ce qu'il faut faire quand il y a un tremblement de terre », « [...] comment fonctionne la distribution de l'aide internationale », « [...] comment mieux réagir », « [...] comment déblayer », etc. Toujours sur le plan individuel, la plupart des habitants de Baillergeau affirment mieux s'informer, par le biais de radios locales, sur la météo (pour les ouragans) et sur le comportement à adopter en cas de catastrophe. De plus, bon nombre disent ne plus vouloir reconstruire en béton avec la technique d'avant le tremblement de terre.

L'expérience de coopération avec le GRET a consolidé plusieurs apprentissages sur le plan collectif. Aujourd'hui, le comité de quartier a su développer une expertise auprès des ONG d'urgence, ce qui n'était pas le cas avant le séisme. Ces collaborations auraient sans aucun doute un impact positif si une nouvelle catastrophe devait advenir. Aussi, la collaboration avec le GRET a permis de former des maçons du quartier aux normes de construction parasismique, ce qui devrait améliorer la qualité et la solidité des nouvelles constructions. De plus, le comité de quartier a demandé au GRET une formation sur la gestion de risques qui comprendrait des ateliers sur le secourisme et l'administration des premiers soins. Enfin, un des membres importants du comité de quartier a indiqué que des sous-comités sont en création pour décentraliser la distribution, ce qui permettra « [...] d'être plus efficace et de faire participer plus de monde. Aussi, cela peut servir de réseau interne au quartier pour des cas d'urgence ».

L'apprentissage individuel à Morne Lazarre ressemble à celui de Baillergeau. Les gens s'informent par l'entremise de la radio sur le comportement à adopter lors de tremblement de terre. Ils ne veulent plus des mêmes habitations en béton. Dans l'optique d'un nouveau tremblement de terre, moins de la moitié des répondants affirment que leur expérience du 12 janvier leur serait utile. Néanmoins, plusieurs autres s'en remettraient à Dieu pour leur venir en aide. Presque l'ensemble des répondants dit faire plus attention aux autres et s'être rapproché des membres de leur communauté. Bref, les gens se connaissent davantage, ce qui constitue un point très positif par rapport à la quasi-absence d'entraide qui prévalait avant janvier 2010.

Collectivement, à Morne Lazarre aucune mesure n'a été prise. « C'est plus personnel que collectif », reconnaît un répondant fin trentaine. Encore une fois, l'absence d'un comité de quartier, de collaboration avec des organisations étrangères et de leadership local, rend difficile les possibilités d'apprentissage collectif.

Tableau 5.1 Comparaison des quartiers à l'étude par rapport aux trois critères de résilience

Résilience	Baillergeau	Morne Lazarre
Maintien d'un niveau acceptable de fonctionnement et de structure	<ul style="list-style-type: none"> -Peu de gens ont quitté le quartier; -Retour des services urbains; -Retour des commerçants; -Déblaiement très avancé; -Camps qui se sont résorbés; -Réinstallation des ménages sur leur terrain d'origine; -Retour d'une vie nocturne; 	<ul style="list-style-type: none"> -Beaucoup de gens ont quitté le quartier; -Retour de certains services urbains; -Le commerce ne redémarre pas; -Déblaiement de quelques terrains; -Toujours beaucoup de minicamps; -Pas de vie nocturne;
Capacité d'auto-organisation	<ul style="list-style-type: none"> -Leadership local fort; -Ententes de partenariat avec de nombreuses ONG; -Prise en charge des secours d'urgence; -Organisation des camps de réfugiés sur le territoire du quartier; -Identification des besoins; -Gestion des opérations de déblaiement; 	<ul style="list-style-type: none"> -Aucun leadership local; -Structuration sociale déficiente; -Ententes de partenariat avec des ONG qui ont été des échecs; -Création d'un groupe (OFAMOLA) destiné à alphabétiser les femmes du quartier.

	<ul style="list-style-type: none"> -Élaboration d'un plan de reconstruction du quartier; -Mobilisation des membres de la communauté dans le cadre des différentes opérations; -Création d'un nouveau groupe local (le CASCH). 	
Capacité d'apprentissage des expériences passées afin d'être mieux préparé dans l'éventualité d'une nouvelle catastrophe	<ul style="list-style-type: none"> -Formation de maçons aux normes parasismiques; -Capacité à travailler en partenariat avec les ONG; -Création de sous-comités; -La population s'informe par l'entremise de la radio sur comment agir en cas de crise. 	<ul style="list-style-type: none"> -Aucune mesure collective; -La population s'informe par l'entremise de la radio sur comment agir en cas de crise.

5.4 Retour sur l'hypothèse

À la lumière des informations obtenues et des observations effectuées, nous pouvons confirmer l'existence d'un phénomène de résilience dans certains quartiers précaires de l'agglomération de Port-au-Prince. Dans les deux zones à l'étude, Baillergeau, à l'inverse de Morne Lazarre, répond aux critères de la définition de l'UNISDR d'une communauté résiliente.

En effet, la communauté de Baillergeau a démontré sa capacité à s'adapter pour retrouver et maintenir un niveau de fonctionnement et de structure. Le système social du quartier s'est auto-organisé et a accru sa capacité d'apprentissage dans le but d'être mieux protégé et d'améliorer les mesures de réduction de risque. Du côté de Morne Lazarre, aucun des critères de la définition UNISDR n'est atteint. La communauté du quartier n'a pas retrouvé un fonctionnement proche de la normale ; le système social, déjà faible, s'est presque totalement effondré ; et la capacité d'apprentissage ne s'est pas réalisée.

Afin d'expliquer les disparités entre la résilience de Baillergeau et la non-résilience de Morne Lazarre, il faut se tourner vers le capital social de ces communautés, compris sous la forme de réseaux sociaux préexistants. Parmi les cinq types de réseaux sociaux, ceux familial, de voisinage et religieux ont joué des rôles secondaires, mais essentiels, dans la résilience de Baillergeau. Les deux premiers ont démontré l'intensité des liens unissant les habitants de Baillergeau qui partageaient les vivres, le logement et s'entraidaient pour des tâches variées ; le troisième a permis, par l'entremise du pasteur, de remettre sur pied l'école. L'intensité moindre de ces trois types de réseaux à Morne Lazarre s'observe notamment par le départ d'une majorité de résidents. Par contre, ceux qui sont restés ont témoigné de l'importance du réseau de voisinage pour leur survie – seul réseau vraiment actif pendant cette crise. À l'instar des habitants de Baillergeau, ceux de Morne Lazarre affirment que les liens les unissant se sont renforcés, ce qui constitue un point très positif vu le manque de structuration sociale du quartier. Néanmoins, le champ d'action du réseau de voisinage se limite à des échanges de vivres et de vêtements. Aussi, le réseau religieux de Morne Lazarre est inexistant, car il dépend des pasteurs des églises des quartiers adjacents.

La différence la plus marquante entre les deux quartiers, pour l'auto-organisation et le retour à un fonctionnement normal, se situe sur le plan du réseau associatif. Le réseau associatif de Baillergeau était déjà, avant le 12 janvier 2010, très dynamique,

car le comité de quartier canalisait la volonté collective d'améliorer le quartier. Au fil des ans, il a développé une riche expérience en matière d'identification de besoins, de partenariats avec des organisations d'aide humanitaire et, dans une certaine mesure, de gestion de projet. Légitime aux yeux de la population locale et des différents partenaires, dont le GRET, le comité a assuré un fort leadership local dans la communauté. Ce bagage d'expériences a servi tant le quartier que le comité suite au séisme. De la gestion de l'état d'urgence, du déblaiement, de la distribution de vivres et de matériaux pour des abris temporaires, en passant par l'établissement d'accords divers pour différents services, jusqu'à la création d'un plan de reconstruction du quartier, le comité a su changer ses priorités afin d'être en mesure de réhabiliter le quartier. L'obtention de ressources matérielles et immatérielles s'est ainsi avérée plus facile. Aussi, les leaders du comité ont été capables de mobiliser la communauté par rapport à différents projets. Bref, l'importance de ces leaders ne doit être en aucun cas sous-estimée : le lien de confiance entre les organismes d'aide humanitaire et le quartier repose sur leurs épaules.

Du côté de Morne Lazarre, le réseau associatif était inexistant avant la catastrophe, une situation qui n'a pas évolué au courant de l'année qui a suivi. Outre l'OFAMOLA, des comités à l'échelle de chacun des minicamps ont vu le jour, mais se sont mis en compétition, ce qui a nuit aux relations avec les ONG. L'absence de leader reconnu et légitime a aussi fragilisé ce lien de confiance, que les nombreuses magouilles ont finalement détruit. Au final, les habitants de Morne Lazarre se sont retrouvés avec peu de ressources potentiellement accessibles.

Tout comme Aldrich (2010) l'affirmait, notre étude démontre aussi qu'un quartier, doté d'une communauté avec un capital social fort avant une catastrophe, conserve facilement ses habitants après celle-ci. À Baillergeau, les habitants restaient ou revenaient, car ils savaient que la communauté allait travailler dans l'optique de trouver des ressources et ainsi rebâtir le quartier. À Morne Lazarre, la faiblesse du capital social de la communauté, et donc de l'attachement à cette dernière, a

favorisé le départ massif de la majorité des habitants après le séisme. Ceux-ci ne sont pas revenus, car il n'y a aucun intérêt à retourner dans un quartier où il ne se passe presque rien sur plan de l'aide humanitaire, du déblaiement et de la reconstruction.

Finalement, le capital social est le facteur qui explique le mieux pourquoi la résilience s'opère ou non dans les quartiers précaires à l'étude. Aucun des quartiers n'a profité d'un avantage quelconque par rapport à l'autre, par exemple d'une intervention de l'État pour le déblaiement comme cela fut le cas dans certains quartiers centraux de l'agglomération. Étant donné les faibles ressources financières des habitants de Baillergeau, l'atteinte de ressources matérielles et immatérielles est liée « [...] à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interconnaissance » (Bourdieu, 1982, p. 2). À Morne Lazarre, la presque inexistence des liens entretenus entre les habitants et la destruction du mince lien de confiance avec les ONG ont limité l'atteinte de ressources et la capacité d'auto-organisation. Aussi, l'hypothèse selon laquelle la population des quartiers au capital social développé avant la catastrophe se caractériserait par une tendance à rester ou à revenir dans leur quartier a été vérifiée au cours de cette recherche. Ainsi, dans les quartiers précaires, résilience va de pair avec l'intensité du capital social.

CONCLUSION

Pour des millions de personnes vivant dans des quartiers précaires, les catastrophes naturelles demeurent une grande menace. Il est donc primordial de poursuivre la recherche tant sur les milieux précaires que sur les désastres. En ce sens, les études sur la résilience urbaine et le capital social (certaines soulignent aussi l'apport des réseaux sociaux) contribuent de façon significative à l'avancement des connaissances. Toutefois, peu de chercheurs se sont penchés sur le rôle du capital social, basés sur des types de réseaux sociaux préexistants dans les quartiers précaires, et leurs réponses lors d'une catastrophe pour deux raisons principales. Premièrement, l'étude des réseaux sociaux des quartiers précaires, « [...] demeure [...] une approche encore peu documentée, à l'exception des stratégies résidentielles et du phénomène des associations locales » (Goulet, 2006, p. 147) et que chaque quartier précaire a ses propres dynamiques sociales. À cet effet, Véron note que « [...] l'univers des bidonvilles est plus divers qu'on ne pourrait le croire » (Véron, 2006, p. 81). Deuxièmement, les études sur les catastrophes et les milieux urbains précaires insistent le plus souvent sur leur vulnérabilité (Davis, 2006; Sanderson, 2000; Varley, 1994; Bolin et Stanford, 1998) plutôt que sur leur capacité de résilience. L'explosion des milieux urbains précaires dans les pays en développement met en évidence la pertinence de poursuivre ce type de recherche.

Cette étude a présenté le cas de deux quartiers durement touchés par le séisme du 12 janvier 2010 qui se situent à deux extrêmes en ce qui concerne le capital social préexistant. D'un côté, Baillergeau, fort de sa tradition communautaire, est probablement un des quartiers précaires de l'agglomération de Port-au-Prince qui a

développé et entretenu le plus son capital social. De l'autre, Morne Lazarre, avec son manque flagrant de structure sociale et de liens forts entre ses habitants avant le séisme, se trouve du côté des quartiers au capital social très faible. Leur histoire respective démontre clairement comment une communauté durement éprouvée par une catastrophe peut se relever ou s'effondrer. Cette recherche met aussi en lumière que le capital social préexistant a une influence plus grande sur le retour au fonctionnement normal que le degré de destruction physique des bâtiments.

Il est possible d'appliquer les résultats obtenus à l'ensemble des quartiers précaires de Port-au-Prince, bien que les figures de cas soient variées. Certains quartiers, principalement ceux centraux, ont accueilli des camps de réfugiés, ont reçu une aide directe de l'État pour le déblaiement ou ont fait l'objet de plan de reconstruction provenant aussi de l'État (par exemple Fort National). Ces facteurs doivent donc être pris en compte dans une analyse du même type. Pour ce qui est des quartiers périphériques semblables à Morne Lazarre et Baillergeau, les résultats de cette recherche fournissent des pistes de réflexion sur les disparités existantes par rapport à la résilience des communautés. Comme Morne Lazarre et Baillergeau sont aux antipodes sur le plan du capital social préexistant, il est possible d'imaginer l'éventail de quartiers se situant entre les deux sur ce plan. Ainsi, peut-être qu'il serait possible d'évaluer le degré de résilience de l'ensemble de ces quartiers de manière à mieux la favoriser.

Cette étude aide aussi, dans une certaine mesure, à mieux comprendre comment l'aide internationale est captée par la population des quartiers précaires, ce qui pourrait servir à offrir une aide encore plus efficace lors de catastrophes similaires. Par exemple, en identifiant les leaders locaux légitimes, qui savent cerner et nommer les besoins de leur quartier, les organismes d'aide pourraient diriger l'aide d'une manière plus adéquate et efficace. De plus, cette recherche souligne l'importance de l'*empowerment* et du renforcement des capacités locales des populations étudiées. Les ONG et autres agences gouvernementales d'aide humanitaire devraient les

inclure le plus possible dans l'ensemble des opérations de terrain. Ainsi, ces populations gagneraient, en plus de matériaux et de vivres de première nécessité, des apprentissages utiles pour leur futur. Du côté des quartiers au capital social faible, ces mêmes organisations devraient sans doute revoir leurs façons de faire. Ces quartiers demandent plus d'encadrement, donc une présence plus intensive des humanitaires. En fait, une aide adaptée au caractère social des quartiers précaires donnerait sans aucun doute des résultats plus intéressants à long terme. L'objectif de cette étude n'est pas de faire l'apologie du capital social et de la seule prise en charge des habitants des quartiers précaires par eux-mêmes. Elle ne veut en rien réduire l'importance indéniable de l'aide internationale et du rétablissement de l'État haïtien, mais plutôt témoigner de l'importance des liens sociaux et de l'impact de ceux-ci lorsqu'une catastrophe se produit.

Les microcosmes que sont les quartiers précaires sont souvent décrits par la promiscuité des habitants, l'informalité de l'économie, le statut souvent flou de la propriété foncière, les conditions d'hygiène difficiles, la vulnérabilité, etc. Par contre, ces quartiers se caractérisent aussi généralement par une vie sociale foisonnante, une solidarité humaine impressionnante, une débrouillardise et un courage indéniable de la part des plus pauvres. Changer le regard que l'on porte sur ces milieux est sûrement le premier pas à faire pour mieux les comprendre. Tout n'est pas totalement noir ou blanc, les zones grises sont nombreuses et les nuances importantes.

Ainsi, la compréhension des dynamiques sociales de l'agglomération métropolitaine de Port-au-Prince passe par une analyse propre à chaque quartier. Les impacts des catastrophes révèlent la nature de l'intensité des liens sociaux et de la capacité, selon les expériences passées, de prise en charge locale. Cela explique pourquoi un même projet réalisé dans deux quartiers différents, avec les mêmes ressources financières et matérielles ne donnera pas des résultats identiques.

APPENDICE A

LES GUIDES D'ENTRETIEN

A.1 Guide d'entretien destiné aux résidents des quartiers (version française)

Adresse:

Nom, sexe et âge du répondant:

Nombre de membres dans le ménage (adultes, enfants, hommes, femmes):

1. Localisation et statut

1.1 Quel est le nom de votre quartier?

1.2 Depuis combien de temps habitez-vous le quartier?

1.3 Êtes-vous propriétaire? Locataire? Occupant? (Précisez le statut par rapport au logement et par rapport au terrain). Si vous êtes locataire ou occupant, savez-vous où habite le propriétaire?

2. L'adaptation, la résistance ou le changement, en vue de maintenir un niveau acceptable de fonctionnement et de structure.

2.1 Quels impacts le tremblement de terre a-t-il eu sur le quartier et la communauté?

2.2 Y a-t-il beaucoup d'habitants du quartier qui l'ont quitté après le tremblement de terre? Si oui, pourquoi? Destination? Sont-ils revenus?

2.3 Quelle était votre occupation avant le tremblement de terre? Quelle est-elle aujourd'hui?

2.4 Aviez-vous accès à des services comme l'eau potable, l'école pour les enfants, des latrines, une clinique de santé, à de l'électricité, avant le tremblement de terre?

2.5 Est-ce que ces services ont été rétablis? Si oui, de quelle façon et combien de temps après le tremblement de terre?

2.6 Est-ce que les habitations détruites ou fragilisées par le tremblement de terre ont commencé à être reconstruites?

2.7 Le quartier a-t-il retrouvé un fonctionnement se rapprochant de ce qu'il était avant le tremblement de terre? Si oui, comment? Si non, pourquoi?

3. Le degré de capacité d'organisation de la communauté touchée et le capital social

3.1 Le comité de quartier avait-il permis des améliorations ou pris des actions concrètes pour le quartier avant le tremblement de terre? Si oui, donner des exemples.

3.2 Le comité de quartier a-t-il joué un rôle afin de trouver des solutions après le tremblement de terre? Si oui, lequel et quelles solutions? Si non, pourquoi?

3.3 Avez-vous participé aux activités organisées par le comité de quartier?

3.4 Vos voisins vous ont-ils aidé après la catastrophe? Si oui, de quelle façon?

3.5 Avez-vous aidé vos voisins après la catastrophe? Si oui, de quelle façon?

3.6 Avez-vous reçu de l'aide de votre famille ou de vos proches (amis) après le tremblement de terre? Si oui, quel type d'aide (financière, support moral, aide à la reconstruction, hébergement, nourriture, etc.)?

3.7 Avez-vous aidé des membres de votre famille ou des proches après le tremblement de terre? Si oui de quelle façon?

3.8 Avez-vous reçu de l'aide de la part de l'église ou du temple du quartier? Si oui, quel type d'aide (support moral, etc.)?

3.9 Avez-vous reçu de l'aide d'organisations étrangères, du gouvernement ou d'une organisation locale? Si oui, quel type d'aide?

3.10 Y a-t-il une ou plusieurs ONG (organisations, associations, etc.) oeuvrant dans le quartier? Si oui, lesquelles? Que font-elles? Étaient-elles présentes avant la catastrophe?

3.11 Les liens unissant les habitants sont-ils plus forts qu'avant le tremblement de terre? Si oui, en quoi?

4. La capacité d'apprentissage des expériences passées afin d'être mieux préparé dans l'éventualité d'une nouvelle catastrophe.

4.1 Quelles leçons tirez-vous de cette expérience du tremblement de terre?

4.2 Si un nouveau désastre se présentait, croyez-vous que ce que vous avez vécu depuis le 12 janvier 2010 vous serait utile? Si oui en quoi?

4.2.1 Avez-vous pris des mesures tant sur le plan personnel que collectif permettant de faire face à un nouveau désastre?

A.2 Guide d'entretien destiné aux résidents des quartiers (version créole)

Adrès:

Non, sèks ak laj moun ki reponn lan:

Konbyen moun kap viv nan kay la (granmoun, timoun, gason, fanm)

1.Lokalizasyon ak estati?

1.1 Ki non katye ou abite a?

1.2 Depi konbyen tan ou abite nan katye a?

1.3 Eske ou gen kay? Ou nan Lwaye? Oubyen ou ilegal? (Di ki estati w pa rapò ak lojman e teren ou ye a). Si ou nan lwaye oubyen w ou ilegal? Eske ou konnen ki kote mèt kay la abite?

2. Kouman nou viv, fè rezistans oubyen chanjman, pou n kapab kenbe yon nivo nou ka asepte pou fonktyonman estrikti a.

2.1 Ki konsekans tranblemandetè genyen nan katye a ak kominote a?

2.2 Gen anpil moun ki kite katye a apre tranblemandetè a? Wi, poukisa? Ki kote yo ale? Eske yo tounen?

2.3 Ki sa ou t ap fè anvan tranblemandetè a? Ki sa w ap fè kounye a?

2.4 Eske ou te jwenn sèvis tankou dlo, lekòl pou timoun, twalèt, klinik sante, elektrisite, anvan tranblemandetè a?

2.5 Eske ou jwenn sèvis sa yo toujou? Wi, nan ki kondisyon ak konbyen tan apre tranblemandetè a?

2.6 Eske kay kite kraze yo oubyen andomaje apre tranblemandetè koumanse rekonstui?

2.7 Katye a koumanse reprann aktivite l menm jan ak anvan tranblemandetè? Wi, kouman? Non poukisa?

3. Nan ki nivo òganizasyon sosyal kominote a ye

3.1 Komite a ak aksyon li pran pèmèt kondisyon yo vin pi bon apre tranblemandetè a? Wi, bay kèk egzanp?

3.2 Komite katye a jwe yon wòl pou pèmèt nou jwenn yon solisyon apre tranblemandetè a? Wi, ki solisyon? Non, pouki?

3.3 Ou konn patisipe nan aktivite komite katye a konn òganize?

3.4 Moun ki abite bò lakay w te ede w apre katastwòf la? Wi kijan?

3.5 Ou te ede moun ki abite bò lakay w? Wi kijan?

3.6 Ou te resevwa èd nan men fanmiy ak zanmi apre tranblemandetè a? Wi, ki fason (lanjan, sipò moral, rekonstriksyon, ou te abite lakay yo, manje)?

3.7 Ou te ede fanmiy ak zanmi w apre tranblemandetè a? Wi, kijan?

3.8 Ou te resevwa èd nan men legliz oubyen lòt enstitisyon ki nan katye a? Wi ki fason (sipò moral. esetera.)?

3.9 Ou te resevwa èd nan men òganizasyon peyi letranje, gouvènman oubyen yon òganizasyon ki nan zòn lan? Wi , ki fason?

3.10 Gen anpil ONG (òganizasyon, asosyasyon, esetera.) k ap fè aktivite nan katye a? Wi, ou konnen yo, ki sa y ap fè? Yo te la anvan tranblemandetè a?

3.11 Moun yo te konn fè solidarite ant yo nan travay ansanm anvan tranblemandetè a? Wi nan kisa?

4. Kouman sa nou te aprann yo fè nou gen plis eksperyans pou n kapab jere pi byen yon lòt katastwòp?

4.1 Ki sa nou aprann apre gwo eksperyans nou sot fè nan tranblemandetè a?

4.2 Si gen yon lòt tranblemandetè ankò, eske ou kwè sa ou te viv nan 12 janvye a ap ede w? Wi, nan ki sa?

4.2.1 Eske ou pran tout mezi nan nivo pa w ansanm ak kominote a pou fè fas ak yon lòt tranblemandetè.

A.3 Guide d'entretien destiné aux observateurs externes

Nom du répondant:

1. Identification

1.1 Quel est le nom de l'organisation pour laquelle vous travaillez?

1.2 Que fait votre organisation?

2. Questions sur le ou les quartiers à l'étude

2.1 Depuis combien d'années intervenez-vous dans le quartier?

2.2 Comment décrieriez-vous la vie sociale de ce quartier avant le tremblement terre?

2.2.1 Le comité de quartier avait-il permis des améliorations ou pris des actions concrètes pour le quartier avant le tremblement de terre? Si oui, donner des exemples.

2.3 Cette vie sociale permettait-elle à la population de se doter de services urbains? Si oui, comment? Si non, pourquoi?

2.4 Cette vie sociale favorisait-elle des collaborations avec des ONG ou d'autres organisations?

2.5 En quoi le tremblement de terre a-t-il perturbé le quartier et la communauté?

2.6 Y a-t-il beaucoup d'habitants du quartier qui l'ont quitté après le tremblement de terre? Si oui, pourquoi? Sont-ils revenus?

2.7 Est-ce que les services comme l'eau potable, l'école pour les enfants, des latrines, une clinique de santé, l'électricité ont été rétablis?

2.8 Est-ce que les habitations détruites ou fragilisées par le tremblement de terre ont commencé à être reconstruites?

2.9 Le quartier a-t-il retrouvé un fonctionnement se rapprochant de ce qu'il était avant le tremblement de terre? Si oui, comment? Si non, pourquoi?

2.10 Depuis le tremblement de terre, y a-t-il une ou plusieurs ONG œuvrant dans le quartier? Si oui, lesquelles? Que font-elles? Étaient-elles présentes avant la catastrophe?

2.11 Les liens unissant les habitants sont-ils plus forts qu'avant le tremblement de terre? Si oui, en quoi?

2.12 La population du quartier a-t-elle tiré des leçons de leur expérience du tremblement de terre pouvant leur être utile dans une situation similaire?

BIBLIOGRAPHIE

- Aldrich, Daniel P. 2009. «Social, Not Physical, Infrastructure: The Critical Role of Civil Society in Disaster Recovery ». *Social Science Research Network*, vol. 85, no 31, p. 17-52.
- , Political Science Faculty Publications Perdue University. 2010. «Fixing Recovery : Social Capital in Post-Crisis Resilience». En ligne. 17 p. <<http://docs.lib.purdue.edu/pspubs/3>>. Consulté le 13 octobre 2010.
- Agier, Michel. 1999. *L'invention de la ville : banlieues, townships, invasions et favelas*. Coll. «Une pensée d'avance». Amsterdam: Archives contemporaines, 176 p.
- Barnes, J. A. 1954. «Class and Committees in a Norwegian Island Parish». *Human Relations*, no 7, p. 39-58.
- Barsky, Lauren E. et William R. Donner. 2007. «Lessons from the Field : Human Needs Often Complicate Ethical Duties in Disaster Research». *Protecting Human Subjects*, vol. 15, p.18-19.
- Beggs, John, Haines, Valérie, et Hurlbert, Jeanne. 1996. «Situational Contingencies Surrounding the Receipt of Informal Support». *Social Forces*, vol. 75, no. 1, p. 201-222.
- Bilham, Roger. 2010. «Lessons from the Haiti earthquake». *Nature*, vol. 463, no 7283, p. 878-879.
- Blanc, Bernadette et Alexandre Beaudin. 2002. «Stratégies communautaires et réhabilitation des quartiers précaires de Port-au-Prince». In *Gestion du développement urbain et stratégies résidentielles des habitants*, sous la dir. de Francine Dansereau et Françoise Navez-Bouchanine, p. 255-270. Coll. «Collection "Villes et entreprises"». Paris: l'Harmattan.
- Bolin, Robert, et Lois Stanford. 1998. «The Northridge Earthquake: Community-based Approaches to Unmet Recovery Needs». *Disasters*, vol. 22, no 1, p. 21-38.

- Bourdieu, Pierre. 1980. «Le capital social». *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol 31, p. 2-3.
- Brouwer, Roland, et Joel Nhassengo. 2006. «About Bridges and Bonds: Community Responses to The 2000 Floods in Mabalane District, Mozambique». *Disasters*, vol. 30, no 2, p. 234-255.
- Buckland, Jerry, et Matiur Rahman. 1999. «Community-based Disaster Management During the 1997 Red River Flood in Canada». *Disasters*, vol. 23, no 2, p. 174-191.
- Caillé, Alain. 2006. «Préface». In *Le capital social : performance, équité et réciprocité*, sous la dir. de Antoine Bévort et Michel Lallement, p.7-18. Paris : Éditions La Découverte/ MAUSS.
- Calais, Eric, Andrew Freed, Glen Mattioli, Falk Amelung, Sigurjon Jonsson, Pamela Jansma, Sang-Hoon Hong, Timothy Dixon, Claude Prepetit et Roberte Momplaisir. 2010. «Transpressional rupture of an unmapped fault during the 2010 Haiti earthquake». *Nature Geoscience*, vol. 3, no 11, p. 794-799.
- Chambers, Robert, et Gordon R. Conway. Institute of Development Studies 1991. «Sustainable rural livelihoods : practical concepts for the 21st century». En ligne. 33 p. < <http://www.ids.ac.uk/files/Dp296.pdf> >. Consulté le 12 septembre 2010.
- Coleman, James S. 1988. «Social Capital in the Creation of Human Capital». *American Journal of Sociology*, vol. 94, p. 95-120.
- , 1990. *Foundations of Social Theory*. Cambridge : Belknap Press of Harvard University, 993 p.
- Comfort, Louise K. 1999. *Shared risk : complex systems in seismic response*. New York : Pergamon, 322 p.
- Comision Economica para America Latina y el Caribe (CEPAL). 2008. *Statistical yearbook for Latin america and the Caribbean 2008*. En ligne. <http://websie.eclac.cl/anuario_estadistico/anuario_2008/eng/index.asp>. Consulté le 21 janvier 2010.
- Croix-Rouge/Croissant-Rouge. 2004. «De la menace à la résistance : aider les communautés à faire face aux crises». In *Rapport sur les catastrophes dans le monde 2004*. En ligne. <<http://www.ifrc.org/fr/publicat/wdr2004/chapter1.asp>>. Consulté le 10 avril 2010.

- Dauphiné, André, et Damienne Provitolo. 2007. «La résilience : un concept pour la gestion des risques». *Annales de géographie*, vol. 654, no 2, p. 115-125.
- Davis, Mike. 2006. *Le pire des mondes : de l'explosion urbaine au bidonville global*. Paris : La Découverte. 250 p.
- Denis, Hélène. 2002. *La réponse aux catastrophes. Quand l'impossible survient*. Montréal : Presses inter Polytechnique, 318 p.
- De Soto, Hernando. 2001. *The Mystery of Capital : Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else*. New-York : Basic Books, 276p.
- Dictionary and Thesaurus, Oxford American Dictionaries*. 2005. (Version 1.0.2.). Logiciel. Apple Computer.
- Dorte, Verner, et Heinemann Alessandra. 2006. «Social resilience and State fragility in Haïti; Breaking the Conflict-Poverty Trap». *En brève*, vol. September 2006, no 94, p. 1-4.
- Drabek, T. E., et D. A. McEntire. 2003. «Emergent phenomena and the sociology of disaster : Lessons, trends and opportunities from the research literature». *Disaster Prevention and Management*, vol. 12, no 2, p. 97-112.
- Driant, Jean-Claude. 1991. *Las barriadas de Lima : historia e interpretacion*. Lima : Institut Français d'Études Andines (IFEA) et le Centre d'Études et de Promotion du Développement (DESCO), 231 p.
- Dynes, Russell R. 2005. «Community Social Capital as the Primary Basis for Resilience». *Disaster Research Center*, no 344, 1-60 p.
- , 2002. «The Importance of Social Capital in Disaster Response». *Disaster Research Center*, no 327, 60 p.
- Englebert, Pierre. 2003. «La Banque Mondiale et la théorie du capital social». In *Repenser le développement et la coopération internationale : état des savoirs universitaires*, sous la dir. de Firouzeh Nahavandi, p. 161-178. Paris : Karthala.
- Faivre, Jean-Philippe. 2008. «Études marketing». In *Encyclopaedia Universalis*. En ligne. <<http://www.universalis-edu.com/article2.php?napp=&nref=C000122>>. Consulté le 14 mars 2010.

- Canada. Projet de recherche sur les politiques. 2005. *La mesure du capital social I; Document de référence pour la recherche, l'élaboration et l'évaluation de politiques publiques*. Rédigé par Sandra Franke. Ottawa : Projet de recherche sur les politiques. 72 p.
- Ganapati, Emel N.. 2009. «Rising from the Rubble: Emergence of Place-Based Social Capital in Gölcük, Turkey». *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, vol. 27, no 2, p. 127-166.
- Giacottino, Jean-Claude. 2010. *Port-au-Prince*. In Encyclopaedia Universalis. En ligne. <<http://www.universalis-edu.com>>. Consulté le 14 mars 2010.
- Goulet, Jean. 2006. «L'organisation des services urbains : réseaux et stratégies dans les bidonvilles de Port-au-Prince». Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 343 p.
- , 2004. «Les pauvres qui construisent la ville: Réseaux et stratégies dans les bidonvilles de Port-au-Prince». *Communication présentée au colloque Réalités et transformations des milieux urbain et régional dans le cadre du 72e Congrès de l'ACFAS*, miméo, 7 p.
- , 2003. «Sobre los cerros de Puerto Principe : vivir en el labirinto». In *Vivir en la ciudad: Lo cotidiano de la insercion urbana en Mexico, America Central y El Caribe*, sous la dir. de Paul Bodson, Allen Cordero, Pia Carrasco, et Jean Goulet, p. 21-41. San José (Costa Rica) : FLASCO.
- Gouvernement de la république d'Haïti. 2010. *Plan d'action pour le relèvement et le développement d'Haïti ; Les grands chantiers pour l'avenir*. Port-au-Prince: Gouvernement de la république d'Haïti, 54 p.
- Hernandez, Julie. 2009. «The Long Way Home : une catastrophe qui se prolonge à La Nouvelle-Orléans, trois ans après le passage de l'ouragan Katrina». *L'Espace géographique*, vol. 38, no 2, p. 124-138.
- Holling, C. S. 1973. «Resilience and Stability of Ecological Systems». *Annual Review of Ecology and Systematics*, vol. 4, p. 1-23.
- Houard, Jacques, et Marc Jacquemain. 2006. *Capital social et dynamique régionale*. Bruxelles : De Boeck Université, 256 p.
- Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). *Résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2003*. En ligne. <http://www.ihsi.ht/produit_demo_soc.htm>. Consulté le 19 mars 2010.

- Jalali, Rita. 2002. «Civil Society and the State : Turkey After the Earthquake». *Disasters*, vol. 26, no 2, p. 120-139.
- Jebrak, Yona. 2010. «La reconstruction et la résilience urbaine l'évolution du paysage urbain». Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 402 p.
- Josse G., et P.-A. Pacaud. 2006. «Améliorer les quartiers précaires : Approches suivies au Burkina, Djibouti et Haïti». In *A quoi sert d'aider le Sud*, sous la dir. de Serge Michailof. p. 45-63. Paris : Éditions Economica.
- Lazega, Emmanuel. 1994. «Analyse de reseaux et sociologie des organisations». *Revue française de sociologie*, vol. 35, no 2, p. 293-320.
- Collectif. 2007. *Le nouveau Petit Robert de la langue française 2007*. Paris : Le Robert.
- Lévesque, Maurice, et Deena White. 1999. «Le concept de capital social et ses usages». *Lien social et Politiques*, no 41, p. 23-33.
- Lherisson, Gary. 1999. «Les caractéristiques générales de l'agglomérations du Port-au-Prince métropolitain». In *Les problèmes environnementaux de la région métropolitaine de Port-au-Prince*, sous la dir. de Gérard Holly, p. 26-51. Haïti : Commission pour la commémoration du 250e anniversaire de la fondation de la ville de Port-au-Prince.
- Lucien, Eddy. 2008. *Port-au-Prince 1915-1956: Centralisation et dysfonctionnements*. Conférence présentée le 9 octobre 2009 dans le cadre de la rencontre Port-au-Prince une ville à construire. Montréal. Université du Québec à Montréal. Enregistrement audio personnel.
- Mangones, Kathy. 2002. «Des stratégies différentes d'aide alimentaire et le renforcement des capacités locales en Haïti». In *Protection ou partenariat : Le renforcement des capacités locales lors de crises humanitaires*, sous la dir. de Ian Smillie, p. 63-88. Ottawa : Centre de Recherche sur le Développement International (CRDI).
- Manyena, S. B. 2006. «The concept of resilience revisited». *Disasters*, vol. 30, no 4, p. 434-450.
- Maret, Isabelle, et Thomas Cadoul. 2008. «Résilience et reconstruction durable : que nous apprend La Nouvelle-Orléans?». *Annales de géographie*, vol. 5, no 663, p. 104-124.

- Comision Economica para America Latina y el Caribe (CEPAL). 2004. *Pauvreté et stratégies de survie dans les quartiers précaires de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince*. Rédigé par Dominique Mathon. Port-au-Prince : Comision Economica para America Latina y el Caribe, 60 p.
- Méda, Dominique. 2002. «Le capital social : un point de vue critique». *Économie politique*, vol. 14, no 2, p. 36-47.
- Haïti. Ministère de l'environnement. 2007. *La réhabilitation de l'environnement et la réduction de la pauvreté en Haïti ; Les principaux défis à lever et les choix politiques à prioriser ; Notes d'orientation stratégique destinées à appuyer le processus de consultation pour la prise en compte du secteur environnement dans la préparation du DSRP définitif*. Port-au-Prince : Ministère de l'environnement, 29 p.
- Nakagawa, Yuko, et Rajib Shaw. 2004. «Social Capital: A Missing Link to Disaster Recovery». *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, vol. 22, no 1, p. 5-34.
- Newman, Lenore, et Ann Dale. 2005. «Network Structure, Diversity, and Proactive Resilience Building: Response to Tompkins and Adger». *Ecology and Society*, vol. 10, no 1, p. 1-4.
- Obrist, Brigit, et Kaspar Wyss. 2006. «Lier la recherche en milieu urbain avec l'approche « livelihood » : défis et perspectives ». *Vertigo*. En ligne. vol. hors-série, no 3. <<http://vertigo.revues.org/1876>>. Consulté le 9 septembre 2010.
- Palier, J., et B. Prévost. 2007. «Le développement social : nouveau discours et idéologie de la Banque mondiale». *Économie appliquée*, vol. LX, no 4, p. 27-50.
- Paton, Douglas, et David Johnston. 2001. «Disasters and communities: Vulnerability, resilience and preparedness». *Disaster Prevention and Management*, vol. 10, no 4, p. 270.
- Pelling, Mark. 2003. *The vulnerability of cities : natural disasters and social resilience*. London: Earthscan Publications, 212 p.
- Perret, Bernard. 2002. *Indicateurs sociaux, état des lieux et perspectives*. Séminaires DARES (Paris, 15 octobre 2002). Paris : CERC, 8 p.
- Pirès, Alvaro. 1997. «Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique». In *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*, sous la dir. de Jean Poupart et du Groupe de recherche

interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives, p. 113-169. Montréal : Éditions Gaëtan Morin.

Prentice, C. S., P. Mann, A. J. Crone, R. D. Gold, K. W. Hudnut, R. W. Briggs, R. D. Koehler et P. Jean. 2010. «Seismic hazard of the Enriquillo-Plantain Garden fault in Haiti inferred from palaeoseismology». *Nature Geoscience*, vol. 3, no 11, p. 789-793.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Bureau pour la prévention des crises et du relèvement 2004. *Un rapport mondial: La réduction des risques de catastrophes, un défi pour le développement*. New-York : Bureau pour la prévention des crises et du relèvement, 148 p.

Putnam, Robert. 1995. «Bowling Alone: America's Declining Social Capital». *Journal of Democracy*, vol. 6, no 1, p. 65-78.

-----, 1993. *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton : Princeton University Press. 280 p.

Rajedran, C. P.. 2010. «Lessons from Haïti: the Indian earthquake scenario». *Current Science*, vol. 98, no 6, p. 757-758.

Sanderson, David. 2000. «Cities, disasters and livelihoods». *Environment and Urbanization*, vol. 12, no 2, p. 93-102.

Savoie-Zajc, Lorraine. 2003. «L'entrevue semi-dirigée». In *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, 4e éd, sous la dir. de Benoît Gauthier, p. 293-316. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.

-----, 2000. «L'analyse de données qualitatives: pratiques traditionnelle et assistée par le logiciel NUD-IST». *Recherches Qualitatives*, vol. 21, p. 99-123.

Schneider, David M. 1957. «Typhoons on Yap». *Human Organization*, vol 16, p. 10-15.

Smarth, Luc. 1997. «Popular Organizations and the Transition to Democracy in Haiti». In *Community Power and Grassroots Democracy; The transformation of Social Life*, sous la dir. de Micheal Kaufman et Haroldo Dilla Aflfonso, p. 102-125. Ottawa : Centre de Recherche sur le Développement International (CRDI)/ZED.

Théodat, Jean-Marie. 2009. «Haïti : le bon grain et l'ivraie du commerce mondial des produits vivriers». *L'Information géographique*, vol 73, no 1, p. 65-81.

- Thomas, Hélène. 2008. «Vulnérabilité, fragilité, précarité, résilience, etc. De l'usage et de la traduction de notions éponges en sciences de l'homme et de la vie». *Recueil Alexandries*. En ligne. no 13. <<http://www.reseau-terra.eu/article697.html>>. Consulté le 23 septembre 2010.
- Tisseron, Serge. 2007. *La résilience*. Coll. «Que sais-je ?». Paris: Presses universitaires de France, 128 p.
- Tompkins, Emma L., et W. Neil Adger. 2004. «Does Adaptive Management of Natural Resources Enhance Resilience to Climate Change?». *Ecology and Society*. En ligne. vol. 9, no 2. <http://www.ecologyandsociety.org/vol9/iss2/art10>. Consulté le 18 octobre 2010.
- de Tychey, Claude. 2001. «Surmonter l'adversité : les fondements dynamiques de la résilience». *Cahiers de psychologie clinique*, vol. 16, no 1, p. 49-68.
- UN-Habitat. United Nations Human Settlements Programme. 2003. *The Challenge of Slums ; Global Report on Human Settlement 2003*. London : UN-Habitat. Earthscan Publications Ltd, 345 p.
- , United Nations Human Settlements Programme. 2007. *Global Report on Human Settlements 2007: Enhancing Urban Safety and Security*. London : UN-Habitat. Earthscan Publications Ltd, 448 p.
- United Nations International Strategy for Disaster Risk Reduction (UNISDR). 2005. *Hyogo Framework for 2005–2015: Building the Resilience of Nations and Communities to Disasters*. En ligne. <<http://www.unisdr.org/we/in/intergover/official-doc/L-docs/Hyogo-framework-for-action-english.pdf>>. Consulté le 10 octobre 2010.
- Van der Leeuw, S.E., et Aschan C. Leygonie. 2000. *A long-term perspective on resilience in socio-natural systems*. Colloque System shocks - system resilience (Abisko, Suède du 22 au 26 mai 2000), p. 32.
- Varley, A. 1994. *Disasters, Development and Environment*. London : Wiley, 167 p.
- Verner, Dorte, et Alessandra Heinemann. 2006. «Social resilience and State fragility in Haïti; Breaking the Conflict-Poverty Trap». *En breve*, vol. September 2006, no 94, p. 1-4.
- Véron, Jacques. 2006. *L'urbanisation du monde*. Coll. «Repères». Paris : Éditions La Découverte, 122 p.

Wildavsky, Aaron B. 1988. *Searching for safety*. Coll. «Studies in social philosophy & policy no. 10». New Brunswick, USA : Transaction Books, 253 p.

White, T. Anderson, et Glenn Smucker. 1998. «Social Capital and Governance in Haiti: Traditions and Trends». In *The Challenges of Poverty Reduction*. Report 17242-HA. Washington, D.C : World Bank. 47 p.